

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

UN DÉPARTEMENT FRANÇAIS

SOUS LA

CONSTITUTION DE 1848

Histoire de la Haute-Saône de 1848 à 1852

THÈSE DE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

présentée et soutenue par

M. ANDRÉ TOULOUSE

le 31 Mai 1923, à 2 heures

PRÉSIDENT : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE

PROFESSEURS : MM. BASDEVANT et GIDEL



VESOUL
ANCIENNE IMPRIMERIE CIVIL
F. DESSAUT, DIRECTEUR

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UN DÉPARTEMENT
FRANÇAIS
SOUS LA
CONSTITUTION DE 1848

HISTOIRE DE LA HAUTE-SAONE DE 1848 A 1852

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

UN DÉPARTEMENT FRANÇAIS

SOUS LA

CONSTITUTION DE 1848

Histoire de la Haute-Saône de 1848 à 1852

THÈSE DE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

présentée et soutenue par

M. ANDRÉ TOULOUSE

le 31 Mai 1923, à 2 heures

PRÉSIDENT : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE

PROFESSEURS : MM. BASDEVANT et GIDEL



VESOUL

ANCIENNE IMPRIMERIE CIVIL

F. DESSAUT, DIRECTEUR

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les Causes de la Révolution de 1848

Les résultats de la Révolution de 1830 avaient été médiocres et la France avait peu avancé dans la voie du progrès. L'abaissement du cens électoral de 1.000 à 500 francs pour l'éligibilité, de 300 à 200 pour l'électorat, était un gain très maigre si l'on considère qu'étaient maintenues les lois draconiennes sur la presse et les institutions antidémocratiques de l'an VIII.

Louis-Philippe aurait pu développer ces institutions dans le sens de la liberté et entrer délibérément dans la voie des réformes que tout le monde réclamait. Il n'en fit rien et, bien au contraire, il résista systématiquement à tout mouvement libéral.

Pourtant, les qualités ne manquaient point à Louis-Philippe, homme courageux, roi débonnaire, instruit et de mœurs austères. Mais il eut le tort de laisser se développer les appétits immodérés de luxe et d'argent qui causèrent un véritable scandale dans les classes élevées du pays où dominait la corruption alors que la misère régnait dans les classes pauvres.

Loin d'enrayer la corruption, la Monarchie de Juillet en fit un moyen de gouvernement, que le système électoral facilitait.

Qu'on s'imagine une population de 36 millions d'habitants ne comptant que 200.000 électeurs chargés de nommer les députés. Qu'on réfléchisse à la facilité avec laquelle un Gouvernement peu scrupuleux pouvait acheter les voix de ceux qui devaient consolider sa politique de réaction. Il n'y manqua pas et tous les moyens de corruption lui furent bons : argent, récompenses, places et emplois réservés.

La Chambre ainsi composée était à la merci du Gouvernement qui se l'attachait plus étroitement encore par la corruption qui sévissait à tous les degrés. Les fonctionnaires pouvaient faire partie du corps législatif : la Chambre de 1846 en comprenait 170 qui étaient entre les mains d'un Gouvernement dont dépendait leur position ou leur avancement.

Il n'est pas difficile de s'imaginer que la question de la réforme électorale et de la réforme parlementaire devait préoccuper ceux qui pensaient, et ils étaient nombreux, que la France devait être gouvernée d'une façon plus saine. Ces questions se posèrent d'une façon précise dans la session de 1847.

La question de la réforme électorale fit l'objet d'une proposition de M. Duvergier de Hauranne qui demandait : 1° que le cens fut abaissé à 100 francs ; 2° que le nombre des députés fut élevé de 459 à 538.

La réforme parlementaire fut proposée par M. de Rémusat qui demandait l'inéligibilité des fonctionnaires publics.

On se rend compte que les propositions de M. Duvergier de Hauranne et de Rémusat étaient très anodines et que si elles n'apportaient qu'un faible remède à la situation elles n'auraient pas dû éveiller les susceptibilités gouvernementales.

Le Ministère pourtant n'accepta pas ces propositions qui furent toutes deux repoussées par la Chambre.

La question de la réforme après s'être posée à la Chambre se posa dans le pays et prit avec la campagne connue sous le nom de Campagne des Banquets, une acuité telle qu'elle devait aboutir à une révolution. Cette campagne fut menée principalement par deux partis : l'opposition parlementaire ou dynastique à laquelle appartenaient Duvergier de Hauranne et de Rémusat et dont les chefs étaient Odillon Barrot et Thiers ; l'opposition radicale, celle du parti républicain qui comptait des chefs illustres : François Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès dont l'opinion était soutenue par les deux journaux : *Le National* et *La Réforme*.

L'opposition comptait encore deux partis :

Le parti socialiste qui n'était alors qu'une fraction du parti républicain et qui considérait que la République était pour lui un moyen commode de réaliser ses projets de réforme sociale. Louis Blanc était alors le plus célèbre représentant de l'école socialiste.

Enfin, le parti napoléonien mettait son espoir en

Louis Napoléon Bonaparte, neveu de l'Empereur Napoléon, alors interné dans la forteresse de Ham et la légende napoléonienne était entretenue par ceux-là même qui devaient la redouter davantage : Louis-Philippe et son Gouvernement qui faisaient revenir de Sainte-Hélène les cendres de l'Empereur.

La campagne en faveur de la Réforme fut faite à la fois par des pétitions signées des électeurs et par des banquets où les orateurs de l'opposition parlaient en faveur de la réforme.

Après le banquet du Château-Rouge, dans la banlieue de Paris, qui eut lieu le 9 juillet 1847, les banquets se succédèrent à Colmar, Strasbourg, Soissons, Orléans, etc... et au fur et à mesure qu'ils avaient lieu, la campagne prenait plus de vigueur tout en changeant de caractère. Alors qu'au début il ne s'agissait que d'obtenir une réforme électorale et parlementaire anodine, on en vint à discuter le régime lui-même. La dynastie, la personne de Louis-Philippe furent mises en cause et la campagne dépassait le but que cherchait à atteindre le parti de l'opposition parlementaire d'Odilon Barrot. Les banquets continuaient à Lille, à Dijon, à Mâcon, à Chalon-sur-Saône où Ledru-Rollin buvait à la République.

C'est alors que s'ouvrit la session des Chambres et le Gouvernement ne fit rien, bien au contraire, pour améliorer la situation. L'adresse du Roi à la Chambre était maladroite. Les embarras financiers étaient gra-

ves. Thiers ne ménagea pas ses attaques contre le Gouvernement.

Pour clore la campagne réformiste, un dernier banquet devait avoir lieu à Paris, dans le XII^e arrondissement. Le Préfet de Police refusa l'autorisation, en conformité des ordres du Ministre de l'Intérieur et du Gouvernement que l'agitation réformiste avait ému. L'opposition interpella à la Chambre; elle fit remarquer que nulle loi ne permettait de violer le droit de réunion. Le Gouvernement déclara qu'il ne céderait pas et qu'il disperserait par la force tous les rassemblements; il faisait en même temps les préparatifs nécessaires. L'opposition parlementaire était hésitante, mais alors qu'elle était disposée à s'abstenir, le peuple ne parut point vouloir céder.

Le 22 février, il manifesta violemment et construisit des barricades. Les troupes bivouaquèrent dans la rue. Les escarmouches continuèrent le 23. La Garde nationale sur laquelle comptait la royauté fit cause commune avec le peuple. Louis-Philippe devant cette manifestation hostile et imprévue renvoya Guisot et ses ministres. Cette chute fut accueillie par le peuple avec enthousiasme, bien que l'arrivée au pouvoir du comte de Molé ne donnât point satisfaction à l'opposition. Mais l'effervescence semblait atténuée et le calme paraissait régner lorsqu'un incident vint tout gâter. La foule parcourait les boulevards dans la soirée du 23 en manifestant sa joie. Au niveau du Mi-

nistère des Affaires Etrangères, boulevard des Capucines, existait un barrage de troupes, auquel se heurta la foule qui, pressée par le flot des arrivants, demanda le passage. La troupe, respectant sa consigne, refusa et croisa la baïonnette. Un coup de feu fut tiré; un soldat tomba. Une décharge générale suivit. Cent personnes furent couchées mortes ou blessées. Les cadavres chargés dans un tombereau furent promenés dans Paris, éclairés par des torches, par des insurgés, qui appelèrent le peuple aux armes. Le 24, au matin, Paris était couvert de barricades. Le roi appela au pouvoir Thiers et Odilon Barrot, M. Molé ayant refusé de constituer le ministère. Mais il était trop tard, les soldats se laissaient désarmer en plusieurs endroits; la fusillade se rapprochait des Tuileries. Le roi abdiqua en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, puis il s'enfuit avec sa femme et ses enfants.

Le parti républicain ne voulut pas accepter la régence de la duchesse d'Orléans, mère du comte de Paris, et le peuple installé à l'Hôtel de Ville réclamait la République et un Gouvernement provisoire. Une liste comprenant Louis Blanc et Albert fut acclamée à l'Hôtel de Ville, alors qu'à la Chambre, après l'envahissement des insurgés et le départ de la Duchesse d'Orléans, on constituait une liste comprenant 7 députés, dont Ledru-Rollin et Lamartine. Finalement, le Ministère fut constitué. Dupont (de l'Eure), était

Président sans portefeuille. Ledru-Rollin, de Lamar-tine, Crémieux, Maire, Arago, Bethmont, Carnot, le Général Subervic, Goudchaux. Garnier-Pagès était maire de Paris. Etienne Arago s'installait aux Postes et Caussidière à la Préfecture de Police. Flocon, Louis Blanc, Albert et Armand Marrast étaient secrétaires du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire proclama la République.

Puis il proclama le droit du travail, décrétant que le Gouvernement provisoire de la République Française s'engageait à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail et à garantir du travail à tous les citoyens.

Il abolit la peine de mort en matière politique.

Il abolit les lois restrictives de la liberté de la Presse et de la liberté de réunion.

Telles furent dans ses grandes lignes les diverses phases de la Révolution de 1848 dont le raccourci et le caractère ont été précisés de la façon suivante par Lamartine, dans son « Conseiller du peuple » :

« Le 24 février 1848, le peuple de Paris se souleva contre les Ministres. Les Ministres refusaient d'accorder à la nation le droit de concourir plus largement à la nomination des représentants.

Le Roi pouvait calmer aisément ce soulèvement en changeant ses Ministres et en accordant au peuple ce qui était juste, le droit de faire représenter une

plus grande part de droits et d'intérêts dans le Gouvernement.

Le Roi s'obstina à refuser cette justice au peuple. Il lui était plus commode de régner au moyen de quelques députés nommés par 200.000 électeurs choisis dans une seule classe du peuple français. Les Ministres du Roi pouvaient corrompre facilement par des honneurs, des faveurs, des emplois publics. Les députés influencés ainsi par les Ministres, pouvaient facilement aussi séduire, acheter, corrompre dans leur département, le petit nombre d'électeurs de qui dépendait leur élection. C'était un commerce au lieu d'une élection..

Il s'ensuivait qu'au lieu d'être représenté dans son universalité, dans toutes ses professions, dans tous ses droits, dans tous ses intérêts, par lui-même, le peuple français n'était représenté que par une seule classe de la population et que la royauté, au lieu d'être une institution populaire, au droit et au profit de la nation toute entière, n'était qu'une institution étroite, partielle, ce qu'on appelle une oligarchie, au droit et au profit de quelques-uns.

En dehors de ces 200.000 électeurs exerçant seuls leur droit de souveraineté représentative, tout le reste du peuple était privé du droit de se faire représenter. Par conséquent, une faible partie du peuple français régnait avec le Roi et gouvernait avec les Ministres. Tout le reste ne comptait pas dans le Gou-

vernement ou ne comptait que pour payer l'impôt et verser son sang pour la patrie commune.

Cela n'était pas juste. Or, toutes les fois qu'il y a une grande injustice dans un gouvernement, vous pouvez être sûr que ce Gouvernement court un grand danger.

« Les tyrannies ne durent jamais très longtemps ; pas plus celles des peuples que celles des Rois. »

A. de LAMARTINE.

(*Le Conseiller du peuple* — année 1849).

LA RÉVOLUTION DE 1848

Les Journées de Février

La Proclamation de la République

Le 27 février 1848, la proclamation suivante était placardée à Vesoul et dans toutes les communes du département :

« *Habitants de la Haute-Saône,*

« A la suite des événements graves qui ont eu lieu à Paris les 23 et 24 de ce mois, un Gouvernement républicain a été constitué.

« La Nation sera appelée à lui donner sa sanction.

« En vous faisant connaître cet immense événement, je dois vous rappeler que l'ordre est le premier besoin du pays. J'espère qu'il ne sera pas troublé, et compte, à cet effet, sur le concours de tous les citoyens.

« La plus parfaite tranquillité règne à Vesoul, à Besançon et dans tous les chefs-lieux des départements voisins.

« Vesoul, le 27 février 1848.

« *Le Préfet de la Haute-Saône,*

« V. DE VERTEILLAC. »

C'est de cette façon que la population de la Haute-Saône apprit officiellement que de graves événements

s'étaient passés à Paris et que le Gouvernement de Louis-Philippe avait été renversé.

Depuis quelque temps déjà elle les pressentait sans pourtant en prévoir toute la gravité. Le *Journal de la Haute-Saône*, qui s'imprimait à Vesoul, l'avait tenue au courant des débats agités des Chambres lors de la discussion des articles du projet d'Adresse des Chambres au Roi, en réponse au discours qu'il avait prononcé, de même qu'il lui faisait connaître la Campagne réformiste.

Partisan de la liberté, mais la faisant passer après l'Ordre, le *Journal de la Haute-Saône* ne voyait pas d'un bon œil des manifestations, en faveur de la liberté, il est vrai, mais susceptibles de troubler l'ordre dans la Nation. Soutenant la politique de Louis-Philippe et de Guizot, il craignait que l'opposition ne se livrât à des excès; il s'alarmait de la campagne réformiste des banquets; dans le projet d'adresse, il souligne l'expression de « souvenirs détestables » qui s'appliquait à l'apologie qu'on n'a pas craint de faire, dans certains banquets, des excès de la Terreur.

A côté du *Journal de la Haute-Saône* paraissait, dans le département, un autre journal, *La Presse Grayloise*, qui s'imprimait à Gray. Cette dernière semblait accueillir les événements avec plus de sympathie que le *Journal de la Haute-Saône*. Dans son numéro du 26 février 1848, elle publiait :

« Un événement d'une portée incalculable vient de

s'accomplir à Paris, le Roi a abdiqué, Mme la Duchesse d'Orléans a été nommée régente, et M. Odillon Barrot a été chargé de composer un nouveau Ministère.

« Que de chemin en quelques jours ? Le parti de la violence, de la réaction, a enfin succombé ; la cause de la réforme est décidément gagnée. Nous devons nous féliciter du présent et avoir foi dans l'avenir. Nous attendons avec impatience de nouveaux détails. Soyons calmes, mais soyons fermes. »

Et, quelques jours après, le 4 mars 1848 :

« Aujourd'hui que c'est un fait accompli et que les hommes qui sont au pouvoir vous ont déjà donné dans ces premiers jours, par un dévouement absolu, la mesure de leur courage, de leur prudence et de leur bon vouloir, il convient à tous les citoyens honnêtes de leur prêter, sans arrière-pensée, un appui sincère qui leur aide à vaincre promptement les difficultés nombreuses qui les entourent et qui sont d'ordinaire inséparables d'une aussi brusque transition ; c'est le conseil que nous croyons devoir donner à nos lecteurs, à quelque opinion qu'ils se rattachent, car avant tout et toujours, le drapeau d'un bon patriote doit être le drapeau de la France ; quant à nous, nous saurons en donner l'exemple, en mettant de côté toutes idées personnelles pour nous placer au point de vue de l'intérêt général ; nous accepterons

franchement, loyalement, la nouvelle constitution et nous lui promettons un concours désintéressé et sans bornes dans toutes les questions d'ordre, de liberté, de nationalité. »

La Presse de la Haute-Saône et le Préfet étaient donc d'accord pour mettre l'ordre au premier plan de leurs préoccupations et le déclarer le besoin le plus pressant de la Nation. Et M. de Verteillac envoyait aussitôt aux Maires et aux Sous-Préfets du département des conseils pour les exhorter à maintenir l'ordre à tout prix. Ce furent d'ailleurs ses derniers actes administratifs, car le nouveau Gouvernement envoya pour le remplacer M. Boileau, Président du Tribunal de Lure, en qualité de Commissaire de la République, avec tous les pouvoirs que pourraient exiger les événements. Deux nouveaux Commissaires du Gouvernement, MM. Signard et Gabiot, devaient lui être adjoints par la suite.

Ces trois Commissaires désignèrent à leur tour, par arrêté du 19 mars 1848, deux Sous-Commissaires, le citoyen Charnottet, d'Autrey, pour l'arrondissement de Gray, et le citoyen Themey, pour l'arrondissement de Lure.

Dans la proclamation qu'il publia, sitôt installé, M. Boileau fit appel à toutes les opinions, à tous les partis, leur demandant de donner franchement leur adhésion à la République et, s'il félicita les auteurs de la Révolution d'avoir appliqué leur dévouement à

rétablir l'ordre, ce n'est qu'après leur avoir rendu grâce d'avoir assuré le triomphe de la cause de la liberté.

Sans attendre cet appel, les habitants de la Haute-Saône s'étaient ralliés à la République, qui donnait satisfaction au profond amour de la liberté qu'ils avaient. Il ne faut pas oublier, en effet, que les trois arrondissements de Gray, Vesoul et Lure étaient représentés par des députés de l'opposition.

Dès le 24 février, M. le Maire de Vesoul, M. Baulmont, envoyait au Gouvernement provisoire une adresse signée de tous les membres du Conseil municipal, dans laquelle ils déclaraient « adhérer spontanément à l'établissement de la République, sous la réserve de la sanction du peuple français à laquelle le pouvoir actuel déclare vouloir recourir ».

Le 1^{er} mars, le corps municipal de Luxeuil réuni sous la présidence de M. Desgranges, maire, votait à l'unanimité une adresse dans laquelle il « saluait avec enthousiasme la consécration du principe imprescriptible de la souveraineté du peuple » et se réjouissait des bienfaits qui découleraient du régime républicain.

A Gray, le Gouvernement républicain fut proclamé par le Maire, assisté du Conseil municipal, de tous les fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire. Puis un cortège se déroula au chant de la *Marseillaise*, sans que l'ordre cessât de régner.

Le lendemain, on planta un arbre de la liberté, et le Maire rappela à ses concitoyens, au cours de la cérémonie, les avantages que cette dernière Révolution peut procurer à la France, tout en les engageant fortement à s'y rallier, sans arrière-pensée, afin d'en obtenir la prompte réalisation.

Les événements politiques n'ont pas interrompu à Gray le cours de la Justice au Tribunal civil; dès le 29 février, les membres de ce Tribunal ont, à l'unanimité, adressé au Ministre de la Justice un acte d'adhésion du Gouvernement provisoire.

Le 2 mars, le 10^e régiment de cuirassiers, régiment de la garnison de Vesoul, faisait adhésion à la République.

Le même jour était constitué à Vesoul, ainsi que dans la plupart des villes, un Comité qui s'intitulait « Comité républicain provisoire », qui s'opposait à la constitution d'une régence et affirmait que « seule, la République consacre tous les droits, garantit tous les intérêts, étant le Gouvernement de tous, par tous et pour tous ».

Enfin, le 5, une grande manifestation avait lieu à Vesoul, pour célébrer la Révolution du 24 février. Dans toutes les rues, le drapeau tricolore était arboré et les citoyens « portaient la fleur républicaine à la boutonnière de leur habit ». Toutes les autorités de la ville y assistaient, témoignant ainsi leur adhésion à la République : le Général commandant la subdi-

vision de la Haute-Saône, le Maire, le Conseil municipal, le Tribunal en costume, les Fonctionnaires des diverses administrations et le Corps des Officiers de la garnison. Le Maire donna solennellement lecture du décret qui abolit la royauté et établit le Gouvernement républicain.

Des services funèbres furent célébrés dans tout le département en l'honneur des victimes de Février et, en faveur de leurs familles, des souscriptions furent ouvertes. Enfin, un peu partout, on planta des arbres de la liberté et des chênes civiques.

L'adhésion à la République était unanime. Le *Journal de la Haute-Saône*, qui rapporte ces faits, se plaît à constater lui-même l'excellent esprit qui anime la population de la Haute-Saône et, soit qu'il se réjouisse du nouveau régime de liberté, soit que son amour de l'ordre n'ait pas eu d'occasions trop fortes de s'alarmer, il n'a pas une parole de regret pour le régime renversé.

Il s'abstient toutefois de prendre parti dans la lutte électorale qui va s'ouvrir, se bornant à « désirer vivement que les mandataires du peuple appelés à prendre part à l'œuvre immense, soient des hommes dont le patriotisme, les lumières et les opinions franchement démocratiques puissent inspirer au pays une confiance sans limites. »

Le Gouvernement provisoire fixa au 9 avril, puis au 23, l'ouverture des élections à l'Assemblée Natio-

nale, qui devait décréter la Constitution. Les députés étant nommés à raison de un représentant par 40.000 habitants, le département de la Haute-Saône, d'après cette base, devait avoir 9 représentants.

LES ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE

Les Comités et les Clubs

Les Candidats et les Programmes électoraux

Le Résultat des Elections

Le principe d'un gouvernement républicain avait été accueilli dans la Haute-Saône avec enthousiasme ; il s'agissait maintenant d'élire les représentants à l'Assemblée Nationale qui organiserait ce Gouvernement sur des bases conformes aux vœux de la Nation. Pour connaître les vœux des populations, les habitants de la Haute-Saône pensèrent qu'aucun moyen n'atteindrait ce but plus sûrement que la création de Comités où, chacun ayant exprimé ses idées librement, et sans esprit de coterie, les candidatures seraient arrêtées selon les programmes qui ralliaient le plus de suffrages. Les Comités et les Clubs se multiplièrent dans la Haute-Saône.

On vit ainsi se former un Comité républicain de la Haute-Saône, ayant à sa tête Noirot, le bâtonnier de l'ordre des avocats, et comptant parmi ses membres des électeurs appartenant à toutes les classes de la société : magistrats, avocats, médecins, négociants, etc... A côté de ce Comité central existaient des Comités d'arrondissement, pour Vesoul (qui comptait trois Comités républicains) Lure et Gray ainsi que de nombreux Comités cantonaux à Luxeuil, Jussey, Montbozon, Faverney, etc...

Tous ces Comités avaient le double rôle de recueillir les opinions des électeurs et de les éclairer.

L'union parfaite ne régna pas toujours entre ces Comités qui, en outre, furent en butte à des attaques nombreuses de la part des électeurs mécontents. C'est ainsi que l'un des Comités républicains de Vesoul crut bon de se défendre violemment contre les accusations de communisme qu'il jugeait calomnieuses, et de répudier des idées de Cabet. Ces Comités avaient des réunions fréquentes où chacun prenait la parole ; on proposait ensuite des candidats après un vote au scrutin secret et, quelquefois, par acclamation.

A côté des Comités, se réunissaient les Clubs. Les deux plus intéressants furent formés à Gray.

Le premier, le Club des « Indépendants », dont le but était d'instruire ses membres des doctrines démocratiques, de leurs devoirs de citoyens, et de les tenir au courant de tout ce qui peut intéresser la population, les questions purement personnelles étant rigoureusement interdites.

A côté du Club des Indépendants fonctionnait le « Club de la Douceur », ainsi nommé parce que « formé d'hommes du peuple, il doit être doux et patient, mais qu'on ne le fasse pas sortir des bornes de la juste patience qu'il s'est imposée, autrement il sait ce qu'il doit faire, et ce, si on l'y force, il le fera ! »

Il fallait peu de chose pour que les membres du Club sortissent des bornes de la juste patience que

les statuts leur imposaient, et le Club de la Douceur se fit surtout remarquer par sa violence. Il est intéressant de reproduire les statuts des deux Clubs de l'arrondissement de Gray.

Club indépendant

RÈGLEMENT

ARTICLE PREMIER. — Le but du Club est d'instruire ses membres des doctrines démocratiques, de leurs devoirs de citoyens, et de les tenir au courant de tout ce qui peut intéresser la population. Les questions purement personnelles sont rigoureusement interdites.

ART. 2. — Tous les citoyens seront admis à en faire partie à la condition de se faire inscrire et de recevoir une carte chez l'un des secrétaires. Cette carte devra être présentée à la porte à chaque séance.

ART. 3. — Les membres du Club s'assembleront les mercredi et samedi de chaque semaine, de huit à dix heures du soir, dans le local qu'ils auront à leur disposition.

ART. 4. — Pour maintenir l'ordre des séances, il sera nommé un bureau composé d'un président, deux vice-présidents, quatre secrétaires-scrutateurs et un secrétaire-trésorier. Ce bureau sera renouvelé après une période de trois mois ; les mêmes membres pourront être réélus.

ART. 5. — Pour subvenir aux frais occasionnés par les réunions, il sera fait une collecte dont le produit sera versé entre les mains du trésorier qui rendra compte de son emploi.

ART. 6. — Il sera nommé quatre surveillants chargés de maintenir l'ordre dans l'assemblée.

ART. 7. — Les membres qui désireront prendre la parole devront se faire inscrire au bureau, au commencement de la séance. Dix minutes seront consacrées à cette inscription.

ART. 8. — Les séances s'ouvriront par le résumé des principaux faits politiques accomplis depuis la dernière séance. Ce résumé sera fait par un membre du bureau; ensuite commencera la discussion. Chacun aura le droit d'émettre son opinion librement, sans être interrompu. Ceux qui seront d'une opinion contraire répondront à leur tour, mais sans confusion et dans l'ordre où ils auront demandé la parole.

ART. 9. — Toutes les fois qu'il y aura lieu à voter sur une proposition faite par un des membres du club, et qu'il n'y aura pas urgence, le vote aura lieu au scrutin et sera renvoyé à la séance suivante. Dans le cas d'urgence, il aura lieu par assis et levé.

ART. 10. — Le vote au scrutin aura lieu de la manière suivante : Chacun des membres en entrant dans la salle déposera dans une boîte à ce destinée

un bulletin sur lequel sera écrit le mot *pour* ou le mot *contre*. Un des scrutateurs s'assurera que chaque membre ne dépose qu'un bulletin. Le dépouillement du scrutin fera connaître le rejet ou l'adoption de la proposition.

Ce mode sera employé pour la réélection du bureau.

ART. 11. — Le Club sera regardé comme dissout et déclaré tel quand les collectes ne pourront plus subvenir aux frais.

Le Club Indépendant publiait son programme et s'adressait en ces termes aux électeurs :

« La Révolution de Février ayant appelé à la vie politique l'immense majorité des citoyens qui en était exclue depuis 50 ans, le peuple s'est naturellement montré jaloux de connaître ses droits et de les exercer et un grand nombre de citoyens ont cherché dans des réunions paisibles, fraternelles et aussi fréquentes que de rudes labeurs pouvaient le permettre, le double avantage de s'éclairer mutuellement et d'agir de concert, de mieux remplir, en un mot, le rôle qui leur appartient désormais dans l'administration des affaires publiques. Deux institutions de ce genre ont été fondées à Gray, dans les premiers jours de la République, et se sont vues, dès l'origine, en butte aux calomnies de personnages bien pensants, habitués à regarder comme seules légitimes, seules honorables, seules utiles à la patrie,

lès réunions réservées à des désœuvrements opulents, et à de nobles ennuis.

« Le Club Indépendant a remis entre les mains d'un Comité de rédaction, élu par scrutin de liste, le soin de proclamer ses principes, d'exprimer ses opinions et de publier ses actes : C'est aux membres de ce Comité que doit être adressé tout ce qui concerne les publications du Club. »

Voici quel était le programme du Club :

« Républicains, démocrates et socialistes, nous voulons une République fondée et appuyée sur le peuple tout entier, une République qui, imposant à tous les citoyens les mêmes devoirs, leur garantisse les mêmes droits et fermant les yeux sur la naissance et la fortune, ne reconnaissent d'autre distinction que celle du mérite ;

Egalité des droits politiques pour tous les citoyens ;

Respect à la propriété foncière, mobilière, pécuniaire.

Nous encourageons de toutes nos forces les associations libres de travailleurs qui, par une distribution plus large, plus régulière et plus intelligente du travail que celle qu'on peut attendre de l'isolement et d'une concurrence sans frein, leur assureront une existence moins précaire, et leur rendront plus facile l'accession de la propriété.

Arriver sans spoliation, sans combat, sans violence, à une répartition plus équitable des trois grandes ressources sociales : le sol, le travail et la fortune mobilière.....

*Le Comité de rédaction du Club
Indépendant,*

Jules SAUZAY, VERSIGNY (Agapite), POIRIER.

Satuts du Club de la Douceur

ARTICLE PREMIER. — Tous les citoyens réunis, la porte fermée, le Président ouvrant la séance, tous les membres faisant partie du Club pourront rester couverts; les membres seuls composant le bureau devront rester découverts.

ART. 2. — Le silence étant la conséquence de l'ordre, le Président, en cas de bruit, rappellera une fois le citoyen perturbateur à l'ordre; si ce citoyen continue à troubler la réunion, le Président lui fera une admonestation sévère; s'il ne se tait point, les commissaires le feront sortir.

ART. 3. — Tout citoyen ayant mérité par sa conduite, ainsi qu'il est dit dans l'article 2, la désapprobation du Club, ne pourra rentrer que reçu par les commissaires et présenté aux membres formant le bureau, en payant une amende de 0 fr. 25; si le citoyen perturbateur, réintégré dans ses droits, troublait une deuxième fois les séances, l'amende serait

de 50 centimes; à une troisième infraction, il sera rayé des membres composant le Club.

ART. 4. — Les amendes provenant de la disgrâce méritée par le citoyen perturbateur, seront distribuées aux pauvres, mais aux pauvres qui n'osent pas demander, et cela sans distinction d'opinion.

ART. 5. — Tous les citoyens formant le Club de la Douceur sont solidaires, politiquement parlant, c'est-à-dire qu'en cas de réaction politique, ils doivent se soutenir comme des frères, ne faire qu'un seul homme.

ART. 6. — Tous les citoyens faisant partie du Club comprendront qu'ils doivent apporter toute bonne volonté pour subvenir aux frais que nécessitera le Club.

ART. 7. — Relativement aux dépenses du Club, aucune somme ne sera exigible de la part des citoyens le composant; ceux qui en feront partie ne devront donner que suivant leurs moyens et leur patriotisme.

ART. 8. — L'argent produit par les offrandes des citoyens généreux composant le Club, servira d'abord pour les dépenses nécessaires, le surplus sera distribué comme il est dit à l'article 4.

ART. 9. — Les membres composant le Club de la Douceur accepteront parmi eux tous les citoyens,

mais présentés par les commissaires et acceptés par les membres composant le bureau.

ART. 10. — Notre Club a pris pour devise : Club de la Douceur, parce que, formé d'hommes du peuple, il doit être doux et patient, mais qu'on ne le fasse pas sortir des bornes de la juste patience qu'il s'est imposée, autrement il sait ce qu'il doit faire, et ce, si on l'y force, il le fera !

ART. 11. — Jusqu'à la nomination des citoyens qui briguent l'honneur de représenter le peuple à l'Assemblée nationale, les membres composant le Club ne recevront aucun candidat comme membre du Club.

ART. 12. — L'Assemblée nationale composée, le Club recevra dans son enceinte tous les citoyens qui s'y présenteront, seulement, une galerie particulière séparera les membres du Club des citoyens qui n'auront point encore été admis.

Approuvé par le Président,

SIBILLE, Jeune.

Le but immédiat des Comités et des Clubs était de préparer les élections à la Constituante. Se proposant à la fois de guider les électeurs et de recueillir leur opinion, le premier soin des Comités fut de désigner des candidats ou des listes de candidats aux élections. Ces candidats étaient ceux qui recuei-

laient le plus grand nombre de suffrages dans les Comités des trois arrondissements de Vesoul, Lure et Gray.

C'est ainsi que les Comités républicains démocratiques de la Haute-Saône réunis présentèrent à leurs concitoyens, comme candidats à l'Assemblée Nationale, une liste de citoyens en tête de laquelle figurait Louis Blanc, membre du Gouvernement provisoire, qui accepta, d'ailleurs, la candidature qui lui avait été offerte dans la Haute-Saône. Venaient ensuite Parrot aîné, avocat à Vesoul; Rigal, manufacturier à Clairefontaine; Signard, Commissaire du Gouvernement dans la Haute-Saône; Morel, notaire à Gy; Louis Dornier, à Dampierre; Huguenin, avocat à Lure; Grandmougin, avocat à Vesoul; Grammont, ex-député de l'arrondissement de Lure (P. G. 1^{er} avril 48).

Le « Comité vraiment républicain de l'arrondissement de Gray » présentait comme candidat Louis Dornier, Signard, médecin, et Morel, de Gy, avec pour programme :

Tout citoyen électeur et éligible;

Une seule Chambre;

Education gratuite et obligatoire;

Garantie du travail.

Ce « Comité vraiment républicain » s'était créé à côté du Comité républicain tout court, de l'arron-

dissement de Gray, organisé pour agir de concert avec les Comités de Vesoul et de Lure.

Dans une pensée d'union, il fut décidé que chacun des arrondissements du département désignerait trois candidats à la Députation et que les candidats de chaque arrondissement seraient acceptés par les deux autres.

Le Comité de Gray désigna Guerrin, Noirot, Angard, et celui de Lure : Grammont, Millotte et Minal.

A côté des candidatures semi-officielles des Comités, il se présenta un grand nombre de candidatures personnelles spontanées. Chacun des candidats se plaçait sous les auspices qui lui paraissaient le plus favorable.

Le citoyen Gustave Chaudey, de Vesoul, avocat et publiciste à Paris, sollicitait « l'insigne honneur de défendre, au prix même de son sang, les droits et les principes sacrés » et il se recommandait de M. de Lamartine, qui lui écrivait le 16 mars 1848 qu'aprenant sa candidature dans la Haute-Saône « personne ne formait des vœux plus sincères que lui pour la réussite de cette candidature ».

Ferdinand Tugnot de Lanoye était soutenu par Béranger.

La classe ouvrière de Gray provoqua la candidature de Victor Versigny, Docteur en droit, qui se déclara franchement républicain socialiste.

Signard, Commissaire du Gouvernement, se présentait comme républicain démocrate.

Le Directeur général du Père du Peuple, à Lyon, J.-B. Crondy, posa sa candidature dans la Haute-Saône le 15 avril.

Il faut encore signaler la candidature de M. Al. de Marmier, maire de Ray-sur-Saône, ancien député de Jussey, qui invoqua le souvenir de son père : « Personne n'a oublié, dit-il, avec quelle ardeur il se jeta, en 1815, dans la place d'Huningue, pour y défendre, avec la brave légion de la Haute-Saône, nos frontières alors menacées. »

On pourrait facilement allonger la liste des candidatures qui ne manquèrent pas. Dans la Haute-Saône, où la population était de 350.000 habitants, il y eut 200 candidats !

Les professions de foi, qui étaient pour la plupart reproduites dans le *Journal de la Haute-Saône*, en remplissaient toutes les colonnes et chaque candidat exposait longuement ses opinions dans le style ampoulé et souvent allégorique de l'époque. Les polémiques, les griefs personnels tenaient une grande place dans les programmes.

Ceux-ci avaient en général un point commun : l'adoption d'un régime nettement républicain, et ce n'est guère que dans les modalités d'application de ce régime que les divergences apparaissaient, et le plus souvent il ne s'agissait que de questions de détail.

Les candidats étaient d'accord pour promettre l'octroi de liberté très grandes : liberté de presse, de conscience et de culte, d'association, d'enseignement; l'organisation de l'enseignement primaire gratuit, et cela n'a rien qui étonne de la part d'anciens députés de l'opposition ou de leurs électeurs d'autrefois. Dans quelques programmes, on voit figurer la suppression progressive des dîmes permanentes. En matière d'impôts, la presque totalité des candidats inscrit à son programme la suppression de l'impôt du sel et la création d'un impôt proportionnel, ou tout au moins, une meilleure répartition de l'impôt.

Mais c'est la question sociale qui préoccupe avant tout l'électeur de la Haute-Saône; il n'est pas de candidat qui ne fasse longuement allusion à la question ouvrière et surtout à la question agricole.

Pour l'ouvrier, il faut organiser le travail, le garantir, et étendre l'institution des ateliers nationaux aux plus petites villes. Quelques candidats voudraient même obliger tous les Conseils municipaux à voter, en hiver, des sommes importantes pour la confection de travaux à mettre en adjudication publique. Ils veulent créer des caisses de retraite pour les ouvriers invalides des villes et des campagnes.

Mais la Haute-Saône étant essentiellement un pays agricole, c'est l'organisation de l'agriculture qui présentait le plus vif intérêt pour l'électeur. La

crise économique était d'ailleurs grave en France à cette époque, les récoltes de 1846-47 ayant été mauvaises. Le blé, il est vrai, n'avait jamais manqué dans la Haute-Saône. La récolte de 1847, bien que très médiocre, avait néanmoins été suffisante pour assurer les besoins de la consommation et si les prix étaient élevés, la concurrence des blés de l'étranger avait une tendance à les faire baisser. La situation agricole préoccupait néanmoins les esprits et toutes les mesures propres à l'améliorer étaient envisagées. Parmi celles-ci figurait le dégrèvement de l'impôt qui pesait sur le petit propriétaire et l'alliance de l'agriculture et de l'industrie. Ajoutez à cela des mesures tendant à enrayer l'exode des populations de la campagne vers la ville. Enfin des projets, d'écoles d'agriculture, de comptoirs cantonaux destinés à prêter des capitaux aux petits propriétaires, la création d'associations agricoles nombreuses, des lois sur l'irrigation, etc...

Peu d'allusion à la politique extérieure dans les programmes, sauf en ce qui concerne la politique économique. Dans cet ordre d'idées, les candidats se montrent hostiles au système du libre-échange qui leur semble dangereux et incapable de protéger l'agriculture et l'industrie nationale et qui, en revanche, permettrait à l'Angleterre de nous battre sur le terrain économique.

Le scrutin pour l'élection fut ouvert le 23 avril, à

7 heures. Etaient électeurs tous les citoyens âgés de 21 ans, et éligibles ceux de 25. Le nombre total des membres de la Constituante élus au suffrage universel était fixé à 900 et le recensement des scrutins cantonaux ne fut terminé que le 28 au soir. En voici les résultats :

De Grammont, ancien député.....	68.620
Dufournel, ancien député.....	63.499
Millotte, capitaine d'artillerie.....	54.817
Guerrin, ancien député.....	41.697
Minal, commandant.....	35.648
Angar, maître de forges.....	30.461
Noirot, avocat.....	29.599
Lélut membre de l'Institut.....	22.028
Signard, Commissaire du Gouvernement..	20.157
De Dalmassy.....	19.555
Simonnet	18.693
De Rotalier.....	18.455
Perron	18.328
Charles Demandre.....	15.229
Guy de Conflandey.....	15.115
Huguenin	15.058
Morel	14.779
Grandmougin	13.682
Dornier, Louis.....	13.429
De Marmier.....	12.775
De Lallemant.....	12.480
Four, curé de Jussey.....	11.662

Laboullaye (Ernest).....	10.599
Rigal	10.332
Bezanson	9.588
Victor Versigny.....	7.262
Patret	7.205
Parrot aîné.....	7.094
Louis Blanc.....	6.484
Tugnot de Lanoy.....	6.267
Savarin	5.029
Gustave Chaudey.....	4.711
Vuillequey	3.943
Léon Durand.....	3.833
Mussot	3.479
Odille	3.437
Gondy	2.959
De Troyes.....	2.807
Vegain	2.665
Sugier	2.635
Gourdan-Fromental	2.358

Mention n'est pas faite des candidats n'ayant pas atteint la limite de l'éligibilité, c'est-à-dire n'ayant pas obtenu au moins 2.000 voix.

Les neuf premiers candidats de cette liste furent proclamés Représentants de la Haute-Saône à l'Assemblée Nationale. Deux d'entre eux, MM. Guerrin et Noirost appartenaient à la ville de Vesoul. Guerrin fut désigné à l'Assemblée comme rapporteur du 15^e bureau.

**LES JOURNÉES DE JUIN
ET LES ÉLECTIONS AUX ASSEMBLÉES
DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES**

Les Journées de Juin

**La Situation économique et sociale
de la Haute-Saône en 1848**

Le Concours de la Garde Nationale

Les Elections municipales

Les Elections au Conseil général

Les Elections au Conseil d'arrondissement

La période qui suivit les élections à la Constituante fut assez calme dans la Haute-Saône.

Le Commissaire du Gouvernement, M. Boileau, dont la mission était terminée, quitta Vesoul, emportant les regrets de tous pour l'intelligence et le tact dont il avait fait preuve dans l'exercice de ses délicates fonctions, et alla reprendre à Lure son siège de Président. Il fut remplacé par M. Carion, qui lui-même ne tarda pas à être remplacé par M. Carré, ancien Commissaire du Gouvernement provisoire de la Côte-d'Or.

Le mouvement socialiste du 15 mai qui aboutit, à Paris, à une attaque contre l'indépendance de l'Assemblée Nationale, n'eut qu'un faible écho dans la Haute-Saône. On n'en parla que pour le blâmer. A la séance du 22, M. Guerrin, au nom de la députation de la Haute-Saône, déposait sur le bureau du Président de l'Assemblée Nationale une Adresse de la Garde nationale de Vesoul exprimant son indignation contre l'attentat du 15 mai et son dévouement à la cause de la République. Au nom de la même députation, M. Guerrin protesta contre l'introduction téméraire, le 15 mai, dans l'enceinte de l'As-

semblée Nationale, de la bannière des délégués de la Haute-Saône.

La Garde nationale de Gray envoya une adresse à la Garde Nationale de Paris « admirable défenseur de nos droits les plus chers ».

Les manifestations socialistes de Paris qui correspondaient à une crise du travail ne trouvaient qu'un faible écho dans la Haute-Saône où cette crise, bien que grave, ne fut jamais aiguë. J'entends bien qu'il y eut du chômage à maintes reprises, mais les mesures propres à l'enrayer furent prises à temps : de nombreux ateliers proportionnés aux besoins des localités furent ouverts aux ouvriers laborieux qui se trouvaient sans ouvrage. L'industrie métallurgique et manufacturière de la Haute-Saône traversait néanmoins une période difficile. La stagnation des affaires se faisait sentir dans toutes les usines dans toutes les manufactures. Le chômage ne régnait pas partout, mais le travail languissait dans les établissements qui étaient à bout de ressources, faute d'écoulement de leurs marchandises fabriquées et qui avaient fait d'importants sacrifices pour entretenir les ouvriers. Ceux-ci ne mettaient peut-être pas d'ailleurs un grand empressement à répondre aux efforts tentés en leur faveur.

L'Assemblée Nationale avait prescrit une enquête générale sur la situation du travail dans toute l'étendue de la République. Les Commissions d'enquête

instituées par l'Assemblée Nationale étaient composées d'un groupe égal d'ouvriers et de patrons et chaque spécialité d'industrie y était représentée par un délégué ouvrier et par un délégué patron.

À cette occasion, le Club indépendant de Gray disait : « Cette mesure, l'une des plus bienfaisantes et des plus sages qui soient sorties de l'Assemblée, ne produira pourtant aucun fruit si les ouvriers ne viennent pas la féconder par leur empressement à répondre aux avances généreuses de la nation et si, portant jusqu'en cet instant suprême l'insouciance incurable dont on les accuse, ils abandonnent négligemment la place à ceux qui devraient être leurs patrons et qui ne sont trop souvent que leurs maîtres. »

Le Conseil général s'émut de la situation et formula des vœux dont voici les principaux :

Création d'un magasin général de dépôt pour les marchandises de toutes sortes manufacturées dans le département et d'un comptoir d'escompte à Gray.

Participation pour toutes les industries du département dans le crédit de 5 millions ouvert par l'Assemblée Nationale pour venir en aide aux départements suivant leur importance manufacturière.

Achèvement des chemins de fer commencés, notamment du chemin de fer de Saint-Dizier à Gray. Sous le rapport du travail à donner aux populations

nécessiteuses, mise en activité immédiatement des ateliers de terrassement sur cette ligne.

Confiance rendue aux producteurs de fer par une déclaration du maintien des tarifs protecteurs, aussi longtemps que cette protection sera nécessaire à l'industrie.

Adresse à M. le Ministre de la Guerre appuyant de toutes les forces du Conseil la pétition à lui faite par les maîtres de forge de la Haute-Saône et du Doubs à l'effet d'obtenir qu'une commande de 2 millions de kilos de projectiles fut adressée à la Direction de l'artillerie de Besançon qui serait chargée d'en faire la répartition entre les usines de son ressort. (Cette pétition se recommande par cette considération si grave que l'encombrement de leurs magasins les mettra forcément et prochainement dans la nécessité de mettre leurs usines en chômage, éventualité effrayante pour les populations des deux départements à l'approche de l'hiver.)

Vœu que le Gouvernement comprenne dans toutes les commandes des industries du département. (*J. H. S.*, 12 août.)

Mais cette situation concernait plus l'état de l'industrie que celui des ouvriers à proprement parler, et on a vu les sacrifices consentis par les établissements industriels et les communes pour éviter le chômage.

Au surplus, la Haute-Saône était avant tout un département agricole, sauf l'arrondissement de Lure qui doit à la nature de son sol d'être plus industriel qu'agricole. Il est certain que dans les milieux agricoles l'agitation se développe moins facilement que dans les grands centres ouvriers et la *Presse Grayloise* le constatait en ces termes, dans un article paru après la suppression des ateliers nationaux :

« Les ateliers nationaux n'existent plus.

Peu des ouvriers des ateliers nationaux se sont joints aux insurgés, il est vrai.

Ces mêmes hommes qui se laissent facilement entraîner au crime dans les grands centres de population, eussent été, isolés et soumis à la douce influence de l'air de la campagne, d'honnêtes cultivateurs et de bons pères de famille; il est donc urgent de rendre à l'agriculture les bras dont elle est privée depuis longtemps. » (P. G., 8 juillet.)

En outre, la propriété étant morcelée dans la Haute-Saône, on se trouvait en présence de petits propriétaires plus que d'ouvriers agricoles. Enfin, ainsi que je l'ai dit plus haut, alors que dans le reste de la France les récoltes de 46 et 47 étaient déficitaires la Haute-Saône récolta suffisamment pour sa consommation.

Donc, aucune crise grave. A peine si dans quelques communes se produisent des manifestations

isolées. On rapporte, par exemple, que la ville de Gray occupait 150 ouvriers des deux sexes dans un communal qu'il s'agissait de convertir en prairie. Voyant que la charrue allait être employée dans une partie du terrain, les ouvriers s'y opposèrent, prétendant que l'on voulait par là les priver de leur travail. Armés d'outils, drapeau en tête, ils se rendirent à Gray pour faire valoir leurs réclamations. L'autorité prévenue se préparait à résister à la force. Les choses n'allèrent pas si loin et le Sous-Commissaire du Gouvernement et le Maire, par la promesse que la ville ferait en sorte que le travail ne manquât pas, firent rentrer les ouvriers dans le calme.

On signale également quelques troubles, à propos de partage de futaies, dans quelques villages, notamment à Thieffrans, Villars-le-Pautel, Raincourt, manifestations sans envergure d'ailleurs, nettement localisées et qui, la plupart du temps, avaient leur épilogue devant le tribunal correctionnel de Vesoul.

Est-ce à dire que la situation agricole était parfaite ou que, bonne, elle n'était susceptible d'aucune amélioration. Il n'en était rien, mais les remèdes à proposer, les solutions à adopter étaient envisagés, légalement en quelque sorte, par les Comités agricoles, par les Conseils du département et par la Société d'Agriculture de la Haute-Saône. Celle-ci était appelée, par exemple, au mois de mai, par une circulaire ministérielle à délibérer « sur les meil-

leurs moyens de combiner ainsi qu'il se fait déjà dans certaines régions, les travaux de l'agriculture et ceux de l'industrie manufacturière ». Elle se trouvait ainsi amenée à faire des propositions pour améliorer la condition des cultivateurs dans le département et elle adoptait les résolutions suivantes : « Etablir des comptoirs qui fourniraient des ressources aux cultivateurs à un faible taux ; les encourager, au moyen de récompenses honorifiques, enfin accoutumer chaque agriculteur à fabriquer ses instruments aratoires, ses vêtements, divers objets usuels, et accorder des primes pour encourager cette fabrication. »

Le Comice de Gray, dans sa séance du 14 mai, déclarait : « Il convient d'établir des fermes-écoles et les multiplier assez pour répandre promptement dans toutes les campagnes un nombre suffisant de cultivateurs instruits ».

Telle était dans ses grandes lignes la situation sociale de la Haute-Saône, au moment où éclatèrent à Paris les émeutes de juin provoquées précisément par la crise du travail et faite par des hommes qui, disait le *Journal de la Haute-Saône*, « poursuivaient la chimère d'une réorganisation sociale impossible sur les ruines des deux principes les plus essentiels et les plus sacrés, ceux de la famille et de la propriété ». La *Presse Grayloise* disait, de son côté : « La République a eu son baptême du sang et tou-

tes les classes de la société ont fourni à l'envi des victimes au sacrifice. Le parti de l'anarchie, à qui la nation venait d'arracher son masque républicain, en proclamant la République, a voulu tenter un effort suprême en déguisant sous le nom d'organisation sociale ses projets d'extermination et de ruine. »

Aussi, dans tout le département, la Garde nationale répondit-elle avec l'empressement le plus spontané à l'appel adressé par le Gouvernement à toutes les gardes nationales de province de se rendre à Paris pour prêter main forte. De Vesoul, de Lure, de Gray, d'Héricourt, de Luxeuil, etc... partirent de nombreux groupes de volontaires accompagnés par les vœux de la population, les encouragements du Préfet qui les exhortaient à lutter contre « l'anarchie, cette hydre aux cent têtes qui menaçait d'engloutir la société » et les louanges des Conseils municipaux qui, d'avance, déclaraient qu'ils avaient bien mérité de la Patrie.

Le 27, la Garde nationale de la Haute-Saône était à Langres, se dirigeant sur Chaumont. Mais dans cette ville elle reçut l'ordre de rétrograder, ce qui n'empêcha pas les populations de la recevoir au retour avec enthousiasme.

A Gray, le Sous-Commissaire Charnotet avait adressé un appel à ses administrés pour défendre la République. Son appel fut entendu.

« Aussitôt après la réception des premières nouvelles des événements de Paris, la Garde nationale de Gray s'est réunie sous les armes et après une allocution du Maire, une foule de citoyens se sont fait inscrire pour partir au premier appel, au secours de l'Assemblée Nationale. Plusieurs d'entre eux obtinrent la permission de partir immédiatement. Le bataillon fut convoqué à 2 heures pour faire la conduite des volontaires. »

Il ne semble pas que le Préfet de la Côte-d'Or ait accueilli à Dijon les volontaires de Gray qui se rendaient à Paris avec tous les égards que méritait leur généreuse démarche.

Il paraît que certains exaltés se sont rendus en hâte à Blaisy pour engager les ouvriers à se porter à la rencontre des gardes nationaux de Gray et à leur tomber dessus pour empêcher qu'ils arrivent à Paris.

Malgré ces déboires, les Graylois arrivèrent à Paris où ils ont concouru immédiatement au maintien de l'ordre, avec toutes les autres Gardes nationales accourues de tous les points de la France.

Un service funèbre fut célébré à Gray en l'honneur des victimes de juin.

Peu d'heures après, on fêtait le retour des volontaires graylois partis à Paris pour aider la Garde nationale. La *Presse Grayloise* nous informe presque tragiquement qu'on rencontrait « ces vaillants

citoyens couverts d'une épaisse poussière et dont la peau hâlée et brunie par le soleil pouvait déjà faire croire à une plus longue absence et à de plus rudes épreuves. Ils n'étaient restés que quelques jours à Paris, et malgré leur marche précipitée, il n'avaient pu y arriver qu'après le combat... et cependant on ne les eut pas plus cordialement accueillis au retour d'une campagne désastreuse. »

Le Commissaire du Gouvernement, Charnotet, exalta leur courage et leur témoigna la reconnaissance de la population.

Le Maire s'associa à cette manifestation :

« Nous voulons maintenir une République d'ordre et d'union avec le respect conservateur de la famille et de la propriété. »

Lure, Luxeuil, Héricourt répondirent avec empressement à l'appel de Paris. De nombreux volontaires s'armèrent et quittèrent leur foyer pour aller soutenir la cause de l'ordre et de la République.

Les gardes d'Héricourt et de Montbéliard se mirent les premières en mouvement; celle de Belfort, partie en diligence, put aller jusqu'à Paris.

En résumé, le mouvement insurrectionnel de juin fut réprouvé par la grande majorité des citoyens de la Haute-Saône. On signala de rares émeutiers. Quelques individus furent arrêtés à Lure et l'objet d'une instruction judiciaire; agents de l'émeute, ils

lui recrutèrent des appuis dans le pays, notamment en se servant du nom de Louis Napoléon.

*
* * *

Elections des Conseils municipaux, Maires, Conseillers généraux, Conseillers d'arrondissement

Un décret de l'Assemblée Nationale du 3 juillet portait qu'il serait procédé au renouvellement intégral des Conseils municipaux, des Maires, des Conseillers généraux, et des Conseillers d'arrondissement. Pour la première fois était appliqué en cette matière le principe du suffrage universel. Pour être électeur, il suffisait d'avoir 21 ans et d'être réellement domicilié depuis un an dans la commune. A partir de 25 ans, on était éligible.

En vertu de ce décret, un arrêté préfectoral convoquait les Assemblées électorales pour le 30 juillet.

A Vesoul, où 23 Conseillers municipaux étaient à élire, il fallut deux tours de scrutin. Sauf 8, tous les membres élus faisaient partie de l'ancien Conseil municipal.

Deux tours de scrutin à Luxeuil également.

L'élection des maires et des adjoints eut lieu dans les communes de la Haute-Saône au fur et à mesure de l'installation des nouveaux Conseils municipaux.

A Vesoul, M. Rossen succéda à M. Baulmont qui était maire depuis 20 ans.

A Gray, la *Presse Grayloise* avait adressé des recommandations aux électeurs : « Point d'esprit de parti, de colère ou de camaraderie qui engendrent des discussions, des troubles, des questions de personnes auxquelles l'administration de notre cité doit rester étrangère ».

Les élections se firent à Gray dans le plus grand calme, dans l'ordre le plus parfait et le journal local ne put regretter que la grande négligence de la population à venir apporter son suffrage.

Les élections au Conseil général et au Conseil d'arrondissement se firent conformément à la loi du 10 mai 1838.

Les premières eurent lieu le 20 août. Dans chaque localité, un certain nombre de candidats sur lesquels la presse ne peut donner son avis, se bornant à « mettre les électeurs en garde contre les promesses des candidats ».

A Vesoul, M. d'Andelarre fut proclamé membre du Conseil général; à Lure, le président Boileau, l'ancien commissaire du Gouvernement provisoire, à Luxeuil, M. Vergain; à Gray, M. Revon.

Les secondes eurent lieu le 27 août.

Furent élus :

A Lure, M. Huguenin;

A Luxeuil, M. Déchampbenoit;

A Gray, M. Mugnier et M. Huot.

Signalons que le département de la Haute-Saône comptait alors plus de 92.000 électeurs inscrits.

Sur ce nombre, 79.336 votèrent en avril pour l'élection des représentants à la Constituante.

Pour le Conseil général, le nombre des votants fut de 39.470 seulement.

Enfin, le nombre des abstentions a été plus grand encore pour les élections au Conseil d'arrondissement; 33.900 électeurs seulement se présentèrent. A Marnay, notamment, le sixième seulement des électeurs vota.

LA CONSTITUTION DE 1848

Intervention
des Représentants de la Haute-Saône
Promulgation et Proclamation
de la Constitution

Les citoyens de la Haute-Saône avaient suivi avec intérêt, mais avec calme, les délibérations de l'Assemblée Nationale desquelles devait sortir la Constitution. Ils les suivaient avec intérêt, parce que, partisans sincères d'un régime républicain, ils ne pouvaient se désintéresser de la forme définitive qui serait donnée à ce régime et des modalités d'application qui pourrait peut-être en altérer le principe. Mais c'était avec calme, car ils faisaient confiance à leurs représentants comme à l'Assemblée tout entière.

La *Presse Grayloise* émettait pourtant quelques craintes :

« Depuis 6 mois, la République est proclamée; le suffrage universel a passé son niveau sur toutes les conditions sociales. Sa situation est-elle préférable à sa situation passée ? La liberté a-t-elle fait ces magnifiques conquêtes que lui promettait un ordre de choses nouveau ?

La France a changé le nom de son Gouvernement; elle n'en a pas changé la forme. »

Les représentants de la Haute-Saône participèrent

activement à l'élaboration de la Constitution : Dufournel, Guérin, Noirot prenaient souvent la parole et leur opinion était toujours écoutée comme celle de gens de bon sens et de compétence approfondée, Noirot, en matière juridique, Dufournel, sur les questions de travail. Ce dernier faisait d'ailleurs partie du Comité de l'organisation du travail.

Il faut reconnaître que les neuf représentants de la Haute-Saône n'étaient pas toujours d'accord. Bien au contraire, à chacun des votes sur les questions importantes, on relève leurs opinions opposées ; mais chacun apporta toujours à l'œuvre commune une collaboration dévouée et consciencieuse.

Le samedi 4 novembre, à 6 heures du soir, une salve de 101 coups de canon annonçait à Paris que la Constitution venait d'être adoptée définitivement par l'Assemblée Nationale.

Le dimanche 19, la promulgation de la Constitution se faisait à Vesoul en grande pompe. Une cérémonie fut organisée au manège de cavalerie, à laquelle prirent part le Préfet, les représentants du peuple, les fonctionnaires, etc... La foule manifestait un grand enthousiasme, car elle accueillait la nouvelle Constitution avec l'espoir qu'elle établissait le régime de la liberté dans l'ordre et dans la paix. C'est l'opinion commune qui se trouvait reflétée dans les paroles que prononçait à cette occasion le Préfet de la Haute-Saône : « Maintenant, citoyens,

les véritables principes du Gouvernement reprennent leur empire; quiconque, par un retour fatal à des pensées de désordre et d'anarchie, à des pensées de restauration monarchique, porterait la main sur le pacte fondamental de la Nation, serait sévèrement réprimé par les Tribunaux, réprouvé par la société, comme un mauvais citoyen. »

Même enthousiasme dans toutes les communes et partout *Te Deum* d'actions de grâce dans les églises et dans les temples israélites.

ÉLECTION
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les Partis

La Campagne électorale

Les Résultats

La première application à faire de la Constitution était l'élection du Président de la République. De longues discussions avaient eu lieu à la Constituante lorsqu'il s'était agi de décider le mode d'élection du Président. Serait-il nommé par le peuple ? Serait-il nommé par l'Assemblée Nationale ? La première opinion prévalut, mais sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les représentants de la Haute-Saône s'étaient trouvés en désaccord.

L'Assemblée avait fixé les élections présidentielles au 10 décembre. Le Ministre de l'Intérieur attirait l'attention des électeurs sur la gravité de cette élection. « Le Président de la République, disait-il, exercera une influence considérable sur les destinées du pays. » (H. S. 8 nov.) D'autres considérations donnaient de l'importance à cette élection. C'était, pour la deuxième fois, une application du suffrage universel ; c'était, pour le pays, une occasion de donner librement son opinion, et on pouvait craindre qu'une partie de celui-ci cherchât à renverser la République qu'on avait eu tant de peine à restaurer pour lui substituer, soit une dictature violente et démagogique, soit une restauration d'un Gouvernement mo-

narchique. Le Ministre signalait pour la blâmer l'insouciance des électeurs qui se tenaient éloignés du scrutin et nous avons vu que dans la Haute-Saône le nombre des abstentions était considérable.

L'élection elle-même fut précédée d'une révision de la liste générale des électeurs de chaque commune, et conformément à l'avis du Conseil général, les cantons du département furent divisés chacun en 4 sections électorales. Cette division ne donna lieu qu'à une protestation : celle du conseiller général de Jussey.

La campagne électorale ne fut pas acharnée. La lutte fut d'ailleurs très rapidement circonscrite entre Cavaignac et Louis-Napoléon Bonaparte, sans qu'il soit pour ainsi dire question des autres candidats. Et encore faut-il ajouter, pour être exact, que l'on ne parlait de Napoléon que pour lui opposer Cavaignac.

Le *Journal de la Haute-Saône*, le seul organe de presse de Vesoul, faisait, bien qu'il se défendit de prendre parti sur la question, une propagande en faveur de Cavaignac. C'est ainsi que dès le 18 novembre, il insérait la circulaire, publiée par le *Moniteur*, du Général Cavaignac, Président du Conseil des Ministres, adressée à tous les fonctionnaires civils et militaires, circulaire qui peut, disait-il « être considérée comme un manifeste, à raison de sa candidature à la Présidence de la République. » Il ajoutait :

« Nous allons en extraire les passages de nature à faire connaître les principes politiques du Général, et principalement son opinion sur certaines théories funestes que la France repousse avec lui. »

Dans le même numéro du *Journal*, se trouve reproduite une biographie de « l'honorable Général Cavaignac », extraite du journal *Les Guêpes*, d'Alphonse Karr, et des extraits de journaux où est soutenue la candidature de Cavaignac, notamment *La Tribune Vosgienne* qui déclare que Mulhouse votera pour le Général.

Le *Journal de la Haute-Saône*, un peu plus tard, « donnait à méditer aux électeurs de la Haute-Saône une proclamation d'un comité d'électeurs d'Epinal qui, souhaitant « que le nom qui va sortir de l'urne soit digne de la France, de la République et de la Constitution » s'accordait à dire que nul plus que Cavaignac ne remplissait ces conditions.

Enfin, comme la « Presse » avait annoncé que Cavaignac et son père appartenaient au culte protestant et comme il supposait que la question confessionnelle était susceptible d'influencer l'électeur, le *Journal de la Haute-Saône* se disait autorisé à donner le démenti le plus formel. « Le Général est catholique et son père l'était également. »

La *Presse Grayloise* patronait également la candidature de Cavaignac. Elle donnait en feuilleton les biographies du Général Cavaignac et de Louis-Napo-

l'éon Bonaparte, mais elle ne manquait pas d'attirer l'attention sur Cavaignac.

« Une Constitution impatiemment attendue vient d'être donnée à la France. Et cependant un malaise général, une inquiétude profonde nous agitent.

« La source du mal est dans l'aspect du pays en face des candidatures à la Présidence.

« Quel est le citoyen le plus digne ? »

La *Presse Grayloise* recommande Cavaignac qui « appelé le 24 juin à sauver la société et la République, a risqué sa fortune et sa vie pour elles. »

Louis Bonaparte « est né à l'ombre du despotisme, il a vécu à l'étranger, ignorant nos mœurs, nos institutions, presque notre langue..... deux fois conspirateur à son profit, il a succombé sous l'indifférence publique. »

Au lieu de Napoléon, Cavaignac « nous donnera à l'intérieur la paix et avec elle le retour de la confiance, la prospérité industrielle et commerciale, c'est-à-dire l'accroissement certain de la richesse et du bien-être général; à l'extérieur une position forte et respectée, digne du rôle que la France a toujours rempli parmi les nations civilisées. » (*P. G.*, 9 déc. 48).

Quant à la grande majorité des députés de la Haute-Saône, elle soutenait nettement la candidature de Cavaignac. Voici la déclaration publiée le 2 décembre 1848 et signée de 7 représentants sur 9 :

« Les représentants du peuple nommés pour le département de la Haute-Saône soussignés,

« Répondant aux questions qui leur ont été faites par un grand nombre de leurs concitoyens du département relativement au vote à émettre pour l'élection du Président de la République,

« Déclarent :

« Que déterminés par les services qu'a rendus, depuis cinq mois, à la cause de l'ordre, le chef actuel du pouvoir exécutif, par les preuves de capacité et de loyauté qu'il a données dans les circonstances les plus graves et les plus délicates, ils voteront pour le général Eugène Cavaignac.

Signé : LELUT, F. MINAL, ANGAR,
GUERRIN, DUFURNEL, NOIROT, MILLOTTE.

Paris, 2 décembre 1848. »

Dufournel écrivait à un électeur : « La question, à vrai dire, n'est qu'entre le Général Cavaignac et M. Louis Bonaparte. L'un est au pouvoir, l'autre peut y arriver. »

Angar résumait la situation ainsi : « Faut-il nommer le Général Cavaignac ou Louis Bonaparte, est à mon avis la même question que celle-ci : « Faut-il nous en tenir à la Révolution de Février et chercher à établir la République sur des bases honnêtes et dura-

bles, ou faut-il que la France se lance encore dans la carrière des Révolutions. ? »

A l'occasion d'une revue de la Garde nationale et de la troupe de Gray, passée par M. le Préfet, celui-ci déclara au cours de son allocution :

« Vous allez accomplir prochainement un grand acte politique; vous allez nommer le Président de la République; suivez les inspirations de votre conscience, mais je vous dirai : Ne songez pas à ramener la Monarchie en France; ne reportez pas non plus vos votes sur un de ces hommes qui voudraient perpétuer en France les Révolutions. »

Les raisons de cette opposition à la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte se résumaient en une seule : la crainte que le neveu de l'Empereur ne renversât la République. « Qui me garantira, disait le représentant Angar, qu'il voudra descendre de la Présidence à l'expiration de ses 4 années ? »

Malgré ces opinions qui semblaient être celles de la majorité des électeurs, dans la Haute-Saône comme dans presque tous les départements, Louis-Napoléon obtint une forte majorité. Les électeurs prirent part au vote en grand nombre et il y eut peu d'abstentions. Dans le canton de Vesoul, sur 4.981 inscrits, il y eut 4.047 votants. Dans tout le département, les élections se firent avec le plus grand calme.

Voici les résultats des élections :

Inscrits : 93.429

Votants : 74.962

Bonaparte	65.012
Cavaignac	6.435
Ledru-Rollin	2.452
Lamartine	153
Raspail	20

Les résultats dans la section de Vesoul furent :

Bonaparte	2.004
Cavaignac	525
Ledru-Rollin	115
Lamartine	17
Raspail	7

Louis-Napoléon Bonaparte, élu Président de la République Française par la majorité des suffrages, était proclamé par l'Assemblée Nationale, dans sa séance du 20 décembre. Un nouveau Ministère était constitué.

Peu de commentaires accompagnèrent l'élection dans la Presse de la Haute-Saône qui, reconnaissant l'erreur de ses pronostics et l'échec de son candidat, ne put que s'incliner devant le suffrage exprimé par le peuple.

« Nous ne comprenons rien aux menaces de guerre civile qui se sont fait et qui se font encore entendre à

l'occasion de l'élection du Président de la République..... La loi du suffrage universel est devenue la loi suprême... La France laissera-t-elle ainsi fouler aux pieds ses droits ? et en supposant que l'insurrection contre la loi fut un instant victorieuse à Paris, les départements accepteraient-ils encore, cette fois, les ordres des vainqueurs ? Nous répondons sans crainte : Non ! Si dans la capitale éclatait une protestation à main armée contre l'élection faite par le peuple français, chaque citoyen aurait pour devoir impérieux de prendre les armes, afin de faire respecter la loi. » (*P. G.*, 23 déc. 48).

LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

La Question de la prolongation des Pouvoirs
ou de la dissolution de la Constituante

Les Pétitions

La loi électorale : la question des incompatibilités

Les Partis : les modérés, les avancés,
les programmes

Les Résultats de l'Élection

Quelques mois après l'élection présidentielle, le pays se prépara aux élections législatives qui devaient donner à la France l'Assemblée unique prévue par la Constitution de 48 et qui, élue pour 3 ans au suffrage universel et direct, était la deuxième application du principe libéral de l'égalité des votes et de la souveraineté populaire.

La Constitution avait partagé le pouvoir entre le Président et l'Assemblée, mais ce partage était en réalité inégal, puisque le Président représentait toute la France, alors que chaque député n'était l'élu que d'un département. En outre, les deux pouvoirs étaient indépendants, car si l'Assemblée ne pouvait rien sur le Président, le Président ne pouvait rien sur l'Assemblée. Aux yeux du pays, l'Assemblée représentait la garantie des libertés. Les élections législatives avaient donc une importance considérable.

Dans la Haute-Saône, l'importance de ces élections n'échappait pas aux électeurs et elles étaient impatientement attendues. La classe ouvrière, fière des droits qu'elle avait acquis, ne manquait aucune des occasions qui lui étaient données d'en pratiquer l'exercice et pour que cet exercice fut le plus conforme à

l'intérêt commun, elle recherchait les moyens de s'instruire et d'éclairer son opinion. C'est ainsi qu'elle accueillit favorablement la création de lectures publiques dans la Haute-Saône (20 janvier H. S.) Ces lectures étaient faites par 5 personnes, dont 3 professeurs du Collège et d'après un programme dressé avec soin par le Ministre.

L'Assemblée Constituante fonctionnait toujours, mais l'opinion publique était très divisée sur la question de la prolongation de ses pouvoirs constituants.

A Vesoul et dans le reste du département, on signait des pétitions dans les deux sens. (27 janvier 49 H. S.)

Les unes disaient, tout en rendant hommage aux services que l'Assemblée Nationale avait rendus au pays, « le scrutin du 10 décembre, contraire aux vœux de la majorité de l'Assemblée, atteste que cette majorité a cessé de représenter celle du pays; dès lors, l'Assemblée se doit à elle-même de considérer son mandat comme épuisé. »

En sens inverse, d'autres pétitions proclamaient :

« Vous avez été élus pour constituer le Gouvernement républicain, aucune limite n'a été donnée à ce mandat, votre tâche serait inachevée sans le vote des lois organiques, complètement nécessaires de la Constitution. Restez à votre poste jusqu'à la perfection de votre œuvre. »

Mais en majorité, les pétitions demandaient la dissolution de la Constituante.

Les électeurs de Gray s'adressant à leurs représentants à la Nationale disaient :

Pétition à l'Assemblée Nationale pour clore ses travaux

Gray, 6 janvier 1849.

Aux citoyens représentants à l'Assemblée Nationale,

« Citoyens,

« L'Assemblée Nationale a rendu au pays les plus
« incontestables services. C'est à son courage, à son
« énergie, à son amour du bien public, que la France
« doit le retour de l'ordre et de la confiance sans
« lesquels une nation, si forte et si puissante qu'elle
« soit, ne peut que périr misérablement. »

« Gloire soit donc rendue à l'Assemblée Nationale !

« Elle nous a sauvés de l'anarchie, elle a rétabli
« l'Empire du droit et de la raison, elle a accompli
« noblement ses rudes et utiles travaux. Aujourd'hui
« que la République jouit d'une sage constitution,
« sous la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte,
« l'élu présidentiel de la nation, l'Assemblée Natio-
« nale Constituante, heureuse de céder ses pouvoirs
« à la Législative, appelée par la loi à la remplacer,
« n'hésitera pas à clore ses travaux. »

« Les membres qui la composent voudront se pré-

« senter aux suffrages du peuple et puiser dans une
« nouvelle élection la puissance et la force nécessai-
« res à l'accomplissement du mandat dévolu à l'As-
« semblée nouvelle, et dont le premier acte sera de
« rétablir l'équilibre de nos finances.

« C'est pour vous convier à ce noble but, citoyens
« Représentants, que les soussignés font appel à votre
« patriotisme dévoué et vous demandent de descen-
« dre de vos chaises curules afin de procéder, au plus
« tôt, à de nouvelles élections. » (*P. G.*, 13 janvier 49.)

Le *Moniteur* du 14 janvier annonça que cette pétition des habitants de Gray avait été déposée sur le bureau de l'Assemblée par M. Dufournel.

Le 28 février, 149 pétitions dans le sens de la dissolution de la Constituante, couvertes de 14.000 signatures environ, étaient adressées à l'Assemblée Nationale, déposées sur le bureau, et mention de ce dépôt était faite au procès-verbal.

Entre temps, l'Assemblée Constituante mettait en discussion la loi électorale. La Commission chargée de la préparer faisait, dans la séance du 29 janvier, son rapport à l'Assemblée Nationale. Le 19 mai, la loi nouvelle était votée et envoyée aux mairies pour être placardée dans toutes les communes du département. En même temps, les maires recevaient des instructions pour la confection, la publication et la révision des listes d'électeurs. Mais, dès le mois de

février, le Préfet adressait aux Maires une circulaire ayant cet objet :

« Le projet de loi, disait-il, apportant peu de modifications aux dispositions de l'instruction du 8 mars 1848, les listes qui ont servi à l'élection du Président de la République formeront la principale partie des listes nouvelles; en sorte que l'opération confiée à MM. les Maires ne consistera que dans un travail de révision. Il leur recommandait d'apporter tous leurs soins à « garantir l'accomplissement du vœu de la loi, qui est que tous les citoyens appelés à l'exercice du droit électoral figurent sur ces listes, et que nul n'y soit inscrit sans posséder les qualités requises. »
(24 février 49 *J. H. S.*)

La loi électorale réduisait à 750 le nombre des représentants. La Haute-Saône, d'après le tableau annexé à la loi, avait 7 députés à élire.

Dans son ensemble, cette loi ne sembla pas critiquée en Haute-Saône. Mais en revanche, dans le détail, le système des incompatibilités rencontra de l'opposition.

L'article 81 de la loi électorale portait :

« Ne peuvent être représentants du peuple les individus chargés d'une fourniture pour le Gouvernement... Tout représentant qui, pendant le cours de son mandat, aura entrepris une fourniture, sera réputé démissionnaire. »

Cette incompatibilité obligea un des représentants de la Haute-Saône, M. Angar, à se retirer de la politique, puisqu'il exploitait une usine où se coulaient des boulets et des bombes.

Mais les critiques portaient surtout sur les incompatibilités établies par la loi électorale entre les fonctions publiques salariées et le mandat des représentants. La loi complétait sur ce point l'article 28 de la Constitution.

« Ces incompatibilités, dit le *Journal de la Haute-Saône* (25 avril 49), auront un double effet : celui de porter atteinte au libre choix des électeurs et de priver la future Assemblée Nationale d'une grande partie des hommes qui, par leurs études spéciales, eussent pu fournir le plus de lumières sur les questions de sciences et d'administration. »

D'ailleurs, sur cette question des incompatibilités, la majorité de la représentation de la Haute-Saône s'était montrée fidèle au principe de la liberté et du respect pour les droits de tous. L'un des représentants de la Haute-Saône, M. Lélut, membre de l'Institut, médecin et écrivain distingué, avait rédigé sur la question avant le vœu, une brochure qu'il avait fait distribuer dans l'Assemblée. On y lisait :

« Dira-t-on que les fonctionnaires publics nommés représentant du peuple ont l'option entre l'acceptation de leur mandat et la conservation de leur place, et que, s'ils n'entrent pas dans le Parlement, ils l'au-

ront bien voulu ?... Dans l'état actuel de la distribution de la richesse en France, y a-t-il beaucoup de fonctionnaires qui oseront jouer, contre le mandat triennal de représentant du peuple, une position assurée, une position qui, la plupart du temps, est leur seul avoir et le seul avenir de leur famille. »

M. Lélut allait très loin dans cette voie.

« Il faut que l'Assemblée comprenne, dans les exceptions à l'exclusion prescrite par l'article 28 de la Constitution, non seulement l'Armée et les ingénieurs, mais le clergé, mais la magistrature inamovible, mais toutes les sommités des carrières publiques. »

La lutte électorale s'annonça très vive. C'est à ce moment que le Préfet de la Haute-Saône, M. Carré, fut brusquement remplacé par M. Augustin Petetin, ancien Préfet, par arrêté du 21 avril du Président de la République, rendu sur la proposition du Ministre de l'Intérieur.

Les opinions en présence peuvent être ramenées à deux et désignées par les étiquettes : parti des modérés, parti des républicains avancés. Pour les soutenir, se fondèrent à Paris des Comités électoraux dont les principaux étaient, pour le parti modéré : le Comité de la Réunion de la rue de Poitiers et l'Union électorale. Le Congrès National et le Comité Central soutenaient les Montagnards et les socialistes réunis. Les organes de la presse modérée se mirent d'accord pour appuyer les candidatures du parti de l'« Ordre » et

ils offrirent à la Presse départementale une large coopération qu'ils lui demandèrent en échange.

Cette coopération fut acceptée par le *Journal de la Haute-Saône* qui, accueillant dans ses colonnes l'insertion de toutes les professions de foi, ainsi qu'il l'avait fait pour les élections précédentes, ne put s'empêcher d'affirmer toute sa sympathie pour le parti des modérés.

« Vous trouverez, dit-il :

« D'un côté les hommes de tous les partis, de toutes les origines, de toutes les croyances, qui veulent sincèrement et ouvertement :

L'ordre dans la société,
Le maintien de la famille et de la propriété,
L'autorité dans le pouvoir,
La liberté sans licence,
Le progrès sans bouleversement.

De l'autre côté, les électeurs verront tous les hommes qui ne reconnaissent aucune autorité, aucune religion, aucun lien social, public ou privé, qui veulent faire tout passer sous le niveau d'une égalité impossible et tout soumettre aux volontés et aux caprices d'une minorité faible par le nombre, dangereuse par la discipline, minorité qui place au-dessus du suffrage universel un nouveau souverain (le but, l'idée), pour l'avènement duquel elle ne repousse aucun moyen. »

Il appelait les citoyens à se ranger avec l'élu du 10 décembre, sous l'égide de la Constitution. (25 av. 49 J. H. S.)

Le parti légitimiste et orléaniste profita d'un voyage du Maréchal Bugeaud pour manifester ses opinions.

Le Maréchal Bugeaud se rendant au Quartier Général de l'Armée des Alpes, à Lyon, était arrivé le 1^{er} février à Bourges, où il fit un discours déclarant que les départements ne devaient pas subir la tyrannie de Paris et que, si une révolution éclatait, il irait à la tête de son armée.

Des habitants de Gray firent parvenir au Maréchal une adresse pour le féliciter de son attitude et de ses paroles et dire que si l'anarchie osait jamais relever la tête, on verrait de tous les points de la France des citoyens se serrer derrière lui.

« Nous ne serions pas des derniers, Maréchal, et nos braves volontaires n'ont pas oublié la route de Paris qu'ils ont su trouver en juin, malgré la distance et les obstacles qu'on leur a suscités. »

Beaucoup d'électeurs refusèrent de signer cette adresse qui émanait des légitimistes et des orléanistes.

Le Maréchal Bugeaud répondit à la lettre qui lui avait été adressée de Gray, le 8 février :

« J'ai reçu avec un véritable bonheur votre témoignage d'adhésion et l'engagement patriotique pris par

vous d'accourir, s'il était nécessaire, à la défense de l'ordre menacé. »

« Des manifestations semblables me sont venues d'une foule de points où je ne supposais même pas que mes paroles dussent trouver de l'écho. Cet accord frappant m'a prouvé que la France était unanime et ferme dans la résolution de défendre, contre une minorité anarchique, les lois, la famille, la propriété, l'ordre public, en un mot la société même. »

« Cette volonté, messieurs, elle l'a pacifiquement manifestée par son vote du 10 décembre; elle la manifesterait encore au besoin par une levée en masse, 6 millions de bras s'armeraient pour défendre l'œuvre des 6 millions de suffrages. »

« A mesure que la grande armée des honnêtes gens se relève ainsi, se recrute, s'organise, se compte, qu'arrive-t-il dans le pays ? »

« La sécurité matérielle renaît, l'audace déconcertée des factieux abandonne la place publique et renferme ses fureurs dans ses clubs, dans les sociétés secrètes, et dans les officines les plus honteuses de la presse où la loi saura la poursuivre. Un sentiment de confiance se répand, le crédit se relève et, grâce à lui, les travaux commencent à reprendre. »

« Les classes laborieuses, éclairées par ce contraste, ouvrent enfin les yeux sur l'égoïsme des tribunes et sur la folie des utopistes dont elles étaient redeve-

nues les victimes depuis un an, après avoir été leurs dupes depuis des siècles. »

« Persévérons donc, messieurs, dans notre œuvre réparatrice, fondons sa réussite sur l'union sans arrière-pensée, sans rancune, de tous les gens de bien, à quelque rang qu'ils aient appartenu; fondons-là sur ce véritable amour du peuple qui prend à tâche de l'éclairer et non de le flatter. C'est ainsi que nous garderons notre bel édifice social; et, en sauvant ceux qu'il abrite, nous sauverons aussi ces insensés démolisseurs qui resteraient ensevelis, comme les autres, sous les ruines qu'ils auraient faites. »

« Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée et de mon dévouement à la cause sacrée de l'ordre. » « Signé : Maréchal B. d'Isly. »

Cette cause sacrée de l'ordre préoccupait le Préfet de la Haute-Saône qui invita les Maires à ne délivrer, jusqu'à de nouvelles instructions, ni passe-ports ni visas de passeports pour la ville de Bourges et département du Cher.

(C'est là qu'étaient incarcérés et devaient être jugés Barbès, Blanqui et autres.)

Il faut signaler une manifestation électorale provoquée par les membres du Conseil général. Ceux-ci s'étant réunis aux membres du Conseil d'arrondissement et aux Maires des chefs-lieux de canton se con-

certèrent pour « dresser une liste de candidats offerte à titre d'union et de conciliation à toutes les nuances du parti modéré dans le département de la Haute-Saône ».

Ils donnèrent une liste de 9 noms, au lieu de 7, à élire, en déclarant que cette liste « n'avait d'autre caractère que celui d'une désignation et non d'une limitation ». Les candidats indiqués furent : de Grammont, Dufournel, Minal, Perron, de Dalmassy, Lelut, de Rotalier, Guerrin, d'Andelarre.

Il y eut naturellement de violentes protestations de la part des candidats non désignés contre l'espèce d'exclusion dont ils se sentaient frappés.

Néanmoins, dans de nombreux cantons de la Haute-Saône se firent des réunions électorales préparatoires : à Gray, à Villersexel, notamment, où les voix se portèrent sur les candidats que l'assemblée du Conseil général avait désignés.

A Marnay, un comité électoral s'était constitué, qui se réunissait chaque dimanche pour entendre les candidats qui croyaient utiles de venir eux-mêmes soutenir leur candidature.

Le Comité électoral de l'Union Franc-Comtoise, composé uniquement d'habitants et de propriétaires de la Haute-Saône proposait la liste suivante :

De Grammont,
Dufournel,

De Rotalier,
Minal,
De Marmier,
Lelut,
De Dalmassy.

La *Presse Grayloise* se préoccupait des élections et voulait, par une coalition des partis, assurer le triomphe du parti de l'Ordre.

Elle s'adressait à l'ancien parti conservateur, à l'ancien parti légitimiste avec lequel elle voulait conclure, non pas une coalition passagère, mais « une alliance intime, durable et patriotique. »

Elle faisait appel « à cette partie considérable de l'ancienne opposition constitutionnelle qui s'efforce de fonder aujourd'hui une république sage et modérée. »

« Appel aux ouvriers honnêtes, paisibles et laborieux qui dédaignent l'assistance précaire des ateliers nationaux. »

« Appel aux braves habitants des campagnes qui payent les frais de toutes les révolutions. » (*P. G.* 14 avril 49.)

L'appel de la *Presse Grayloise* « s'arrête devant la bannière du socialisme. »

Si la presse de la Haute-Saône, bien que se piquant de reproduire toutes ses opinions, soutenait manifestement le parti modéré, le *Républicain de la Haute-Saône*, en revanche, soutenait les idées opposées.

Il y eut une avalanche de candidats de tous les partis avec les programmes les plus variés. D'abord les anciens représentants à la Constituante qui se portaient candidats à l'Assemblée Législative. Puis les candidats modérés, les candidats avancés, ceux qui s'intitulaient napoléoniens et ceux qui n'avaient pas de partis.

Beaucoup de programmes électoraux restaient dans la vague des formules et se bornaient à réclamer l'Ordre dans la Liberté, ou la Liberté dans l'Ordre. Mais, d'une façon générale, la base des programmes était formée des vœux suivants :

Maintien de la République,
Maintien du suffrage universel,
Paix à l'intérieur, force au dehors,
Juste et équitable répartition de l'impôt.
Stricte exécution de la Constitution,
Réforme administrative,

Octroi au droit d'enseignement d'une latitude qui ne s'arrête que « devant le droit ou plutôt le devoir de l'Etat de faire respecter les principes de religion et de morale. »

Dans le domaine économique, on retrouvait les anciennes réclamations formées lors des élections à la Constituante : affranchissement de l'agriculture et de l'industrie et amélioration du sort des classes pauvres par des institutions et des lois de

crédit populaire que demandaient surtout les candidats du parti avancé.

Les modérés parlaient sans cesse de religion, de propriété et de famille et exprimaient leur crainte de voir se développer les idées socialistes du parti avancé qu'ils qualifiaient de « révolutionnaires » ou « démolisseurs de société ».

« Sauvons l'ordre, dit un programme (De Rotallier, 2 mai) non pas en multipliant la police, la gendarmerie, l'armée; malgré cela nous serions vaincus. Lorsque ce que M. Ledru-Rollin a appelé l'Idée aura triomphé, c'est chose infaillible, à moins qu'à cette idée fausse nous opposions une idée vraie. »

De Millotte, représentant du peuple, disait dans son programme :

« Toujours dévoué à l'ordre, je combattrai l'anarchie sous quelque drapeau qu'elle se présente. »

Ses idées : maintien de la République, soulagement des classes pauvres, juste et équitable répartition de l'impôt, conservation de la famille et de la propriété, stricte exécution de la Constitution.

Enfin, il faut signaler la création d'un Comité napoléonien constitutionnel dont le programme disait : « La Chambre et le Président ne pouvant ni se modifier ni s'exclure, il faut un accord. A cette heure et par une fortune inespérée, ce drapeau de

la concorde est le drapeau napoléonien. » Appartenant à ce Comité, M. Eugène de Bassano présentait sa candidature (J. H. S., 2 mai) sûr qu'on ne refuserait pas de voter pour « le fils de celui qui fut l'ami de Napoléon Bonaparte, premier consul », et qui promettait « de seconder le Président de la République dans l'exercice des devoirs qu'en le nommant on lui avait imposés. »

Les élections étaient fixées au dimanche 13 et au lundi 14 mai pour la nomination de 7 représentants. Le scrutin devait durer 2 jours. Le recensement des votes serait fait au chef-lieu de canton le mardi 15 mai, à 4 heures, et le recensement général des votes des 28 cantons aurait lieu à Vesoul le 17 mai à midi. Les 28 cantons du département étaient divisés en circonscriptions électorales et on suivait pour l'élection du 13 mai la division opérée pour l'élection du Président de la République.

Le vendredi 18, le dépouillement du scrutin était terminé, et à 4 heures, dans la grande salle du Palais de Justice de Vesoul, le résultat général des scrutins des 112 sections électorales du département était officiellement annoncé.

Voici les résultats :

De Grammont.....	33.087
Dufournel	32.787
Millotte	30.705
Signard	29.088

Lélut	27.692
Huguenin	27.481
Versigny	26.631

Trois de ces représentants, MM. de Grammont, Dufournel et Lélut appartenaient au parti des modérés; les autres à l'opinion avancée. Le nombre des électeurs inscrits était de 98.888, celui des votants de 63.844. Sur 9, 3 anciens représentants à la Constituante ne furent pas réélus et un était écarté de l'élection pour incompatibilité. En dehors des élus, 20 candidats recueillirent plus de 1.000 voix chacun. Les électeurs militaires donnèrent dans la Haute-Saône 13.000 voix à l'opinion modérée et 9.000 au parti avancé.

La *Presse Grayloise* ne fut pas enchantée du résultat qu'elle attribue aux nombreuses abstentions.

« Un assez grand nombre de citoyens se sont abs-tenus, à Gray et ailleurs, de retirer leurs cartes d'élec-teurs. Cette négligence est bien coupable : il n'est per-mis à personne de négliger l'accomplissement au devoir imposé à tous les Français actifs indistinc-tement.

Nous voudrions qu'on affichât les noms de ceux qui, sans motifs légitimes, ont renoncé à l'exercice de leur droit et ont manqué à l'un des plus impor-tants devoirs du citoyen.

Les socialistes et leurs amis les ultra-démocrates

se sont agités au contraire avec une incroyable activité et ont voté comme un seul homme. Ils n'ont négligé aucun effort, ils n'ont reculé devant aucune difficulté pour faire accepter leurs candidats par les habitants des campagnes. » *P. G.* 19 mai 49).

Et quelques jours plus tard, elle ajoutait :

« Devant un ennemi qui, d'ailleurs, est en minorité, il ne s'agit que de s'entendre et de serrer les rangs.

« Bien qu'ils aient comme corps pris une attitude imposante, les socialistes doivent également réfléchir qu'ils sont si peu d'accord entre eux sur un point quelconque du système socialiste, que si la nouvelle Chambre était appelée à voter sur la proposition de l'une des sectes du socialisme, les autres ne l'appuieraient pas.

« Quant aux amis de l'ordre, qu'ils soient maintenant bien convaincus qu'une réaction serait téméraire et fatale. » (*P. G.* 26 mai 49.)

Les pouvoirs de l'Assemblée Constituante expiraient le 27 à minuit, et ceux de l'Assemblée législative commencent le 28. Celle-ci comprenait, sur 750 membres :

250 républicains (parti avancé, dont 180 radicaux et socialistes);

500 catholiques ou monarchistes (modérés ou parti de l'ordre).

LA LUTTE CONTRE LES RÉPUBLICAINS

L'expédition de Rome

La loi sur les clubs

L'opposition au sein de l'Assemblée: Intervention
de Versigny

La loi sur la presse

Les vacances de l'Assemblée en 1849

L'épidémie de choléra à Gray

Le nouveau Ministère

Les craintes d'un coup d'Etat

Partage de la France en divisions militaires

M. Dieu est nommé Préfet de la Haute-Saône

Vacances de l'Assemblée en 1850

Voyage du Président

L'Assemblée reprend ses travaux

Il se trouvait donc, à la suite des élections, que la République était gouvernée par une majorité hostile à ce régime. Aussi, le Président et l'Assemblée eurent-ils pour premier soin de lutter contre les républicains. Après quoi, le Président s'attaqua à l'Assemblée.

L'agitation qui, dans la Haute-Saône, avait précédé les élections, ne tarda pas à se calmer et les affaires commerciales qui s'en étaient ressenties, à Gray notamment, ne furent pas longues à reprendre leur activité.

La presse de la Haute-Saône manifesta sa mauvaise humeur sans grande violence.

Le journal *Le Franc-Comtois* se borne à constater que les opinions des Députés de la Législative se traduisent dans leur costume et est choqué de ce que certains affectent de porter un costume qui rappelle énergiquement leur origine démocratique : un représentant de Lyon ne s'était-il pas présenté avec un chapeau touriste et les Députés alsaciens qui, paraît-il, avaient quitté Strasbourg en blouse, avec le bonnet phrygien sur la tête, siégeaient à l'Assemblée avec la blouse blanche des bords du Rhin.

Dans la Haute-Saône, les modérés prirent assez vite

parti de leur échec ; ils l'attribuèrent surtout au défaut d'entente des candidats modérés qui, n'ayant pas constitué une liste unique groupant les suffrages, les laissèrent s'éparpiller sur un grand nombre de listes. La véritable cause était l'accroissement du nombre des républicains avancés, ce qu'un candidat malheureux appelait « le progrès factice et inaperçu des opinions modérées. »

La lutte contre les Républicains ne tarda pas à éclater et elle se manifesta à l'occasion de l'expédition de Rome. Le pape Pie IX, à la suite d'une Révolution qui éclata à Rome et qui donna le pouvoir aux républicains, fut obligé de fuir. Les puissances d'Europe envisagèrent alors les mesures propres à rétablir le Pape dans son autorité et l'Assemblée, pour précéder une intervention autrichienne, avait décidé d'envoyer une expédition à Rome avec le Général Oudinot. Les adversaires du Gouvernement lui reprochèrent violemment de ne s'être pas borné à fournir son contingent au lieu de prendre l'initiative de l'intervention. De violentes émeutes eurent lieu à Paris dans la journée du 13 juin, émeutes aussi violentes que leur répression. 33 députés de la Montagne furent arrêtés, 6 journaux socialistes furent suspendus.

A la Législative, des débats s'engagèrent et le Gouvernement fut attaqué violemment par Ledru-Rollin, qui soutint que le Gouvernement avait porté l'intervention de la France en Italie au-delà de ce que vou-

lait l'Assemblée Constituante, et que par là, il violait la Constitution.

Ledru-Rollin proposa la mise en accusation du Président de la République et des Ministres pour violation de la Constitution.

La Haute-Saône suivait ces débats avec passion, et comme un certain nombre d'habitants du département avaient soutenu avec force cette demande de mise en accusation, M. de Grammont crut bon de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative la protestation de nombreux habitants de Fougerolles. (*J. H. S.* 16 j. 49). « Les votes presque unanimes du département lors de l'élection de 1848, disaient-ils, sont en contradiction avec une demande de mise en accusation. »

A la séance de la Chambre du 18 juin, le député Crémieux demanda au Ministre des explications sur la suspension prononcée contre plusieurs feuilles politiques. Un ordre du jour fut proposé tendant à faire déclarer illégales ces suspensions, mais l'ordre du jour pur et simple fut voté par 351 contre 154. La représentation de la Haute-Saône vota de la façon suivante : Pour l'ordre du jour : MM. de Grammont et Lélut; contre: MM. Huguenin, Millotte et Versigny. Etaient absents : MM. Dufournel et Signard.

C'est à cette même séance que fut votée la loi autorisant le Gouvernement à interdire pendant l'année qui suivra la promulgation de la loi, les clubs et

autres réunions politiques de nature à compromettre la sécurité publique. L'article 2 de la loi ajoutait : « Avant l'expiration de ce délai (1 an), il sera présenté à l'Assemblée Nationale un projet de loi qui, en interdisant les clubs, réglera l'exercice du droit de réunion. »

Les mêmes voix, auxquelles s'ajouta celle de Dufournel, soutinrent le projet combattu dans la Haute-Saône par Huguenin, Millotte et Versigny.

Le *Journal de la Haute-Saône* qui, comme nous l'avons vu, défendait l'opinion modérée qui se trouvait en minorité dans le département, se réjouit qu'une loi soit venue supprimer les clubs, « écoles de fanatisme démagogique » qui, au cours des journées de trouble ont déployé leurs « factieuses phalanges » (*J. H. S.* 27 juin 49) et après avoir déclaré qu'ils ne sont autre chose que des laboratoires de l'émeute et de l'insurrection, il concluait : « La France est lasse des agitations au milieu desquelles elle languit depuis 18 mois; elle aspire à un état de calme et de tranquillité incompatible avec l'existence des clubs. »

*

* *

Le vote de la loi sur les clubs était une victoire remportée sur les partis républicains, mais ceux-ci faisaient une violente opposition à la Chambre et défendaient leurs idées pied à pied. A la séance du

21 juin, M. Versigny, député de la Haute-Saône, demanda la parole pour une motion d'ordre. Il donna lecture de cette phrase du rapport du Général Changarnier sur les événements du 16 juin : « Depuis le jour de sa réunion, l'Assemblée législative voyait s'agiter dans son sein un parti violent qui, déniait à la majorité les droits qu'elle tient de la Constitution, de faire la loi, en appelait sans cesse de ses décisions à la force brutale recrutée dans les rues. » M. Versigny demanda au Ministère s'il croit convenable, qu'il soit même permis, dans le sens constitutionnel du mot, qu'un agent de la force publique, à quelque degré qu'il appartienne, puisse ainsi porter un blâme sur une fraction quelconque de l'Assemblée; s'il est permis au bras d'attaquer une partie de la tête. Il ajouta qu'il aurait mieux valu que M. Changarnier s'occupât un peu moins d'eux et parlât un peu plus de la République. M. Dufaure, alors Ministre de l'Intérieur, ne fit pas de difficultés pour convenir qu'en règle générale, il valait mieux que le rapport d'un commandant militaire ne contint rien qui ait trait à la politique. (*J. H. S.* 27 juin 49. 2/3.)

Versigny semblait le porte-parole des Députés avancés de la Haute-Saône et il ne manquait aucune occasion d'interpeller le Ministère tant sur les sujets de politique intérieure que sur la situation extérieure, notamment sur l'expédition de Rome qui était alors l'objet des préoccupations du pays. C'est ainsi qu'à

la séance du 2 juillet, il demande au Gouvernement à l'occasion de bruits répandus dans Paris sur l'intention où serait le Général Oudinot d'employer tous moyens, y compris le bombardement, afin de s'emparer de Rome immédiatement, si ces bruits étaient conformes aux instructions qui auraient été données par le Gouvernement au Commandant en chef de l'Armée d'Italie. (*J. H. S.* 7 juillet 49. 2/2.)

Lors de la discussion du règlement de l'Assemblée. séance du 3 juillet (*J. H. S.* 7 juillet 49 2/3), alors que le débat portait sur l'article 113 qui énumère les peines disciplinaires applicables aux membres de l'Assemblée, M. Versigny monta à la tribune pour combattre la disposition qui prévoyait l'exclusion temporaire dont on pouvait, en certains cas, frapper les représentants. « C'est, disait-il, une atteinte à l'inviolabilité que les membres de la Législative tiennent de la Constitution. »

*
* * *

La loi sur la presse

Au cours de la séance du 27 juillet, la loi sur la presse avait été adoptée par l'Assemblée législative. Comment fut-elle accueillie dans la Haute-Saône ? Le *Journal de la Haute-Saône* du 4 août consacre à son étude deux longues colonnes. « On ne demandera pas, sans doute (et ce sera justice) à la presse elle-même d'être complètement heureuse et satisfaite de

se sentir enchaînée et baillonnée et de faire le plus sympathique éloge des restrictions et des entraves qu'on a dû (nous le reconnaissons) mettre à l'exercice de la pensée humaine et à la manifestation des opinions individuelles, sinon des opinions générales. » « C'est une loi fortement compressive et restrictive. »

C'est qu'en effet elle punissait de fortes amendes, d'emprisonnements rigoureux, toute attaque contre l'autorité du Président, toute provocation adressée aux militaires, toute attaque contre les lois, la publication ou la reproduction de nouvelles de nature à troubler la paix publique. Les distributeurs et colporteurs de livres devaient avoir une autorisation du Préfet.

Les dispositions relatives aux journaux n'étaient pas moins sévères et les dépositaires de l'autorité publique jouissaient du privilège de faire insérer en tête des journaux toute annonce ou rectification, sous la seule condition de payer les frais d'impression. Enfin le cautionnement de 24.000 francs établi pour les journaux quotidiens était affecté en entier à la responsabilité qu'avaient les propriétaires à présenter un gérant remplissant les conditions exigées par la loi.

Enfin les poursuites contre la presse édictées au chapitre III prévoyaient de grandes facilités pour le Ministère public qui, par exemple, pouvait citer direc-

tement à 3 jours les prévenus devant la Cour d'assises. Quand les circonstances atténuantes étaient prononcées, la peine ne devait pas descendre au-dessous de la moitié du maximum déterminé par la loi.

La presse modérée, qui soutenait le parti de l'ordre et le gouvernement, comme c'était le cas pour le *Journal de la Haute-Saône*, ne pouvant guère exercer de violentes critiques contre cette loi qui restreignait la liberté sans manquer à la politique d'ordre qu'elle se faisait une règle de soutenir, mais elle se vengeait en accusant la presse des libéraux d'être la cause de ces restrictions et au fond, elle ne s'en inquiétait pas outre mesure, sachant que le Gouvernement n'userait avec rigueur de ses droits que vis-à-vis du parti avancé et non vis-à-vis d'elle-même. « Au surplus, quelque sévère que soit cette loi, disait le *Journal de la Haute-Saône*, nous ne la craignons pas. Ce n'est pas contre nous qu'elle est faite. Ses arrêts ne peuvent ni nous intimider ni nous frapper. »

*
* *

Le 11 août, la Chambre s'ajournait au 1^{er} octobre en laissant à la Commission de 25 membres prévue par l'article 22 de la Constitution le soin d'assurer la permanence. Cet ajournement avait été longuement discuté et les adversaires de l'ajournement avaient pour le craindre cette raison principale que la Chambre était le seul frein à l'ambition du Président de

la République, dont on redoutait un coup d'Etat. Le *Journal de la Haute-Saône* ne se faisait l'écho de cet argument que pour le réfuter, il pensait que la Chambre a besoin de vacances, que la vie parlementaire plus agitée qu'en Angleterre épuise plus rapidement l'activité des représentants en France que dans ce pays où les discussions ont lieu dans le calme des partis. « Il faut laisser, ajoutait le journal, à chacun le temps de reprendre contact avec ses commettants, de travailler dans le calme et de préparer pour la rentrée des projets et des rapports tranquillement élaborés et mûris. Quant au coup d'Etat, rien à craindre. L.-N. Bonaparte voyage à travers la France et c'est pour recueillir les vœux des populations et connaître leurs besoins, non pas pour se rendre compte de leur état d'esprit et de la faveur dont il jouit auprès d'elles. « C'est un homme d'ordre, de justice, résolu de respecter les lois et de maintenir le principe de l'autorité sans lequel toute société doit périr. (*J. H. S.* 18 août 49 1/1).

En fait, les événements donnèrent raison aux partisans de l'ajournement puisque, non seulement aucun coup d'Etat n'eut lieu, mais encore parce que dans le pays, le plus grand calme, le plus grand ordre ne cessèrent de régner et l'Assemblée, en reprenant le cours de ses travaux, trouva la France comme elle l'avait laissée. Dans la Haute-Saône, aucun événement important n'est à signaler et la vie politique

se manifesta seulement au cours des vacances par la réunion du Conseil d'arrondissement et du Conseil général, dont la session s'ouvrit au mois d'août.

L'Assemblée législative reprit ses séances le 1^{er} octobre et parmi les représentants de la Haute-Saône, MM. Dufournel, Lelut, Versigny et Millotte répondirent à l'appel.

*
* *

L'attention des habitants de la Haute-Saône fut pendant quelques mois détournée des événements politiques par un fléau qui s'abattit principalement sur la ville de Gray : une épidémie de choléra. Les premiers symptômes de la maladie se manifestèrent le 24 octobre. Au début, on ne semblait pas y attacher une très grande importance et la presse locale se bornait à donner aux habitants des conseils élémentaires d'hygiène, tirés d'un vieux livre de bouts-rimés d'où elle avait extrait le quatrain suivant, énumérant les précautions à prendre pour se préserver du choléra :

« Tiens tes pattes au chaud,
« Tiens vides tes boyaux,
« Ne vois pas Marguerite,
« Du choléra tu seras quitte. »

Mais la maladie ne tarda pas à prendre des proportions inquiétantes et le 5 décembre, on comptait 132 victimes. Le choléra fit de tels progrès au début

de décembre que quatre médecins étrangers à la ville furent envoyés par le Préfet de la Haute-Saône. Une ambulance avait été établie aux frais de la ville et des secours nombreux et de toutes espèces furent distribués à domicile.

Le maire adressa une proclamation aux habitants pour leur donner des conseils généraux d'hygiène et surtout pour faire appel à tous les dévouements.

Cet appel n'était pas superflu : au moment où le fléau commençait à sévir avec le plus de vigueur, un grand nombre d'habitants prenaient la fuite. Beaucoup de magasins étaient fermés. On constatait avec plus de tristesse que bon nombre de fonctionnaires de tous rangs avaient déserté leur poste. Le conseil municipal était réduit à 10 ou 12 membres. Il est à peine besoin de dire que le moral de ceux qui restaient en était vivement impressionné.

Le 9 décembre, le maire faisait afficher une proclamation dans la ville et les communes de l'arrondissement :

« Au milieu du fléau qui nous afflige, la force morale n'est pas moins nécessaire que le secours de la médecine. »

Il ajoutait qu'à la sollicitation des représentants de la Haute-Saône, un premier secours de 1.500 à 2.000 francs était accordé par le Gouvernement.

Il faut reconnaître que l'attitude d'un grand nom-

bre de Graylois fut digne d'éloges. Le Sous-Préfet et le Maire M. A. Revon, se distinguèrent par leur attitude énergique. Le 8^e régiment de Hussards ne cessa de distribuer des secours et des soins à la population malheureuse. L'Archevêque de Besançon accourut et resta deux jours à visiter les malades. Mais on admira surtout le courage des médecins qui prodiguèrent leurs soins.

Vers le 15 décembre, l'état sanitaire s'améliora. Les habitants revenaient peu à peu, les rues étaient moins désertes, les magasins s'ouvraient plus nombreux.

A la fin du mois, le choléra qui avait décimé la population cessait ses ravages et la mortalité rentrait dans ses limites ordinaires et on ne signalait aucun cas nouveau de maladie. Le 29 décembre, la *Presse Grayloise* annonçait que la situation était très satisfaisante, mais que malgré cela beaucoup de gens étaient très alarmés et que ceux qui étaient rentrés avaient leurs malles prêtes à partir au premier signal.

Le *Moniteur* du 1^{er} janvier publia la liste des médailles qui ont été décernées pour récompenser ceux qui, à Gray, s'étaient signalés par leur courage pendant l'épidémie.

Parmi les médailles d'honneur accordées par le Président de la République pour actes de dévouement pendant le choléra, il faut citer celle du maire de Gray, M. Revon.

Enfin, par délibération du 27 avril 1850, le conseil

municipal de Gray a accordé des médailles et des mentions honorables à un certain nombre de médecins pour le dévouement dont ils avaient fait preuve.

*
* * *

La retraite de M. de Falloux, Ministre de l'Instruction publique, amena une crise ministérielle. Les uns croyaient que la solution de cette crise viendrait d'un remaniement; d'autres, à qui les événements donnèrent raison, d'un renouvellement complet. Le 31 octobre, le Président envoyait un message à l'Assemblée législative, à la suite duquel un nouveau Cabinet fut appelé aux affaires avec Hautpoul comme Ministre de la Guerre. Depuis quelque temps déjà, des dissentiments existaient au sein même du Conseil des Ministres, entre le Président du Conseil Odilon Barrot et les Ministres, et entre L.-N. Bonaparte et ses Ministres. C'est pour y mettre fin que le Président de la République fit appel à des hommes nouveaux qu'on accueillait sans enthousiasme et à qui on reprochait surtout l'obscurité de leur passé, mais à qui peut-être il n'a manqué, disait le *Journal de la Haute-Saône*, « que l'occasion de se produire à la lumière et de prendre leur rang. » Il concluait sagement que pour les juger, il fallait les attendre à l'œuvre.

C'est l'avis également de la *Presse Grayloise* qui, portant une appréciation sur le nouveau Ministère, disait :

« La *Presse Grayloise* veut garder son indépendance, elle ne demande pas qu'on prône servilement tous les actes du Gouvernement, mais pourquoi une partie de la presse modérée s'allie-t-elle aux journaux ultra démocratiques pour attaquer le nouveau Ministère. Les discours du Président sont pleins de bon vouloir et d'énergie. Tout le Ministère est pris dans la majorité de l'Assemblée, c'est une garantie.

« Au lieu de raisonner sur les résultats de ce changement, légal du Ministère, nous devons, pour être raisonnables, imiter l'Assemblée Nationale, qui a le bon sens d'attendre avant de juger. » (*P. G.* 10 nov. 49.)

Mais plus que par ce nouveau Ministère, l'opinion était inquiétée par le procédé du Président de la République qui, bien que constitutionnel, ne laissait pas que de causer de graves préoccupations aux libéraux. On disait que les anciens Ministres risquaient de lui porter ombrage et que les nouveaux lui permettraient une politique plus personnelle. Ne disait-il pas dans son message à l'Assemblée : « La France inquiète, parce qu'elle ne voit pas de direction, cherche la main, la volonté de l'élu du 10 Décembre. » « Le nom de Napoléon est à lui seul tout un programme. »

Même le *Journal de la Haute-Saône*, très modéré, très gouvernemental, disait dans son numéro du 7 novembre : « L'élu du 10 décembre a-t-il le droit de se constituer le point de départ d'une direction

unique et vigoureuse ? L'avenir nous l'apprendra. Quant à des vues ultérieures, s'il en avait, ce que nous sommes loin de soupçonner, la vigilance de l'Assemblée législative et celle de la Nation tout entière sauraient bien le forcer à se renfermer dans les bornes de la Constitution. »

Malgré tout, une certaine émotion avait été causée dans la Haute-Saône par ce brusque changement de Ministère et le programme assez terne, mais modéré du Cabinet, n'effaçait pas complètement l'impression causée par le ton sec et cassant du message du Président à l'Assemblée et l'intention qu'il ne se dissimulait pas de gouverner par lui-même en ne prenant conseil que de ses inspirations personnelles.

Pour résumer la situation, on peut dire qu'il y eut d'abord un moment de surprise, puis qu'on prit ensuite le parti d'attendre des actes avant de se prononcer, mais non pas sans quelque inquiétude.

Qu'allait donner l'avenir ? Dans son numéro du 14 novembre, et alors qu'il commentait les paroles prononcées par L.-N. Bonaparte, lors de la cérémonie religieuse et judiciaire du 3 novembre pour l'institution nouvelle des magistrats, le *Journal de la Haute-Saône* disait : « Cependant, depuis le 31 octobre, cette politique nouvelle annoncée par le message du Président ne s'est encore révélée par aucun de ses actes réparateurs que le pays attend avec impatience »..... si les promesses faites tendaient à se réaliser, on pour-

rait bien passer de l'impatience à l'injustice et de l'attente au murmure ».

J'ai dit plus haut qu'on n'envisageait pas l'avenir sans inquiétude, c'est-à-dire sans craindre un nouveau coup d'Etat, et il faut reconnaître que c'était l'objet unanime des préoccupations. Même lorsqu'on en parlait pour démontrer qu'il n'était ni probable ni possible, on sentait qu'on le redoutait.

« Le coup d'Etat n'est pas probable, parce que nous avons une confiance illimitée en la loyauté du Président de la République et parce que nous croirions lui faire outrage, en admettant la supposition qu'il puisse accueillir la pensée de violer la Constitution, qu'il a, au sein de l'Assemblée Nationale, juré de respecter. (*J. H. S.* 25 janvier 50 1/1). C'est de plus une supposition absurde car, disait le journal, nous n'apercevons nulle part l'avantage qu'en retirerait Napoléon. « Le titre d'usurpateur est-il donc plus glorieux que celui de dépositaire, de défenseur des droits du peuple .» Mais comme la conclusion dément ces paroles rassurantes : « Veillons s'il le faut sur les actes du Président de notre République... » !!

*
* *

Le *Moniteur* du 14 février confirmait officiellement les bruits qui couraient depuis quelque temps que des mesures énergiques allaient être prises par le Ministère ; ces mesures étaient le partage de la France

en 4 divisions militaires, dont le commandement était donné à 4 lieutenants généraux munis de pouvoirs extraordinaires et, à l'occasion, absolus, au moindre symptôme de troubles. La Haute-Saône se trouvait comprise dans la 5^e division militaire dont le chef-lieu était Besançon et dont le commandement supérieur était confié au Général Gemeau (*J. H. S.* 11 fév. 50 2/1), puis lors de sa nomination au commandement de la division d'occupation en Italie, au début de mai 1850, par le Général de Castellane.

Le *Journal de la Haute-Saône* qui, il est bon de le rappeler, ne reflète pas l'opinion de la majorité, envoya à cette occasion à ses abonnés une carte de France représentant la nouvelle répartition militaire. Il l'approuvait, n'y voyant pas une menace ou symptôme de coup d'Etat éventuel, mais simplement un moyen de lutter contre le socialisme; et il disait que le centre de la France, qui n'était pas compris dans les 4 grands commandements militaires était « emprisonné de tous côtés, comme dans un réseau de fer, par les départements limitrophes, de manière que le socialisme, ainsi circonscrit, ne pourrait s'étendre, se propager, ni faire le moindre pas de quelque côté qu'il s'avancât, sans heurter partout autour de lui, comme obstacle invincible, la main énergique et vigoureuse des *dictatures militaires* (employant ainsi les termes de La Montagne).

Les modérés craignaient une manifestation du

socialisme à l'occasion du 24 février 1850 qui se passa dans le calme, mais ils en parlèrent comme d'une chaude alerte à laquelle ils n'avaient échappé que par les mesures de sagesse prises par le Gouvernement. Ces mesures de sagesse étaient « les formidables moyens de défense que le Gouvernement possède et le dévouement intrépide des généraux qui en disposent et qui doivent donc inspirer à tous les amis de l'ordre public une pleine sécurité. » Et cette sécurité, elle ne pouvait être menacée que par les hommes au programme socialiste, « dont l'application, disait M. Lélut, Représentant du peuple de la Haute-Saône, ne commence pas toujours par les grands moyens, mais c'est inévitablement par eux qu'elle finit. »

L'autorité avait cru bon de rappeler ses pouvoirs et le Sous-Préfet de Gray avait fait publier, dans la presse, l'avis suivant :

« Banquets et réunions publiques.

A l'approche du 24 février, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Gray croit devoir rappeler à ses administrés, par la voie de la *Presse Grayloise*, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 19 juin 1849, le Gouvernement est autorisé, pendant l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, à interdire les clubs et autres réunions publiques qui seraient de nature à compromettre la sécurité publique. »

Le passage suivant d'une circulaire adressée à MM.

les Préfets par M. le Ministre de l'Intérieur, le 24 juin 1849, mérite également de fixer l'attention publique :

« Quant aux banquets et autres réunions publiques, votre prudence pourra facilement à l'avance discerner le caractère pacifique ou turbulent qu'ils devront avoir. Efforçons-nous d'empêcher que de stériles ou inquiétantes agitations n'absorbent toute l'activité des esprits de France, au détriment des travaux utiles et de l'étude paisible des vrais intérêts de la société.

Lorsqu'une réunion accidentelle ou permanente vous paraîtra dangereuse, vous prendrez un arrêté pour l'interdire. Vous ferez, s'il le faut, fermer les portes du local préparé pour la recevoir; si cette mesure ne suffit pas, vous ferez occuper le local par une force militaire. Si néanmoins, la réunion se forme, vous tenez de la législation existante tous les moyens de la dissoudre et vous ferez poursuivre devant les tribunaux quiconque aurait résisté à vos injonctions. »

La célébration de l'anniversaire du 24 février fut calme dans la Haute-Saône. Il fut commémoré par des services funèbres célébrés pour le repos de l'âme des victimes qui sont tombées dans la lutte, par des *Te Deum* solennels auxquels assistaient les autorités civiles et militaires.

*
* *

L'opinion modérée dans la Haute-Saône s'était émue des élections partielles de Paris du 10 mars, qui donnaient 3 sièges à des socialistes (Vidal, Carnot, Flotte).

« Paris a trompé notre attente (20 mars 50 *J. H. S.* 1/1). »

« Le socialisme croit aujourd'hui qu'il tient dans ses mains les destinées de la France et du monde ». « Il faudrait que le Président de la République et l'Assemblée Nationale sentent que le salut de la France dépend de leur union intime et l'opèrent franchement, avec la ferme résolution de la resserrer tous les jours davantage ». De son côté, la *Presse Grayloise* disait :

« Le sort de la France est trop intimement lié à celui de la Capitale pour que les dernières élections de Paris ne l'affectent profondément.

« La ville de Paris ouvre l'enceinte de l'Assemblée législative aux héros des sanglantes journées de juin.

« Par cette élection, le socialisme nous avertit qu'il vient de passer la revue de ses adeptes : il y a maintenant à Paris 130.000 hommes prêts à recommencer les journées de juin. » (16 mars 50.)

Et plus tard, lors du dépôt du projet de loi ayant pour but de proroger pour un an la loi du 19 juin sur les clubs et d'en étendre les dispositions aux réunions électorales quand elles deviennent dangereuses pour la sécurité publique, il se réjouit, car qui a prop-

pagé les idées socialistes, si ce n'est les clubs et les « discours prononcés dans les réunions électorales ».

Le Gouvernement poursuivait les socialistes, même dans leurs actes les plus anodins. Surtout en vertu de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 qui interdisait de colporter aucun livre, écrit, brochure, gravure ou lithographie, ni les distribuer, à domicile ou sur la voie publique sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du Préfet du département, ceux qui se livrent à cette industrie sans être pourvus de cette autorisation s'exposant à des poursuites.

C'est ainsi qu'à l'audience du 22 décembre, le tribunal correctionnel de Gray prononça des peines contre les délinquants pour des délits de colportage et de distribution illégale d'almanachs rédigés « dans un esprit démagogique des plus exaltés ».

Le tribunal correctionnel de Vesoul, par jugement en date du 1^{er} mars 1850, condamna un sieur Jules-Nicolas Nancey, boulanger, à 50 francs d'amende pour avoir, sans autorisation, distribué plusieurs exemplaires d'une brochure intitulée « Cathéchisme des socialistes », de Louis Blanc, et comme le ministère public trouvait la peine insuffisante, il interjeta appel devant la Cour de Besançon qui, le 19 avril, prononça contre le délinquant une peine de 25 francs d'amende et de 15 jours d'emprisonnement.

Par décret du 11 mai, M. Dieu, Préfet de la Mayenne, était nommé Préfet de la Haute-Saône, en

remplacement de M. Petetin, nommé receveur des Finances à Neufchâteau (Vosges). Il arriva à Vesoul le 5 juin et entra en fonctions le jour même. Comme ses prédécesseurs, il adressa à ses administrés une proclamation où il annonçait que son intention était de pratiquer une politique de conciliation, mais qu'il n'hésiterait pas à user avec énergie des pouvoirs que lui donnaient la loi pour défendre l'ordre et combattre l'esprit de subversion. Tel était son programme politique.

« Une bonne et loyale administration, disait-il plus loin, c'est le besoin de tous les pays et principalement de la Haute-Saône, où les communes ont des intérêts administratifs si importants. » « J'exercerai cette tutelle, non en substituant mon autorité à la pensée des conseils municipaux, mais en les éclairant, en les guidant, en surveillant moi-même le bon emploi de leurs puissantes ressources. »

*

* *

L'Assemblée législative s'ajourna au mois d'août 1850, comme elle l'avait fait en 49, en laissant à une commission de 25 membres le soin d'assurer la permanence. Comme en 1849, l'opinion se demandait s'il n'y avait pas danger de laisser le Président de la République chargé seul du Gouvernement, sans le frein de l'Assemblée, et si un coup d'Etat n'était pas à craindre. Non, répondait le *Journal de la Haute-*

Saône (3 août 1/2) : « Louis-Napoléon a trop de jugement pour parodier le nom du grand homme dont il porte le nom. » « Il ne lui convient pas de retourner sur la terre d'exil. » D'ailleurs, l'Assemblée législative n'a aucune crainte, puisqu'elle s'est séparée et ce n'est pas la commission permanente qui pourrait empêcher un coup d'Etat. En effet, quel était le rôle de la commission permanente : surveiller non pas le Président, mais la marche générale des affaires, de façon à convoquer l'Assemblée si les circonstances l'exigeaient, notamment en cas de guerre, d'insurrection. Or, un coup d'Etat s'exécute si rapidement qu'on aurait à peine le temps de convoquer l'Assemblée, dont les membres dispersés dans tous les départements, ne pourraient arriver que pour constater un fait accompli.

L'Assemblée Nationale le sait, et si elle s'ajourne, c'est qu'elle n'a aucune crainte.

Et de même qu'en 49, L.-Napoléon fit un voyage à travers la France. Il suggéra les mêmes réflexions, les mêmes craintes que dans son voyage de l'année précédente et ceux qui redoutaient un coup d'Etat ne manquaient pas de dire : Louis-Napoléon veut se rendre compte de l'état d'esprit des électeurs, il veut connaître le degré de popularité où il se trouve dans l'opinion de ceux qui lui donnèrent leur suffrage le 40 décembre.

Il est vrai qu'on ne trouvait comme argument à

opposer à cette thèse qu'un argument moral : le respect du serment du 20 décembre 48 de rester fidèle à la République démocratique une et indivisible. Et le *Journal de la Haute-Saône* concluait : « Comme le Président de la République n'a point envie de retourner en exil et qu'un coup de tête l'y renverrait plus vite encore qu'il n'en est revenu, son voyage dans nos contrées n'a point le but que mal et méchamment on lui suppose. »

Le Président de la République traversa la Haute-Saône en se rendant de Besançon à Belfort; le 19 août, il passait à Héricourt où le maire, M. Macler, lui adressa des souhaits de bienvenue et lui exposa la situation favorable des fabriques où 4.000 ouvriers étaient pourvus de travail. Mais le Président ne s'arrêta pas longtemps, car le temps était détestable et il était en retard.

Le *Journal de la Haute-Saône* ne manquait pas de commenter les voyages du Président, ainsi que les toasts et discours qu'il prononçait à l'occasion et au cours de ses voyages. Il le faisait toujours dans un sens favorable à Napoléon et envisageait avec optimisme tous les actes du Président. Certains s'étaient émus des paroles prononcées au banquet offert par la ville de Caen, où Louis-Napoléon avait dit : « De même, si des jours orageux devaient reparaitre et que le peuple voulut imposer un nouveau fardeau au chef du Gouvernement, ce chef, à son tour, serait

bien coupable de déserteur cette haute mission. » Certains y voyaient une insinuation, une sollicitation détournée, même la demande formelle d'une prolongation du pouvoir, peut-être davantage. Rien à craindre, répétait le *Journal de la Haute-Saône*. « On a élevé contre Louis-Napoléon une accusation injuste et mal fondée. A peine nous sommes-nous donnés un chef que nous le plaçons dans un véritable état de suspicion. Accordons notre confiance au chef que nous avons élu. »

*
* *
*

Après trois mois de vacances, la Chambre se réunissait à nouveau le 11 novembre. Le *Journal de la Haute-Saône* se plaint (13 nov. 50 1/4) que les vacances n'aient pas apporté l'apaisement et le calme tant désiré et il n'a plus d'espoir que dans l'Assemblée. « C'est de son côté que nous tournons les yeux, c'est à elle que nous tendons les bras. » Le message du Président, lu dans la séance du 12, message « si pleinement rassurant, si éminemment français », semble avoir produit un assez gros effet dans l'opinion publique de la Haute-Saône. A Vesoul, dit le *Journal de la Haute-Saône* (16 nov.), nous avons vu tout le monde en approuver, sans restriction aucune, les pensées, les sentiments, et y puiser les plus heureuses espérances d'avenir. » La même satisfaction est exprimée par la *Presse Grayloise*.

« L'attitude de l'Assemblée, depuis qu'elle a repris ses séances, a causé bien du désappointement chez tous ceux qui comptaient sur du bruit, du scandale, à l'ouverture de la session.

« Grâce à la Providence qui a soufflé à temps sur chacun, l'esprit de conciliation, grâce au message du Président de la République, notre horizon politique est sans nuage, et la session commencée paisiblement semble annoncer qu'elle poursuivra fructueusement sa carrière; nous voulons dire qu'elle sera abondante, non en spectacles ni en émotions, mais bien en services et en bonnes lois.

« Il y en a qui se plaignent que depuis 10 jours l'Assemblée n'a rien fait, mais les rapports ne sont pas prêts....., les commissions non plus..... (P. G. 23 nov. 50). »

L'Assemblée Législative eut l'occasion de s'émouvoir de deux mesures prises par le Président de la République en janvier 1851. Le Ministère donna sa démission et, par décret du 9 janvier, L.-Napoléon faisait appel à de nouveaux Ministres, ne conservant que ceux de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et de l'Instruction publique. Par décret du même jour, étaient rapportés les décrets des 20 décembre 1848 et 11 juin 1849, qui avaient réuni sous un même commandement : 1° les gardes nationales de la Seine; 2° les troupes de toutes armes stationnées dans l'étendue de la 1^{re} division militaire et qui nom-

maient le Général Changarnier à ce commandement. Dans sa séance du 10, M. de Rémusat interpella sur ces deux points et proposa, comme conclusion, la nomination d'une commission chargée d'examiner la question et de faire toutes propositions utiles à l'Assemblée. L'Assemblée vota cette motion qui fut appuyée par les représentants de la Haute-Saône, Signard et Versigny, et combattue par Dufournel, de Grammont, Huguenin, Lélut, Millotte. Le *Journal de la Haute-Saône* trouvait naturel qu'on rendît hommage au Général Changarnier, sans pour cela que cette manifestation ait lieu aux dépens du Pouvoir exécutif. « Que l'Assemblée exprime sa confiance et ses sympathies pour un homme éminent que nous en reconnaissons parfaitement digne. Au-dessus de lui en est placé un autre, choisi par le peuple et dont la considération ne doit recevoir aucune atteinte. »

Et pourtant de violentes critiques furent adressées par le pouvoir législatif au pouvoir exécutif du Président et le débat s'élargit. On lui reprocha vivement les deux derniers actes du Gouvernement et on vota sur l'ordre du jour de M. Sainte-Beuve, à qui la priorité avait été accordée. Cet ordre du jour de défiance fut voté par 451 voix contre 286. Voici le vote des représentants de la Haute-Saône :

Pour : Dufournel, Huguenin, Millotte, Signard, Versigny.

Contre : de Grammont, Lélut.

Le *Journal de la Haute-Saône* se montra navré de ce vote qui occasionna la retraite de tout le Ministère. Il estime que l'Assemblée s'est « effarouchée » trop vite et qu'elle s'est montrée trop jalouse des prérogatives qu'elle tenait de la Constitution. « Elle aurait mieux fait d'attendre, pour frapper le coup qu'elle a porté, que le pouvoir exécutif, dont elle veut à toute force suspecter les tendances, eût manifesté les intentions qu'elle lui a supposées par des actes plus significatifs et plus inquiétants pour la liberté que le décret du 9 janvier. »

Le *Moniteur* du 24 faisait connaître la composition du nouveau Ministère. C'était, disait Louis-Napoléon Bonaparte dans son message à l'Assemblée Nationale Législative, « un Ministère de transition composé d'hommes spéciaux, n'appartenant à aucune fraction de l'Assemblée, et décidés à se livrer aux affaires sans préoccupation de parti ».

Mais l'Assemblée n'avait que peu de confiance dans la parole du Président et elle ne tarda pas à lui manifester son antipathie. Le 10 février, par 394 voix contre 294, elle repoussait le projet de loi portant demande d'une allocation de 1 million de frais de représentation de la Présidence de la République.

LES LOIS DE RÉACTION

La loi Falloux sur l'enseignement
du 15 mars 1850

La loi électorale du 31 mai 1850

La loi sur les instituteurs primaires
du 11 janvier 1850

La lutte contre la République se manifesta par le vote, dans la première moitié de l'année 1850, des lois de réaction dont nous connaissons les trois principales :

*
* * *

La Loi Falloux sur l'Enseignement (15 mars 1850)

Le *Moniteur* du 22 juin 1849 publiait le projet de loi sur l'instruction publique présenté par M. de Falloux. Les dispositions principales du projet étaient les suivantes :

Au sommet de la hiérarchie de l'enseignement était placé un Conseil supérieur de 24 membres et composé notamment d'anciens membres du Conseil de l'Université, d'Archevêques, de Conseillers d'Etat, de Conseillers à la Cour de Cassation.

Au chef-lieu de chaque département était établie une Académie administrée par un Recteur assisté d'un Conseil académique de département.

Le projet reconnaissait deux sortes d'établissements d'enseignement secondaire : les établissements publics, qui sont les Lycées et les Collèges commu-

naux et les établissements particuliers. Ceux-ci pouvaient être formés par tout Français âgé de 25 ans au moins, sous la condition de déposer dans les mains du Recteur de l'Académie : 1° Un certificat de stage constatant qu'il avait rempli pendant cinq années au moins les fonctions de professeur ou de surveillant dans un établissement d'instruction public ou privé; 2° soit le diplôme de bachelier es-lettres, soit un brevet de capacité délivré par un jury d'examen; 3° le programme des études et le règlement intérieur de l'établissement.

Quant à l'enseignement primaire, il y avait également deux espèces d'écoles : 1° Les écoles fondées et entretenues, en tout ou en partie, par les communes, les départements ou l'Etat, et qui prendraient le nom d'écoles publiques; 2° les écoles fondées ou entretenues par des particuliers ou des associations et qui prendraient le nom d'écoles libres.

Tout individu âgé de 21 ans accomplis pouvait exercer les fonctions d'instituteur public ou libre, à la seule condition d'être préalablement pourvu d'un certificat de capacité.

Les instituteurs communaux seraient nommés par les conseils municipaux, soit sur une liste dressée par le Conseil académique du département pour les instituteurs laïques, soit sur la présentation qui serait faite par les supérieurs des associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat.

Le traitement des instituteurs communaux se composait : 1° D'un traitement fixe ou rétribution municipale qui ne pouvait être inférieur à 200 francs; 2° du produit de la rétribution scolaire; 3° d'un supplément accordé à tous ceux dont le traitement fixe, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteindrait pas 600 francs.

C'est le 14 janvier 1850 qu'eut lieu à l'Assemblée Législative la première délibération sur le projet de loi relatif à l'instruction publique. Il rencontrait l'opposition de la Montagne qui soutint que le véritable but du projet était la destruction de l'Université. La liberté de l'enseignement n'était qu'un prétexte et ce que voulait en réalité constituer le Gouvernement, était un monopole au profit du Clergé.

Victor-Hugo soutint cette thèse et réclama l'instruction gratuite et obligatoire à tous les degrés. « Partout où il y a un esprit, dit-il, partout où il y a un champ, qu'il y ait un livre. Pas une commune sans une école. » Mais il ajoutait qu'il ne voulait pas que la direction en soit confiée au parti clérical.

Au scrutin qui eut lieu le 18 janvier, sur la question de savoir si on passerait à une seconde délibération sur le projet de loi organique de l'enseignement et qui fut adopté, MM. Dufournel et de Grammont votèrent pour et MM. Huguenin, Millotte, Signard et Versigny votèrent contre. Lelut était absent par congé.

Le *Journal de la Haute-Saône* commentait et se réjouissait du vote de la loi (26 janvier 1850). « La discussion, disait-il, a offert un spectacle plein d'intérêt, surtout par le rapprochement qu'elle a opéré entre les diverses fractions dont se compose la majorité parlementaire. Cette majorité dotera notre pays d'une loi de transaction qui pourra bien ne pas satisfaire également tout le monde, mais qui est la seule qui puisse pourvoir aux nécessités du moment, et conclure, sinon une paix éternelle, du moins une longue et heureuse alliance entre la religion et la philosophie, ces deux chastes filles du ciel qui ne sont point sorties du sein de Dieu pour se livrer une guerre éternelle, mais pour concourir ensemble au perfectionnement et au bonheur du genre humain. »

C'est le 15 mars que l'ensemble du projet fut adopté à une majorité de 399 bulletins blancs contre 237 bleus. Dufournel, de Grammont et Lelut votèrent seuls pour le projet.

*

* *

La Loi sur les Instituteurs primaires

Profitant des lenteurs apportées au vote de la loi Falloux, dont le projet avait été envoyé au Conseil d'Etat, M. de Parrieu avait proposé à l'Assemblée une loi contre les instituteurs communaux qu'on représenta comme les propagateurs des idées d'anarchie.

Cette loi, dont les dispositions furent reproduites dans la loi Falloux, fut votée le 11 janvier 1850 par 305 voix contre 223 et publiée par le *Moniteur* du 15 dans sa partie officielle. Elle plaçait spécialement, dans chaque département, l'instruction primaire sous la surveillance des Préfets.

Les instituteurs communaux devaient être nommés par le Comité d'arrondissement et choisis par lui, soit parmi les instituteurs laïques, soit parmi les instituteurs membres d'associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat.

Dans les cas prévus par l'article 23 de la loi du 28 juin 1833, le Préfet réprimande et suspend les instituteurs. Il peut, après avoir pris l'avis du Comité d'arrondissement, les révoquer, sous réserve, en cas de révocation, du pourvoi de l'instituteur révoqué devant le Ministre de l'Instruction publique en Conseil de l'Université.

La suspension est prononcée par le Préfet. Sa durée ne peut excéder 6 mois.

Les dispositions de la loi du 28 juin 1833 restent en vigueur en tout ce qui n'est pas contraire à la nouvelle loi.

Elle devait cesser d'avoir effet de plein droit 6 mois après sa promulgation.

Le Ministre de l'Instruction publique commenta la loi dans trois circulaires qu'il adressait aux Préfets, aux recteurs et aux instituteurs.

Aux premiers, il recommandait une intelligente sévérité contre les écarts. « Si la répression et la réprimande ne suffisent pas, ils devront avoir recours à la révocation. »

Le Ministre s'adressant aux recteurs leur déclarait que la loi, en attribuant transitoirement aux Préfets la haute surveillance sur l'instruction primaire, n'a pas voulu les éloigner de cette partie importante de l'éducation publique, et de plus « ils doivent surveiller les fonctionnaires de l'instruction secondaire qui ont pris une part active aux agitations politiques. »

Enfin, le Ministre disait aux instituteurs que la loi nouvelle, loin d'être une loi de vengeance et de proscription, n'atteindrait que les mauvais instituteurs et protégerait les bons.

De son côté, le Ministre de la Justice recommandait à ses Procureurs de ne pas hésiter à déférer devant les tribunaux les instituteurs qui auraient tenu des propos séditieux ou des discours contraires à la religion ou à la morale.

La loi sur les instituteurs primaires fut votée malgré les efforts passionnés de l'opposition. C'était une loi d'exception dont le but était de briser les idées de ce qu'on appelait l'ultra-démocratie, en donnant aux Préfets un pouvoir absolu qui permettait au Gouvernement de révoquer quiconque ne pensait pas comme lui.

Le *Journal de la Haute-Saône* (16 janvier 1850), reconnaissait, malgré le plaisir que lui causait le vote de la loi, que celle-ci était très sévère. « C'est à proprement parler une mise en état de siège des écoles primaires et comme l'ont reconnu plusieurs orateurs du côté droit, M. Molé en tête, si elle devait être permanente, elle serait intolérable. »

Les représentants de la Haute-Saône avaient pourtant voté en majorité contre cette loi, mais n'oublions pas que ces représentants étaient libéraux.

A voté pour : M. de Grammont.

Ont voté contre : MM. Huguenin, Millotte, Signard et Versigny.

Absent au moment du vote : M. Dufournel.

Absent par congé : M. Lélut.

La *Presse Grayloise* du 28 janvier disait à propos de la loi sur l'enseignement primaire :

« L'instruction primaire vient d'être spécialement placée sous la surveillance des Préfets pendant six mois; ils ont la nomination, le déplacement, la suspension, la révocation.

« Est-ce à dire pour cela que le coup qui frappe les instituteurs doive retomber sur l'instruction primaire elle-même ? Est-ce à dire qu'à cause de quelques lettres scandaleuses, il nous faudra retourner 20 ans en arrière, sous ce régime abrutissant où toute la science de l'instituteur consistait à inspirer aux enfants le

dégoût de l'étude et l'horreur de l'instruction, en les assujettissant, pendant de longues heures, à épeler le latin du syllabaire et du psautier, à déchiffrer les caractères gothiques de la civilité puérile et honnête, à calculer péniblement par livres, sous et deniers, proscrivant le système métrique comme l'un des fruits empoisonnés de la Révolution.

« La loi d'exception pourrait être une porte ouverte à toutes les tracasseries locales des ennemis de l'enseignement laïque, de l'enseignement des enfants par des pères de famille.

La Presse Grayloise a confiance dans la sage expérience des Préfets.

« Nous connaissons pour les instituteurs un noble moyen de répondre dignement aux calomnies dont on les poursuit encore, c'est d'accepter ce régime exceptionnel avec un dévouement exceptionnel. »

Le 2 janvier 1850, le Préfet de la Haute-Saône, M. Auguste Petetin, adressait une circulaire pour commenter la loi.

« Avant d'user de mes pouvoirs, avant d'accomplir ces devoirs qui peuvent devenir rigoureux, j'ai voulu m'en entretenir avec vous.....

..... Vous êtes citoyen, Monsieur l'Instituteur, vous en avez tous les droits, vous pouvez, vous devez les exercer tous et en toute liberté.

..... Toutefois, même dans l'exercice de ces

droits, vous devez vous imposer une réserve, une gravité que vous commande, dans toute votre conduite, la dignité de vos fonctions.

Cette dignité vous interdit de vous faire l'agent d'un parti, quel qu'il soit;

..... Vos opinions sont libres. Mais employer l'influence que vos fonctions vous donnent à la propagation de doctrines que la société repousse de toute sa puissance, comme hostiles à son existence même, ce serait une véritable forfaiture.

..... Ma conviction étant formée, je serais contraint de frapper ceux qui se seraient écartés de leurs devoirs. Si pénibles que doivent m'être ces rigueurs, je n'hésiterai pas. »

Malgré ces paroles, la répression ne tarda pas.

Par arrêtés de M. le Préfet de la Haute-Saône, en date du 5 février 1850, ont été révoqués de leurs fonctions :

1. Le sieur PETITJEAN, instituteur à Pennesières, pour cause de manifestation d'opinions hostiles au Gouvernement de la République et propagation de doctrines perverses, intrigues locales tendant à troubler la bonne harmonie entre les habitants.

2. Le sieur BARBIER, instituteur à Mont-le-Vernois, pour manifestation publique d'opinions politiques hostiles au Gouvernement, intrigues électorales, et pour négligence habituelle dans l'exercice de ses fonctions. (Il fut réintégré quelques temps après.)

Par arrêté du 20 mars, et de l'avis du comité supérieur de l'arrondissement de Lure, d'autres instituteurs furent révoqués pour intrigues électorales et propagations de doctrines anarchiques.

Des arrêtés des 12 et 13 avril prononcèrent également d'autres révocations et suspensions.

*
* *

La Loi électorale du 31 mai 1850

Au cours d'une réunion de la majorité de l'Assemblée, le 30 avril 1850, les Représentants tombèrent d'accord sur la nécessité d'une nouvelle loi électorale destinée à réorganiser le suffrage universel et à modifier principalement les dispositions relatives à l'âge, à la résidence, au vote et à la constatation du domicile telles qu'elles étaient fixées par ce que la droite appelait « la législation révolutionnaire de 48 ».

En réalité, cette réforme avait pour but, en retirant le droit de vote à un grand nombre d'électeurs, de favoriser l'arrivée à l'Assemblée des Députés du parti de l'ordre et d'empêcher au contraire l'élection de ceux qui étaient les plus sincères partisans et les plus zélés défenseurs de la République. Cette réforme était désirée par la majorité de l'Assemblée et par le Gouvernement.

Le soin de préparer les modifications à apporter à la loi fut confié à une commission de 16 membres

pris dans toutes les fractions de la majorité, mais en majorité dans le parti de l'ordre, et dont la plupart avaient des opinions antilibérales.

Dès la nomination de cette commission, le parti de la démocratie socialiste protesta violemment en disant que c'était un attentat contre le pacte fondamental de la République.

Dans un article du 8 mai 1850, le *Journal de la Haute-Saône* examinant la question déclare que rien ne s'oppose à ce que légalement la question soit examinée et ce que l'autorité législative a fait, l'autorité législative peut le défaire. Mais est-il opportun de modifier la loi, étant donné les résultats qu'elle a donnés ? « Laissons, dit le *Journal de la Haute-Saône*, la parole à M. de Lamartine (il était hostile à la loi), qui a le premier prononcé le mot de République et qui, nécessairement, désire plus que personne la conservation de son œuvre. » Lamartine disait (le Passé, le Présent et l'Avenir de la République) : « Si nous énumérions les cent ou les mille conditions d'une bonne élection, vous verriez ainsi, de suite, qu'il n'y en a pas une sur mille qui ne soit anéantie, déçue, trompée, bafouée par le scrutin de liste. Celui qui a jeté ce germe de confusion, de déception, d'immoralité et de mort dans ce seul article de la loi électorale et de la Constitution, a détruit par ce seul mot toute la vertu de la République, toute la possibilité de vie pour la démocratie... Le hasard pour gouvernement,

quand ce n'est pas l'intrigue, voilà le résultat infail-
lible du suffrage universel par scrutin de liste. »

Et plus loin, Lamartine disait : « Le suffrage uni-
versel n'est pas le suffrage des premiers venus, c'est le
suffrage des citoyens. La loi future devra leur deman-
der des garanties morales ; une certaine instruction
générale, savoir lire et écrire, avoir un domicile. »

La Commission instituée pour examiner le mode
de révision de la loi électorale se réunit le 4 mai. Ses
décisions furent réunies dans un projet qui fut pré-
senté par le Ministre de l'Intérieur et communiqué à
l'Assemblée le 8 mai.

Ce projet, composé de 11 articles, comprenait trois
dispositions principales pour l'électorat :

a) Au lieu d'une résidence de 6 mois, le projet pré-
voyait un domicile de 3 ans constaté par l'inscription
au rôle de la taxe personnelle ou celui de la prestation
en nature ;

b) Le cercle des incapacités légales était étendu et
comprenait les condamnés pour vol, escroquerie,
abus de confiance, etc... ;

c) Les votes des électeurs militaires étaient recueil-
lis et envoyés au chef-lieu de département pour être
confondus dans les différentes sections électorales
avec les bulletins des autres électeurs.

Le Ministre demanda l'urgence. De son côté, la
Montagne demanda la question préalable qui fut re-

poussée au scrutin public par 454 voix contre 197. La prise en considération de l'urgence fut votée à une majorité de plus des deux tiers de l'Assemblée. Le *Journal de la Haute-Saône* s'en réjouit (15 mai 1850), car notre loi électorale du 15 mars 1849 « doit être pour les hommes d'ordre un moyen de protection, de défense, et non pour les anarchistes une arme agressive, menaçante, toujours levée contre la sécurité publique. » Et le journal défend les dispositions nouvelles introduites dans la loi par le projet en discussion devant l'Assemblée.

Les principes fondamentaux de la loi électorale sont maintenus, mais il y a des modifications de détail à introduire :

« La loi de mars 1849 ne demande à un citoyen que 6 mois de résidence dans une commune pour être autorisé à exercer son droit électoral. Le projet exige un domicile de 3 années et il a raison. Il ne faut pas un temps moindre à un homme, même intelligent et moral, pour connaître l'esprit ainsi que les intérêts, quelquefois fort compliqués, d'une localité, et devenir capable de choisir avec discernement, pour lui confier le mandat de le représenter, le candidat le plus apte à les déposer, à les défendre, à les faire prévaloir au besoin. Ceci a d'autant plus d'importance que ce même homme peut se mettre sur les rangs, pour la représentation nationale, solliciter les suffrages de ses compatriotes et les obtenir.

« La crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse, dit le psalmiste ; on peut en dire autant en ce qui concerne l'Assemblée Législative, de la crainte du socialisme. »

La loi électorale fut vivement critiquée par le *Journal démocrate franc-comtois* qui se publiait à Besançon et qui était répandu dans la Haute-Saône comme l'organe de la démocratie et du socialisme. « La Constitution, disait-il, est précise, formelle, et impérative. Dans son article 1^{er}, elle dit : « La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français. Le suffrage est direct et universel. En présence de cette Constitution, jurée solennellement il y a 16 mois à peine, on présente une loi qui dépouille audacieusement de leur droit électoral plusieurs milliers de Français, qui enlève au suffrage son universalité, qui renverse le principe inaliénable et imprescriptible de la souveraineté du peuple. »

Le *Démocrate franc-comtois*, après avoir publié le travail du *National*, duquel il ressortissait que la nouvelle loi devait éliminer des listes électorales 4 millions 800.000 citoyens, se livre à ce travail en ce qui concerne la Franche-Comté. La Haute-Saône comptait 98.904 électeurs, dont 77.271 sont inscrits au rôle de la taxe personnelle. Dans ces conditions, 21.633 citoyens étaient dépouillés, dans le département, du droit d'entrer dans les collèges électoraux.

Pendant ce temps, la loi était discutée à la Chambre

et la presse de province suivait attentivement les débats. Le *Journal de la Haute-Saône* qui appuyait la réforme, ne manquait jamais de critiquer le parti de la Montagne. Victor-Hugo, le 20 mai, montait à la tribune pour combattre le projet et le *Journal de la Haute-Saône*, rapportait les paroles du tribun montagnard qui, avec un luxe d'antithèses, développait son argumentation. Il vantait le suffrage universel et montrait « l'ouvrier qui entre au scrutin avec le front triste du prolétaire et en sort avec le front majestueux du souverain. » Si la loi est votée, disait-il encore, la loi sera sans effet, car la réaction usera ses petits ongles sur le granit du suffrage universel. »

Montalembert voulait la réforme, parce qu'elle permettait de lutter contre les progrès du socialisme, contre lequel il voulait entreprendre « une campagne comme l'expédition de Rome ». Relevant dans le journal socialiste *La Voix du Peuple*, du 6 mai 1850, ce passage : « De la réforme électorale est sortie la République, de même, du suffrage universel doit, tôt ou tard, naître la réforme sociale », il s'écriait : « S'il en est ainsi, je n'hésite pas à dire que le suffrage universel doit être modifié. »

Thiers voulait, lui aussi, la réforme qui devait écarter « la vile multitude qui a perdu toutes les républiques. »

Le 23 mai, après une âpre discussion entre Victor Hugo et Montalembert, l'Assemblée, à la majorité de

462 bulletins blancs contre 227 bleus, décidait de passer au vote des articles du projet de loi.

Si la discussion de la loi soulevait, dans l'Assemblée, des orages et des tempêtes, au dehors, le calme régnait tant à Paris qu'en province, et le *Journal de la Haute-Saône* constatant le fait ne s'en étonne pas, car, disait-il : « Quels grands et puissants intérêts sociaux auraient armé les uns contre les autres, les citoyens d'un même Etat, les membres d'une même famille ?... »

« Aurait-ce été pour que le Chourineur, le Maître d'école, Couche-tout-nu, le Squelette et autres escarpes si tendrement affectionnés et si moralement glorifiés par M. Eugène Sue, conservassent, avec leur droit de souveraineté, celui de disposer des destinées de la France, que des hommes de bien, mais trompés par des suggestions perfides, se seraient égorgés, assassinés et massacrés les uns les autres ? »

Une dépêche du Ministre de l'Intérieur aux Préfets faisait connaître à Vesoul, le 29 mai, que tous les amendements sur l'article 3 avaient été rejetés et que l'article avait été voté à la majorité de 410 voix contre 278.

Voici le texte de l'article, un des plus importants de la nouvelle loi :

L'article 2 disait que la liste électorale comprenait :
1° Tous les Français âgés de 21 ans accomplis, jouissant de leurs droits civils ou politiques, actuellement

domiciliés dans la commune et qui ont leur domicile dans la commune ou dans le canton depuis trois ans au moins.

L'article 3 disait :

« Le domicile électoral sera constaté :

1° Par l'inscription au rôle de la taxe personnelle, ou par l'inscription personnelle au rôle de la prestation en nature pour les chemins vicinaux;

2° Par la déclaration des pères et mères domiciliés depuis trois ans, en ce qui concerne les fils majeurs vivant dans la maison paternelle, et qui, par application de l'article 12 de la loi du 21 avril 1832, n'ont pas été portés au rôle de la contribution personnelle;

3° Par la déclaration des maîtres ou patrons, en ce qui concerne les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez eux, lorsque ceux-ci demeurent dans la même maison que leurs maîtres ou patrons ou dans les bâtiments d'exploitation. »

L'ensemble du projet de loi mis aux voix le 31 mai, était adopté par 433 bulletins blancs contre 241 bulletins bleus, soit à une majorité de 192 voix.

Le projet avait été combattu dans la Haute-Saône par Dufournel, Huguenin, Millotte, Versigny, et défendu par de Grammont et Lélut. Signard était absent par congé.

Il y avait donc lieu, en exécution de la loi du

31 mai, de refaire entièrement les listes électorales établies en vertu de la législation précédente.

Pour guider les Maires dans ce travail, le Préfet de la Haute-Saône leur adressa une instruction où se trouvaient clairement expliquées toutes les dispositions de la loi nouvelle.

La liste devait être terminée, dans chaque département, le 8 juillet, et publiée le 9. A cette date s'ouvraient les délais fixés tant pour les décisions de la commission municipale sur les réclamations présentées que pour l'appel devant le Juge de paix. Cela conduisait au 14 août. La clôture des listes aurait lieu le 9 septembre et entre ces deux dates pourrait s'exercer le recours en cassation prévu par l'article 12 de la loi du 15 mars 1849.

Le 27 décembre 1850, le Préfet envoyait une nouvelle instruction rappelant toutes les prescriptions de la loi en ce qui concerne la révision des listes électorales avec le résumé succinct des opérations et les dates auxquelles elles devaient être accomplies.

Les résultats de la loi du 31 mai, au point de vue du nombre des électeurs, furent les suivants, d'après les renseignements communiqués par le Ministre de l'Intérieur à la Commission d'initiative parlementaire chargée de l'examen des propositions relatives à l'abrogation ou à la modification de la loi du 31 mai 1850.

Electeurs inscrits au 31 mars 1850, dans les 86

départements en vertu de la loi du 15 mars 1849	9.618.057
---	-----------

Electeurs inscrits sur les listes en vertu de la loi du 31 mai.....	6.809.281
---	-----------

Différence en moins.....	2.808.776
--------------------------	-----------

(*Journal de la Haute-Saône*, 1^{er} mars 1851, 2/1.)

Le *Journal de la Haute-Saône* concluait (7 juin 1851) :

« Il est possible que, par des prescriptions un peu trop rigoureuses, la loi du 31 mai 1850 ait retiré le droit d'élire à des hommes qui n'en auraient fait usage que dans l'intérêt du bien public, et la faculté d'être élus à des citoyens très dignes de prendre place sur les banquettes du Palais-Bourbon. Ce double fait, nous le tenons même pour certain. »

Dans la séance du 4 juin, M. Millotte, représentant de la Haute-Saône et trois autres représentants déposèrent des pétitions à l'Assemblée pour l'abrogation de la loi du 31 mai.

LA REVISION DE LA CONSTITUTION

La campagne pour la Révision

Les Pétitions

Le vote négatif à l'Assemblée nationale

Nouvelle campagne

Vœux du Conseil général et des Conseils
d'arrondissement

Jusqu'alors, la question des pouvoirs de Louis-Napoléon n'avait fait l'objet que de discussions et d'échanges de vues entre monarchistes et libéraux sans que ces controverses se soient fixées à l'occasion d'un fait précis. On a vu qu'au cours des vacances parlementaires, alors que la Chambre s'était séparée en laissant à une commission de 25 membres le soin de la prolonger, des critiques parfois violentes avaient été formulées contre le Président de la République à l'occasion notamment des voyages qu'il faisait à travers la France. A ces attaques, on répondait que Louis-Napoléon ne se souciait pas de faire un coup d'Etat et qu'il fallait faire confiance à son serment de respecter la Constitution.

C'est alors que se posa la question de la modification de cette Constitution. La constitution de Novembre 48 avait posé en principe que tout pouvoir émanait du peuple et elle proclamait la souveraineté populaire. Elaborée dans le but d'entraver tout pouvoir personnel pouvant dégénérer en dictature, elle avait créé deux autorités rivales, également fortes, puisqu'émanant au même titre de la souveraineté populaire. La direction des affaires ne pouvait se pour-

suivre qu'avec leur accord et un défaut d'entente entre le Président et la Chambre devait paralyser toute action.

La Chambre était renouvelée tous les trois ans et le Président de la République devait être remplacé tous les quatre ans, sans qu'il puisse être réélu avant une nouvelle période de quatre années. Les adversaires de la Constitution reprochaient à celle-ci de ne réunir aucun élément de fixité et de renfermer des germes de discorde, voire même de révolution, mais lorsqu'ils en demandaient la révision, c'était avec le dessein d'obtenir une prolongation des pouvoirs du Président de la République fixés à quatre ans.

La révision de la Constitution était demandée par une grande partie de l'opinion publique et dans la Haute-Saône notamment, des pétitions nombreuses circulaient dans les communes.

Dans sa session d'août 1850, le Conseil général de la Haute-Saône avait déjà délibéré sur la question.

Une proposition dans le sens de la révision fut signée par 15 membres du Conseil général.

La question posée au Conseil donna lieu à une discussion assez vive.

Certains conseillers pensaient que la loi de 1833 organique des Conseils généraux, interdisait à ces assemblées de s'immiscer dans les questions politiques. Comme on leur répondait qu'il s'agissait d'un vœu et non d'une délibération sur une question poli-

tique, le principe du vœu fut adopté. Le projet suivant leur était soumis :

« Le Conseil général de la Haute-Saône exprime le vœu qu'en présence des éventualités de l'avenir, l'Assemblée Nationale soit fermement unie; que l'harmonie ne cesse de régner entre les pouvoirs de l'Etat, pour qu'il soit procédé, *conformément* à la loi, à la révision de la Constitution. »

Un membre du Conseil général, membre également de l'Assemblée Nationale, repoussa la rédaction. « Des circonstances peuvent survenir qui empêchent la *révision légale*, telle que vous la souhaitez, telle que je la souhaite avec vous; que me resterait-il à faire ? « Nous ne serons pas embarrassés pour vous répondre » lui dit-on.

Mais il se trouvait au sein du Conseil général des membres qui insistèrent pour que fut maintenue dans le vœu la mention « *conformément à la loi* ». « La révision de la Constitution doit avoir lieu conformément aux règles prescrites par cette Constitution. »

« Savez-vous ce qui agite le pays ? Ce sont les craintes de coups d'Etat dont on le menace trop souvent; coups d'Etat qui deviendraient plus faciles si la révision de la Constitution était réclamée purement et simplement par les Conseils généraux, sans y ajouter que la loi serait toujours respectée pour parvenir à cette révision. »

La rédaction ci-dessus de la Commission fut adoptée à l'unanimité, moins une voix (27 voix sur 28).

Le 4 mai 1851, un manifeste révisionniste paraissait à Vesoul, signé du maire de la ville et de 31 habitants. Les signataires du manifeste exposaient les dangers que ferait courir à l'ordre et à la paix publics le renouvellement de tous les pouvoirs élus en 1852, car dans le même mois devaient se faire les élections pour renouveler le Président de la République, l'Assemblée Nationale, les Conseils généraux, les Conseils cantonaux, les Conseils municipaux.

Quel était donc ce danger aux yeux des partisans de la révision ? le socialisme, qui, d'après eux, devait ruiner l'ordre, la propriété, la religion, la paix publique, aussi bien le socialisme des phalanstériens et de Cabet que celui de Louis Blanc, ou celui de Blanqui et des terroristes. « Ajoutez, disait le manifeste, qu'outre la guerre civile, la guerre étrangère peut survenir » et le manifeste se terminait par un appel aux modérés en faveur d'une révision de la Constitution.

Le *Journal de la Haute-Saône* appuyait de toutes ses forces la campagne menée en faveur de la révision de la Constitution. Le seul but important qu'il cherchait à réaliser était la prorogation des pouvoirs du Président et il présentait la réforme comme ayant pour objet moins de renforcer l'autorité du Président que de lutter contre le socialisme, « anéantissement de la civilisation, de la société et retour à la barba-

rie », le socialisme qui, pour arriver à ses fins, emploierait « le plomb, le fer et le feu ».

Et les pétitions se couvraient de signatures dans la Haute-Saône. Dans certaines communes, elles réunissaient la totalité des électeurs.

Dans la *Presse Grayloise* du 15 mars 1851, on lisait sous la signature de Jules Pautet, l'article suivant, où on demandait la révision de la Constitution :

« La Constitution jalouse et défiante de 1848, née, dit-on de la liberté, met des entraves à l'indépendance de nos votes. Elle a peur de voir un pouvoir durer plus de quatre années, comme si quatre années pouvaient suffire à ramener le calme au sein d'une nation fatiguée par tant d'orages.

On ne devra pas tarder à faire la révision, afin que si la réforme, et c'est à coup sûr le vœu de l'immense majorité des Français, consiste entre autres choses à rendre le Président actuel rééligible, cette modification si hautement demandée intervienne avant l'expiration des pouvoirs de Louis-Napoléon pour être libre de continuer sa haute position à celui qui en a si bien et si noblement usé, si tel est le vœu de la France. »

Deux pétitions étaient déposées à la Mairie de Gray : l'une sous forme de lettre aux habitants, l'autre publiée comme manifeste au commerce. En voici le texte :

« Habitants de Gray,
Mes chers Concitoyens,

Le Conseil général, mû par un sentiment d'intérêt public et en vue de conjurer toutes les crises politiques dont les effets sont si désastreux pour toutes les classes de la société, a, dans sa session de l'année dernière, formulé de la manière suivante l'espoir de voir réviser la Constitution :

« Le Conseil général de la Haute-Saône exprime le vœu qu'en présence des éventualités de l'avenir, l'Assemblée Nationale soit fermement unie, que l'harmonie ne cesse de régner entre les pouvoirs de l'Etat pour qu'il soit procédé, conformément à la loi, à la révision de la Constitution. »

C'est pour arriver à ce résultat qu'une pétition déjà signée par un grand nombre de citoyens et par 20 membres du Conseil municipal, individuellement, a été rédigée à l'Assemblée Nationale, dans les termes ci-après :

« Messieurs les Représentants,

Le Conseil général de la Haute-Saône appréciant dès le mois d'août dernier, comme la plupart des Conseils généraux, les immenses dangers de 1852, exprimait, à l'unanimité moins une seule voix (27 voix sur 28 cantons) un vœu formel pour la révision de la Constitution :

« Le moment de réaliser ce grand acte de salut

public approche et nous venons tous, par une manifestation éclatante, unanime aussi de l'opinion modérée, nous associer au vœu de notre Conseil général, à la prévoyante sollicitude des représentants de nos cantons, qui ont si bien compris les intérêts confiés à leur garde. Désormais, il n'y a plus de doute possible sur la nécessité d'accomplir ce vœu sans retard, si l'on veut tirer le pays de l'inquiétude qui commence à paralyser les affaires et qui les conduirait avant quelques mois à une ruine assurée.

« L'Assemblée Nationale et le Gouvernement, unis par une pensée commune, ont déjà plusieurs fois sauvé la France des tentatives de l'anarchie. Qu'ils en soient loués et remerciés ensemble : ils ont bien mérité de la Patrie et l'équitable Histoire leur en tiendra compte.

« Aujourd'hui, en vous apportant le témoignage de la reconnaissance publique pour ces glorieux services, nous venons vous en demander de nouveaux. Nous venons vous signaler les dangers plus grands, plus imminents, plus certains qu'aucun de ceux dont nous ayons eu à courir les hasards. Nous vous supplions respectueusement, comme notre Conseil général, de songer que, « en présence des éventualités de l'avenir, il importe que l'Assemblée Nationale soit fermement unie, que l'harmonie ne cesse de régner entre les pouvoirs de l'Etat », pour parvenir à sauver le pays.

« Pleins d'espoir dans vos lumières, dans votre

expérience, dans votre patriotisme, et dans votre initiative, nous nous en remettons, avec la plus entière confiance, à votre sagesse pour arriver, par une prompte révision de la Constitution, à préserver la France des horreurs de la guerre civile et des dangereux projets du socialisme. »

« Cette pétition est présentement déposée à la mairie de Gray et je viens vous engager, chers Concitoyens, à la revêtir de vos signatures; ce sera faire acte de bon citoyen, consolider l'avenir de notre belle patrie, et assurer le travail pour tous. »

Le Maire de Gray, A. REVON. »

Il faut reproduire également le manifeste suivant :

Manifeste du commerce de Gray aux populations laborieuses de la Haute-Saône

« Le département de la Haute-Saône, dont les intérêts agricoles industriels et commerciaux sont déjà atteints, sinon compromis, par le légitime et universel effroi qu'inspire la crise de 1852, ne pouvait tarder plus longtemps à joindre sa voix à ce concert de plaintes et de supplications qui, de tous les points de la France, s'élève jusqu'à la Tribune de l'Assemblée Nationale. »

« Mais il ne faut pas dénaturer la portée de l'expression « révision de la Constitution ». »

« Pour celui-ci, la révision de la Constitution signi-

fié monarchie légitime et de droit divin; pour celui-là triomphe de la démagogie et dictature socialiste.

« Placé dans la sphère positive des intérêts et des faits, le commerce n'entend rien aux arguties et aux subtilités de ces théoriciens du droit qui envisagent une situation politique comme une thèse d'école; ce qu'il demande, ce qu'il a le droit de demander, tant en son nom personnel qu'en celui de la production agricole et manufacturière, dont il est l'intermédiaire naturel et indispensable, c'est une solution pratique, promptement et aisément réalisable, qui n'entraîne avec soi ni bouleversement, ni lutte, ni agitation stérile.

« De toutes les combinaisons qui se partagent, à l'heure qu'il est, l'attention publique, il n'en est qu'une seule qui présente ces caractères, que nous considérons comme l'indice d'un succès actuel, immédiat. Nous voulons, naturellement, parler de la prolongation des pouvoirs du Président de la République, de Louis-Napoléon, qui a consacré, depuis trois ans, à la cause de l'ordre et de la société audacieusement attaqués la triple force d'un grand nom, d'un grand cœur et d'un esprit ferme et résolu.

Cette combinaison est celle des hommes pratiques; c'est celle qu'au nom de leurs intérêts les plus chers, il recommande à l'intelligente sympathie des industriels habitants de la Haute-Saône.

Gray, 14 mai 1851. REVON, *Banquier, Maire.* »

Le *Journal de la Haute-Saône*, qui rapporte ce manifeste, déclare que les dangers que feront courir à la société les élections de 52, si une révision de la Constitution n'a pas lieu, ont déjà eu une répercussion sur le commerce et que la place de Gray « qui est surtout l'entrepôt des céréales et des produits industriels de la Haute-Saône commence à ressentir vivement les effets désastreux de la crise ».

Le 23 mai, soit à Vesoul, soit à Gray, on avait reçu les pétitions de 219 communes de la Haute-Saône pour la révision de la Constitution, pétitions représentant 16 à 17.000 adhésions.

Le 27 mai, la pétition avait recueilli à Vesoul 503 signatures; dans l'arrondissement de Gray 10.666 signatures se décomposant ainsi :

Canton d'Autrey.....	1214
— de Champlitte.....	1683
— de Dampierre.....	2131
— de Fresne-Saint-Mamès.....	1043
— de Gray.....	1910
— de Gy.....	868
— de Marnay.....	791
— de Pesmes.....	1026
Total.....	10666

Le 1^{er} juin, le département de la Haute-Saône avait fait déposer sur la tribune les pétitions de 419 com-

munes portant 32.000 signatures; il se trouvait à la tête des départements pétitionnistes, mais après cette date, il semble que le mouvement révisionniste se soit ralenti.

Tous ceux qui signaient les pétitions ne cherchaient pas à atteindre le même but. Le plus proche, c'est entendu, était la révision de la Constitution, mais le but lointain poursuivi variait avec les partis. Pour certains, tout d'abord il n'était pas besoin d'une révision totale de la Constitution. C'était ceux qui désiraient une prorogation des pouvoirs de Louis-Napoléon; d'autres, les chefs du parti légitimiste étaient disposés à voter la révision de la Constitution à condition qu'elle soit totale et qu'on remit en question le régime à donner à la France, « Monarchie ou République. »

Le *Journal de la Haute-Saône* examinant la question, ne veut pas se prononcer, mais on devine que dans le fond de sa pensée, il n'est pas hostile à cette dernière solution, au contraire. « Est-ce à dire qu'une nation qui aura été déclarée souveraine, et qui aura passé, dans un jour de surprise, involontairement de la Monarchie à la République, n'aura pas le droit, lorsqu'elle s'apercevra de la situation, de revenir par un acte de sa volonté libre, cette fois, de la République à la Monarchie ? »

« Faut-il conclure que la France doit retourner de la République dont on l'a gratifiée à la Monar-

chie que l'on a bannie de chez elle ? On concluera ce que l'on voudra sur ce point.» (*J. H. S.* 21 juin 51 1/2.)

Le but des pétitions, l'esprit dans lequel elles étaient rédigées et signées, était précisé de la manière suivante :

« La pétition ayant pour but de demander la révision de la Constitution a obtenu un nombre considérable de signataires dans notre département. Dans l'esprit de la très grande majorité des signataires, cette pétition tendait à l'abrogation de l'article 45, quoiqu'elle ne s'expliquât pas plus spécialement sur cet article que sur d'autres. Néanmoins, pour dissiper toute inexactitude, une nouvelle pétition demandant formellement l'abrogation de l'article 45, afin de rendre possible la prolongation des pouvoirs du Président Louis-Napoléon, comme témoignage de reconnaissance, a été signée dans les communes du département. 56 de ces communes ont adressé leurs pétitions à la mairie de Gray pour être envoyées à l'Assemblée législative. Ces pétitions adressées à M. Lélut, l'un des représentants de la Haute-Saône, pour être déposées à la Chambre, comprenaient 4.184 signatures. » (*P. G.* 28 juin 51).

Le 7 juin, il a été constaté dans les bureaux de l'Assemblée Nationale, que le département de la Haute-Saône a adressé 505 pétitions couvertes de 34.974 signatures. Le département comptant 583 communes, 78 seulement n'ont pas fait de pétitions.

Les ultra-démocrates pétitionnèrent, de leur côté, en faveur du maintien de la Constitution.

M. de Tocqueville, au nom de la commission chargée de l'examen des propositions demandant que la Constitution soit révisée, déposa un rapport favorable à la révision. Il résumait les deux critiques principales faites à la Constitution : le mode des élections à l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire le scrutin de liste, la rivalité des deux pouvoirs de l'Etat : le Président et l'Assemblée issus tous deux de la représentation nationale et condamnés à une lutte perpétuelle.

La discussion des propositions relatives à la révision de la Constitution commença à l'Assemblée dans sa séance du 14 juillet, après une courte allocution de M. Dupuis, président, invitant ses collègues à traiter la question avec calme, avec dignité en face du pays qui les regardait, les écoutait et les jugerait. La discussion se prolongea jusqu'au 19 juillet, après l'intervention à la tribune d'un grand nombre d'orateurs, parmi lesquels on peut citer Berryer, Grévy, Odilon Barrot et Victor Hugo qui parla contre la révision et qui soutint entre autres arguments, cette thèse qu'on ne pouvait procéder à une révision légale de la Constitution sous le régime de la loi du 31 mai qui a mutilé le suffrage universel et sous celui des lois contre les associations, les réunions et la presse.

On vota sur le texte proposé par la Commission :
« L'Assemblée, vu l'article III de la Constitution, émet

le vœu que la Constitution soit révisée en totalité, conformément audit article. »

Le vote devait avoir lieu à la majorité des $\frac{3}{4}$ des voix. Il eut lieu au scrutin public. Le nombre des votants était 724, la majorité constitutionnelle 543. Il y eut 446 bulletins blancs pour l'adoption et 278 bulletins bleus. L'Assemblée n'avait pas adopté. Les représentants de la Haute-Saône votèrent de la façon suivante :

Pour la révision : De Grammont et Lélut.

Contre la révision : Dufournel, Huguenin, Milotte, Signard, Versigny.

Le *Journal de la Haute-Saône* commentant l'élection du 19 juillet, tout en ne cachant pas ses craintes pour l'avenir, déclare qu'il n'y a pas lieu de s'étonner de l'échec. « Nous n'espérons point que la révision put être enlevée dès la première attaque... Nous avons toujours pensé qu'il faudrait en livrer une seconde et peut-être une troisième. »

Et la *Presse Grayloise* de dire :

« 446 voix ont voté la révision, 278 contre. Conformément à la Constitution, la révision a été repoussée. »

« Dans un pays où, comme en France, on est habitué à s'incliner devant le vœu des majorités, le rejet de la révision, malgré une majorité de 168 voix, est un fait si grave, quoiqu'il soit constitutionnel, que

nous nous abstenons de toute réflexion. Ces chiffres ont leur éloquence. »

« D'ailleurs nous devons nous incliner devant la Constitution. »

« Mais que les départements n'oublient pas qu'en vertu de cette même Constitution, la nécessité d'une révision peut être de nouveau discutée dans trois mois. »

« C'est surtout aux Conseils généraux, dont la session va commencer, que nous adressons cet avertissement.. »

Cet avertissement fut entendu par les Conseils généraux et les Conseils d'arrondissement qui é mirent à nouveau des vœux en faveur de la révision.

Il fut repris dans la session d'août 1851 par le Conseil général de la Haute-Saône.

La première Commission proposa au Conseil d'émettre le vœu suivant :

« Appelé par sa mission à veiller à tous les intérêts moraux et matériels du pays, le Conseil général a vu avec satisfaction le vœu émis à sa dernière session consacré par la manifestation solennelle et spontanée des populations de la Haute-Saône et par le vœu unanime des trois Conseils d'arrondissement.

« Organe des préoccupations du pays qui augmentent à mesure que se rapproche une époque fatale, le Conseil général croirait manquer au plus impé-

rieux de ses devoirs s'il n'élevait la voix pour dire encore une fois à l'Assemblée Nationale, avec toute la force de sa conviction : le salut du pays est dans la révision de la Constitution de 1848. »

On objecta l'illégalité de ce vœu :

« Nous n'avons pas le droit, nous, Conseil général, nous Assemblée administrative, d'émettre un vœu tout politique, politique par sa nature, politique par la discussion qui doit le précéder. Le texte de l'article 14 de la loi de 1833 est formel : il nous interdit les discussions politiques.

On se demanda ensuite si le vœu était opportun :

« Voulez-vous changer le caractère temporaire du pouvoir exécutif ? Voulez-vous un pouvoir viager, un pouvoir héréditaire ? Mais s'il en est ainsi, ce n'est pas la révision de la Constitution que vous demandez, c'est la destruction de la forme républicaine. »

La révision tend « à fonder je ne sais quelle impossible République entourée d'institutions monarchiques. »

Un autre membre ajoutait :

« L'année dernière, vous avez demandé la révision suivant les formes légales; je ne trouve plus ces expressions dans le projet qui vous est présenté cette année. Cette omission voudrait-elle dire que vous accepterez une révision inconstitutionnelle, un coup

d'Etat et, par suite, l'anarchie et la guerre civile : je ne puis le penser. »

« L'immense majorité des partisans de la révision est composée de légitimistes, d'orléanistes, d'élyséens, et la plupart ne s'en cachent pas ; je sais que dans ce camp on n'est pas d'accord sur le chef à se donner, mais on veut substituer une couronne à une république. »

Ces objections ne rallièrent pas la grande majorité des conseillers généraux.

Par 25 voix sur 27, on décida qu'un vœu favorable à la révision de la Constitution serait émis.

Par 25 voix sur 28, on adopta la rédaction ci-dessus de la commission.

Lorsqu'on examine les réponses aux vœux formulés par le Conseil général, on trouve dans le rapport du Préfet à la session du Conseil général de 1852, en face du vœu pour la révision de la constitution la réponse suivante :

« L'Assemblée législative n'a pas accueilli ce vœu, qui a été formé par la presque unanimité des Conseils généraux ; mais il a été entendu par le Prince-Président de la République et l'acte providentiel du 2 décembre a sauvé la France. »

Le Conseil d'arrondissement de Vesoul, dans sa session de 1851, demande lui aussi la révision de la constitution.

« Le Conseil se rappelant que dans une récente et mémorable discussion à la Chambre des représentants, on a beaucoup parlé de l'intervention illégale de l'autorité administrative, dans le pétionnement demandant la révision de la Constitution, de la pression qu'auraient exercée sur l'opinion publique les fonctionnaires de tous les degrés, croit qu'il est de son devoir de déclarer, et déclare unanimement que la solennelle manifestation qui a eu lieu dans la Haute-Saône en faveur de la revision de la Constitution, a été toute spontanée et que nulle part l'autorité n'est intervenue de manière à faire suspecter le caractère du pétitionnement; que ce grand mouvement de l'opinion publique, qu'on s'est efforcé d'annuler en le représentant comme le résultat d'influences illégales doit conserver toute la valeur qui s'attache naturellement à l'expression des vœux de plus de 40.000 citoyens formant plus de la moitié du corps électoral de la Haute-Saône. »

Le Conseil, à la majorité de 8 voix contre 1 émet le vœu que la constitution soit révisée le plus tôt possible.

Le Conseil d'arrondissement de Gray émit le vœu suivant :

« Le Conseil émet le vœu que, frappé de l'incertitude qui règne dans tous les esprits, du besoin de repos et de stabilité qui se manifeste de toutes parts,

et que tous les intérêts réclament, à l'unanimité, fait des vœux pour la révision légale de la constitution et saisit avec empressement cette circonstance pour protester (au moins en ce qui concerne le département) contre les affirmations qui ont été faites sur la pression de l'administration, pour obtenir les milliers de signatures qui couvriraient les pétitions adressées à l'Assemblée nationale pour cette révision. »

Le Conseil d'arrondissement de Lure adopta la même ligne de conduite :

« Le Conseil constate avec la plus vive satisfaction la tranquillité qui règne dans l'arrondissement de Lure et les tendances toujours plus marquées des populations vers l'ordre et le travail. Les seules préoccupations qui agitent les esprits se rapportent à la situation critique dans laquelle le pays va se trouver placé en 1852, par le fait même de la Constitution qui nous régit. L'arrondissement de Lure a formellement exprimé son opinion à cet égard dans le pétitionnement légal et régulier pour la révision de la constitution et particulièrement pour la révision de l'article 45. »

LA REVISION DE LA LOI ÉLECTORALE

Vacances de l'Assemblée (août 1851)

Crise ministérielle

La révision de la loi électorale du 31 mai

La Chambre, comme chaque année, se sépara pendant les vacances, après avoir choisi dans son sein les 25 membres de la Commission permanente, qui furent pris sur la liste des trois grandes fractions modérées. Le 9 août, la Chambre s'ajourna au 4 novembre.

A la suite de cet ajournement, le parti montagnard rédigea un manifeste où il exposait ses lutttes, ses défaites, ses victoires puis ses critiques contre la législature passée : l'expédition contre Rome, véritable violation de la Constitution qui déclare que la République française n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple; la loi du 31 mai 1850 qui détruisit le suffrage universel. Il adressait de violentes attaques également contre Louis-Napoléon et ses voyages où son moindre souci était de s'enquérir des besoins de la population. Le manifeste soulignait toutefois avec joie le vote antirévulsionniste du 19 juillet. Il était revêtu de 93 signatures et de 20 adhésions parmi lesquelles celles de quatre représentants de la Haute-Saône : Huguenin, Millotte, Signard et Versigny.

Le Préfet, craignant des manifestations, prenait

le 12 août un arrêté aux termes duquel les réunions, sous forme de clubs, banquets, sociétés maçonniques et toutes autres réunions publiques ayant pour objet une manifestation quelconque d'opinion et qui n'auraient pas été préalablement autorisées par lui, étaient interdites dans toute l'étendue du département de la Haute-Saône.

Les propriétaires ou locataires de maisons qui auraient loué ou prêté les locaux pour ces réunions; les personnes qui les auraient provoquées ou dirigées, celles qui, sous quelque prétexte que ce soit, y auraient pris part, seraient poursuivies conformément aux lois.

C'est pendant les vacances de l'Assemblée Nationale qu'éclata le 14 une crise ministérielle. Le Conseil des Ministres s'était réuni à Saint-Cloud chez le Président et des difficultés naquirent à propos de la loi électorale du 31 mai. Certains membres du cabinet, dans un but de conciliation, proposèrent de présenter à l'Assemblée, dès son retour, un texte apportant des modifications notables à la loi électorale. Mais le Président se montra intransigeant et persista dans son idée de supprimer purement et simplement la loi. Cette détermination amena le cabinet à se retirer. La Commission permanente de l'Assemblée, convoquée extraordinairement entendit les explications du Ministre de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre qui lui expliquèrent les motifs de leur

retraite du cabinet. Avant la rentrée de l'Assemblée, le Conseil avait désiré s'entendre avec le Président sur les questions principales à soumettre à la Chambre. Le désaccord n'existait que sur la loi du 31 mai, mais il était si caractérisé qu'il avait entraîné la retraite du cabinet. La Commission estima qu'il n'y avait pas lieu de convoquer extraordinairement l'Assemblée.

Un désaccord très net existait donc entre, d'une part, le Président, et de l'autre, son cabinet et l'Assemblée.

Le *Journal de la Haute-Saône* commentait les événements qui avaient abouti à la crise ministérielle.

« C'est, disait-il (22 oct. 51), une rupture de l'alliance du pouvoir exécutif avec la majorité conservatrice. » Cette majorité a voté une loi qui réglemente et épure, sans le supprimer, le suffrage universel. « Rien d'étonnant, disait-il, à ce que la loi du 31 mai soit critiquée par « l'opposition révolutionnaire. » Mais que dire d'une dissidence qui éclate tout à coup, sur la loi du 31 mai, entre les représentants actuels du pouvoir qui l'a proposée et qui s'est trouvé heureux un jour de la voir adoptée. »

Et le journal concluait que le Prince Président éprouverait des difficultés à trouver des Ministres qui accepteraient la tâche de demander à l'Assemblée l'abrogation de la loi du 31 mai. Et s'ils l'acceptent, pourront-ils obtenir ce vote de l'Assemblée ?

Le parti modéré aura peut-être la pensée de s'allier avec le parti démocrate pour abroger la loi du 31 mai, espérant ainsi, et c'était peut-être l'espoir de Louis-Napoléon, que ce dernier, en échange, ne s'opposerait plus à la révision de la Constitution et à la prorogation des pouvoirs du Prince président. Illusion, car le parti démocrate ne considérera pas qu'on lui a fait une concession qui en vaut une autre, mais qu'on a seulement « rétabli un droit inscrit dans la Constitution. Il ne saura aucun gré à Louis-Napoléon de sa concession et il ne se soucie pas, comme le disait le journal *Le National*, « de voir M. Bonaparte continuer d'habiter l'Elysée ».

Certains voyaient dans la conduite du Prince Président un dernier moyen pour obtenir la révision de la Constitution et, par cela même, un témoignage éclatant de son obéissance aux lois. « Nous ne craignons pas qu'il vienne à Louis-Napoléon le désir même le plus affaibli de recourir à un coup d'Etat. (*Journal Haute-Saône*, 25 oct. 51 1/2).

La crise ministérielle fut assez longue à résoudre, et ce n'est que le 26 octobre que paraissent les décrets nommant les nouveaux ministres :

Corbin : Justice.

Turgot : Affaires étrangères.

Giraud : Instruction publique et cultes.

De Thorigny : Intérieur.

De Casablanca : Agriculture.

Lacrosse : Travaux publics.

Leroy de Saint-Arnaud : Guerre.

Fortoul : Marine et Colonies.

Blondel : Finances.

Le *Journal de la Haute-Saône* ne formula aucune appréciation sur ce ministère, car, disait-il, ce sont des hommes qui arrivent, pour la première fois, aux affaires, et il faut, avant de se prononcer, attendre leurs actes.

« On ne peut se le dissimuler (*Journal Haute-Saône*, 4 nov. 51), la France est entrée dans une de ces crises suprêmes qui décident du sort des nations » et le journal se demandait comment l'Assemblée réglerait les deux questions qui seraient inscrites à son ordre du jour : abrogation de la loi du 31 mai, révision de la Constitution. Si le journal approuvait la seconde, il se montrait hostile à une abrogation de la loi électorale dont certaines parties seules pouvaient à son avis être modifiées : celles notamment qui étaient relatives à l'interdiction de voter, prononcée contre ceux qui n'avaient pas 3 ans de résidence.

Le Message présidentiel envoyé le 4 novembre à l'Assemblée posait nettement la question :

« Quand le suffrage universel a relevé l'édifice social par cela même qu'il substituait un droit à un

fait révolutionnaire, est-il sage d'en restreindre plus longtemps la base... Il vous sera donc présenté un projet de loi qui restituera au principe toute sa plénitude, en conservant de la loi du 31 mai ce qui dégage le suffragé universel d'éléments impurs et en rend l'application plus morale et plus régulière.

D'ailleurs, la loi du 31 mai n'a-t-elle pas dépassé le but qu'on voulait atteindre. « Personne ne prévoyait la suppression de 3 millions d'électeurs, dont les 2/3 sont habitants paisibles des campagnes.

Une objection grave, qui mettait en relief le message présidentiel, était la suivante : la Constitution a prévu que si le Président n'était pas élu par 2 millions au moins de suffrages, l'élection serait faite par l'Assemblée. Ce chiffre correspondait à celui de 10 millions de votants, soit le 1/5 de ceux-ci. Avec la nouvelle loi, ce chiffre de 2 millions étant maintenu, c'est presque le 1/3 au lieu du 1/5 des votants qu'il faut pour nommer le Président, et c'est augmenter les chances de le faire nommer par l'Assemblée et non par le peuple.

D'ailleurs, le rétablissement du suffrage universel, ajoutait le message présidentiel, donne une chance de plus d'obtenir la révision de la Constitution.

Le texte du message fut lu par M. de Thorigny, Ministre de l'Intérieur, à la première séance de la nouvelle session de l'Assemblée Nationale, le 4 novembre, à laquelle assistaient 700 Représentants.

Aussitôt après, le Ministre de l'Intérieur donna lecture du texte du projet de loi portant rétablissement du suffrage universel et demandant l'urgence. La gauche seule la vota et la prise en considération fut rejetée à une grosse majorité.

Le *Journal de la Haute-Saône* menait à fond la campagne contre l'abrogation de la loi du 31 mai et à ceux qui prétendaient, le Président de la République en tête, qu'abroger la loi était enlever aux révolutionnaires le drapeau autour duquel ils se rassemblent; il répondait (15 nov. 51) « qu'elle ne retirerait au parti qui cherche à provoquer une révolution nouvelle, ni la volonté, ni son dernier prétexte de le faire. »

C'est dans la séance du 13 novembre que l'Assemblée délibéra et vota sur le projet de loi relatif aux élections. Sur la question de savoir si l'Assemblée passerait ou non à une seconde lecture, 347 bulletins furent déposés pour et 353 contre. Dufournel, Huguenin, Millotte, Signard et Versigny votèrent pour.

Toutefois, dans la séance du 14, et sur la proposition de M. de Valimesnil, l'Assemblée vota à une forte majorité qu'il serait procédé à l'examen du titre II de la loi municipale. « De la commune et des élections communales ». C'était un moyen indirect d'introduire dans la loi du 31 mai les réformes qui semblaient nécessaires. La discussion commença le 18 novembre. La question de la durée du domicile

électoral, une des plus importantes, fut examinée le 19, et l'amendement Bouhier de l'Ecluse qui proposait de réduire cette durée de 3 à 1 an, fut repoussé. Tous les représentants de la Haute-Saône votèrent pour. Le chiffre de 2 ans fut adopté par 344 contre 218. L'Assemblée, dans sa séance du 27, vota l'ajournement des élections municipales et départementales jusqu'au 10 février pour les premières, jusqu'au 25 pour les secondes.

Le 1^{er} décembre, l'Assemblée Nationale reprenait la troisième délibération sur la loi communale.

Le *Journal de la Haute-Saône* résumait le 3 décembre, avant de connaître le coup d'Etat, la situation tendue entre l'Assemblée et le Président, en disant à propos de l'ajournement de la loi de responsabilité du Président de la République, des Ministres et des autres Agents ou Dépositaires de l'autorité publique : C'est la Constitution qui nous conduit dans la situation périlleuse où nous sommes. « Elle a placé pour trois ans, face à face, deux pouvoirs issus de la même origine, dont le devoir est de marcher toujours du même pas vers le même but et n'a point pensé aux dissidences ni aux conflits qui pouvaient surgir entre eux, et cette imprévoyance nous a conduit à la confusion. » (*Journal de la Haute-Saône*, 3 décembre 1851.)

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE

L'agitation. — Sa répression

La Campagne pour le Plébiscite

Le Plébiscite

Bannissement des Députés Montagnards
de la Haute-Saône

Le coup d'Etat de Louis-Napoléon, c'est-à-dire la dissolution de l'Assemblée Nationale et du Conseil d'Etat par le Président de la République, l'abrogation de la loi électorale du 31 mai, le rétablissement du suffrage universel et la convocation du peuple dans ses comices du 14 au 21 décembre, fut connu dans la Haute-Saône le 3 décembre 1851 par une proclamation du Préfet Dieu aux habitants, dont voici le texte :

« Habitants de la Haute-Saône,

« Le Président de la République, par une courageuse initiative, vient de déjouer les machinations des partis et de mettre un terme aux angoisses du pays. C'est au jugement du peuple que Louis-Napoléon Bonaparte soumet sa conduite.

« L'ordre a toujours été, depuis le 10 Décembre, « son drapeau; il demeure celui de la nouvelle situation qui est faite au pays; il sera énergiquement « défendu.

« Que tous les bons citoyens, animés comme moi « de l'amour de la Patrie, me prêtent donc leur concours avec une inébranlable résolution.

« Vous êtes tous intéressés, soit comme proprié-
« taires, cultivateurs, fermiers, marchands ou ou-
« vriers de toutes professions, soit comme pères de
« famille, au maintien de l'ordre, à la paix publique,
« à la prospérité du travail. Au nombre de 41.000
« pétitionnaires fournis par nos 510 communes,
« vous avez demandé, avec deux millions de Fran-
« çais, la révision de la Constitution pour sauver la
« France de l'anarchie et de la guerre civile. Vous
« saurez vous montrer fidèle à votre signature. Votre
« premier devoir, comme votre premier intérêt, c'est
« de ne pas laisser les agitateurs troubler nos pai-
« sibles campagnes, et mettre en péril la religion,
« la famille et la propriété.

« Ayez confiance dans celui que 6 millions de suf-
« frages ont élevé à la première magistrature du
« pays, lorsqu'il appelle le peuple entier à exprimer
« sa volonté. Des facétieux seuls pourront vouloir
« y mettre obstacle. Toute tentative de désordre
« sera donc promptement et inflexiblement répri-
« mée. »

« Habitants de la Haute-Saône,

« Un mot encore en finissant.

« Vous m'avez donné des marques nombreuses de
« votre confiance et de votre affection particulière;
« j'y ai répondu par le plus entier dévouement. Vous
« écouterez, j'en suis sûr, en de telles circonstances,

« la voix de votre Préfet, et je n'hésite pas à compter sur vous.

« Fait à Vesoul, le 3 décembre 1851.

« *Le Préfet de la Haute-Saône,*

« DIEU. »

Le Préfet de la Haute-Saône en transmettant aux Sous-Préfets, Juges de paix, Maires et autres fonctionnaires du département une circulaire du Ministre de l'Intérieur, lui conférant, en raison des circonstances politiques exceptionnelles, des pouvoirs extraordinaires pour assurer le maintien de l'ordre et de la paix publique, ajoutait :

« Je suis résolu à user de ces pouvoirs avec modération envers ceux qui renonceront à leur ancienne hostilité vis-à-vis du Gouvernement, et donneront des gages positifs d'adhésion aux événements qui se sont accomplis, mais avec la rigueur la plus inflexible envers ceux qui persisteraient dans leur hostilité ou tenteraient de troubler l'ordre.

Le *Journal de la Haute-Saône* insérait dans son numéro du 8 décembre l'avis suivant :

« L'ancienne lutte contre l'ordre et l'anarchie s'est engagée de nouveau dans les rues de Paris. Cette fois encore, c'est la bonne cause, la cause de l'ordre qui a triomphé.

« Que reste-t-il à faire aux citoyens véritablement amis de leur pays ? Une seule chose : apporter leur

concoure au Gouvernement qui a vaincu la démagogie et nous a sauvés des périls dont nous menaçait la fatale échéance de 1852.

C'est ce que les départements ont parfaitement compris. Dans tous, en effet, les résolutions du 2 décembre, accueillies tout d'abord avec satisfaction, sont regardées de plus en plus comme une heureuse solution des difficultés dont nous étions environnés. »

Dans la Haute-Saône, en particulier, tel a été le sentiment de l'immense majorité des populations.

Le coup d'Etat ne fut pas toutefois accepté dans la Haute-Saône sans opposition. Celle-ci se manifesta par une certaine agitation. Le Préfet adressa aux habitants une nouvelle proclamation. « Je suis informé, disait-il, que des gens malintentionnés se répandent dans les campagnes, soit pour y semer des nouvelles fausses, afin de tromper et d'intimider les populations, soit même pour y exciter au désordre des individus sans ressources.

Vous pouvez compter sur la diligence de l'autorité : les ordres les plus rigoureux ont été donnés pour une prompte et ferme répression. »

Et le Préfet rappelait les dispositions de la loi concernant la sûreté générale, sur la publication des fausses nouvelles, les discours tenus dans les lieux publics lorsqu'ils sont de nature à exciter le désordre, la distribution, sans autorisation spéciale, de

journaux, d'écrits, de brochures. Enfin, il terminait par un appel aux électeurs en leur demandant de voter le 20 décembre pour Louis-Napoléon. Le résultat du vote ne fait pour lui aucun doute.

La répression ne tarda pas à se faire sentir dans la Haute-Saône et le Préfet n'hésita pas à se servir des pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été donnés par le Ministre de l'Intérieur.

Des Conseils municipaux furent dissous.

« Attendu que les membres du Conseil municipal de Jussey se font constamment remarquer par leur attitude hostile vis-à-vis de l'Administration supérieure, qui, dans les circonstances actuelles, ne peut compter sur leur concours pour le maintien de l'ordre, et qu'il importe de ne pas laisser plus longtemps la gestion des intérêts communaux entre les mains des citoyens qui ne possèdent plus la confiance de l'autorité », et par arrêté du 3 décembre, le conseil municipal de Jussey était dissous.

Il en fut de même, et pour les mêmes motifs, pour le Conseil municipal de Velleuxon.

Il y eut des arrestations et des perquisitions. M. Parrot, avocat, membre du Conseil municipal de Vesoul, fut arrêté. M. Chaudey, avocat, et Petit, ancien greffier, contre lesquels des mandats avaient été décernés, prirent la fuite. M. Cordier, adjoint au maire de Faverney, fut écroué à la prison de Vesoul.

Des réunions politiques hostiles au coup d'Etat,

se tenaient à Vesoul, au « café des Messageries », qui fut fermé le 7 décembre par arrêté du Préfet.

Les Maires de Jussey, Filain, Anchenoncourt, Corre, Saponcourt, Chassey-les-Montbozon, furent révoqués de leurs fonctions. De même, dans l'arrondissement de Lure, les Maires de Clairegoutte, Mielin, Servigney, Saint-Sulpice; dans l'arrondissement de Gray, les Maires de Savoyeux, Mercey-sur-Saône, et les adjoints de Marnay et de Gy.

La force armée fut envoyée à Jussey pour protéger l'exécution de l'arrêté préfectoral portant dissolution du Conseil municipal.

Une promenade militaire eut lieu également dans les communes de Mantoche, Essertenne, de l'arrondissement de Gray, pour effrayer les agitateurs.

A Gray même, le calme ne cessa de régner, si l'on en croit la note publiée dans la *Presse Grayloise*, par son rédacteur en chef, M. A. Roux : « Les événements survenus depuis le 2 décembre n'ont point altéré le calme qui règne ordinairement à Gray. Toutefois, l'autorité a cru devoir prendre des précautions en réunissant à la caserne une trentaine de gendarmes et un certain nombre de gardes forestiers pour maintenir l'ordre. Mais les habitants de notre paisible cité sont plus sages que turbulents et nul n'a songé à troubler l'ordre. »

L'agitation ne fut pas de longue durée, car dès le 8 décembre, les brigades de gendarmerie concen-

trées dans les chefs-lieux d'arrondissement purent rentrer dans leurs cantonnements et reprendre leur service ordinaire. Les gardes forestiers convoqués dans les mêmes conditions furent également renvoyés par M. le Préfet qui les félicita de leur activité et de leur dévouement.

Le Président de la République, après avoir décrété la dissolution de l'Assemblée Nationale et du Conseil d'Etat, fixa, par décret du 13 décembre, la composition de la Commission Consultative, dont il s'entoura, en attendant la réorganisation du Corps législatif et du Conseil d'Etat. Cette Commission comprenait 180 membres dont deux furent choisis parmi les ex-représentants de la Haute-Saône : ce furent MM. de Grammont et Lélut.

Ce dernier éprouva le besoin de justifier son acceptation devant les électeurs de la Haute-Saône. « Jusqu'à présent, disait-il, ma conduite parlementaire m'avait paru conforme à votre propre appréciation des choses. En sera-t-il de même par l'acte grave que je viens d'accomplir ». (Supplément *Journal Haute-Saône*, 16 décembre 1851). Nommé représentant de la Haute-Saône en 48 et 49, son mandat ne devait expirer qu'en 52, sans que personne ne put lui enlever; il se demanda alors s'il n'a pas manqué aux devoirs de ce mandat, confié par ses électeurs, en acceptant une mission des mains de celui même qui lui avait ôté son mandat.

Il ajoutait que son désir aurait été que le résultat obtenu par ce coup d'Etat l'ait été par la voie légale, avec l'assentiment de la majorité de l'Assemblée Nationale. Mais devant la situation créée, l'acte du 2 décembre a conjuré les dangers et il demande à ses électeurs d'être son juge, sûr d'avance de leur verdict, car il n'a eu qu'un but : les intérêts ou plutôt même le salut de sa Patrie.

Louis-Napoléon avait convoqué le peuple dans ses comices à l'effet d'avoir son opinion sur le coup d'Etat. Le scrutin qui tout d'abord devait être public, chaque électeur inscrivant son vote sur un registre public, ouvert dans chaque mairie, fut transformé en un scrutin secret, plus conforme au vœu du pays et capable d'assurer d'une façon plus large la liberté de l'électeur.

La campagne en faveur du plébiscite ne tarda pas à commencer dans la Haute-Saône.

Les signataires du manifeste du commerce graylois en faveur de la révision de la Constitution rédigèrent un appel aux habitants de la Haute-Saône pour les inciter à voter pour Louis-Napoléon. Ce manifeste, signé du maire de la ville de Gray, M. Revon, banquier, d'un certain nombre de Conseillers généraux, d'arrondissement, municipaux, était ainsi rédigé :

« *Le Commerce de Gray aux Habitants
de la Haute-Saône,*

« Habitants de la Haute-Saône !

« Il y a à peine quelques mois, le commerce de la

ville de Gray prenait dans notre département l'initiative du pétitionnement pour la prolongation des pouvoirs de Louis-Napoléon.

Aujourd'hui, nous venons vous dire : Tous, au scrutin du 20 décembre, nous déposerons des bulletins sur lesquels sera écrit : Oui ! Pour Louis-Napoléon Bonaparte.

Le tiraillement des partis dans le sein de l'Assemblée législative précipitait dans l'abîme notre malheureuse France.

Les ambitions de toutes les couleurs réunies dans un but commun, le renversement de l'élu du 10 décembre, mais prêtes à se combattre pour s'arracher le fruit de la victoire, nous conduisaient à la guerre civile.

Les doctrines infernales répandues par les ennemis de tout ordre social dans les masses crédules qui les acceptaient comme un moyen de bien-être, quand elles ne devaient aboutir qu'à généraliser la misère, et à constituer le paupérisme, ne laissant plus au pays que la perspective du pillage et de l'assassinat.

L'année 1852 était la date néfaste à laquelle s'étaient donné rendez-vous les haines, toutes les violences, toutes les fureurs des anarchistes. Aux crimes isolés qui viennent de se commettre sur quelques points de la France, on peut calculer le nombre et mesurer l'énormité des forfaits prémédités pour cette épouvantable époque. C'était la destruction

organisée sur la plus grande échelle. Elle ne devait épargner ni l'artisan honnête, ni le cultivateur laborieux, ni le propriétaire modeste, ni la famille enrichie par le travail et l'économie.

1852 a disparu ! Honneur à Napoléon et à nos braves soldats.

L'énergie du Président a sauvé la France ! Son drapeau est celui de l'ordre ! Notre noble armée qui a si bien compris Louis-Napoléon et qui l'a si vaillamment secondé, ne veut pas défendre un autre drapeau.

A l'anarchie qui menaçait de déchirer la France, faisons succéder un gouvernement fort par sa stabilité et par la puissance qu'il tiendra de l'assentiment de la nation.

Quand, par ces moyens, la sécurité est solidement établie, les capitaux retenus par la crainte rentrent dans la circulation; le crédit renaît; la spéculation ose agir; les grandes entreprises se raniment; les opérations de longue durée s'engagent parce qu'elles ne redoutent plus l'incertitude de l'avenir; l'on crée; l'on construit; l'activité d'une industrie répand sa vie sur une autre; celle-ci sur une autre encore; et c'est ainsi que le mouvement devient général. L'activité des transactions donne du travail à l'ouvrier; elle augmente la valeur du sol; elle accroît le prix de ses produits; elle multiplie la consommation et bientôt les sources de la fortune publique, en se

ravivant, rendent plus abondantes les sources de la prospérité particulière.

Les événements qui viennent de s'accomplir nous assurent la tranquillité et la paix dont nous venons de vous retracer les heureux effets. Mais pour nous en faire jouir, Louis-Napoléon a besoin du concours du pays. Il a fait un appel à la Nation ! Sachons y répondre de manière à mettre enfin un terme à la lutte des partis.

Habitants de la Haute-Saône,

La reconnaissance nous commande d'appuyer de toutes nos sympathies Louis-Napoléon. Rendons-le fort pour le bien qu'il veut faire, par l'unanimité de nos suffrages. Nous vous le demandons dans l'intérêt de tous ; nous vous le demandons pour la sécurité de vos familles et pour le bonheur de la France.

Gray, le 10 décembre 1851.

REVON, *Maire*.

etc.

Entre temps, la répression de l'opposition continuait et le Préfet prenait des arrêtés pour révoquer un certain nombre de fonctionnaires (16 déc. 1851, *Journal de la Haute-Saône*, 2/3) : les Maires d'Anchenoncourt, de Mantoche, de Cromary, de Seveux ; les Adjoints de Faverney, d'Autet.

Il prononçait la dissolution des Conseils municipaux de Borey, Corre, Autet, Gy.

Des arrêtés ordonnèrent le retrait d'armes dans les communes de Chenevrey, Purgerot, Saponcourt.

Le 10 décembre, la Compagnie des sapeurs-pompiers de Jussey était dissoute et la remise des armes ordonnée.

Des perquisitions domiciliaires étaient faites chez la plupart des meneurs et des agents de propagande socialiste.

C'était contre les socialistes que se faisait toute la campagne en faveur du « Oui ».

« Il n'y a plus 3, 4 ou 5 partis, il n'y en a que 2. (*Journal de la Haute-Saône*, 10 décembre 1851, 1/1). Il y a le parti qui veut conserver les bases fondamentales de la Société et celui qui veut les détruire... Voilà les deux seuls partis qui vont se rencontrer au scrutin du 20 décembre. »

Mais la lutte contre les républicains et les libéraux hostiles au coup d'Etat continuait plus par des actes que par des discours.

Dans l'arrondissement de Lure, deux chefs du parti libéral, M. Lardier, notaire à Héricourt, et Tillon, négociant dans la même ville, furent arrêtés et incarcérés à Lure.

Par décision du Conseil académique, M. Minal, ancien représentant, était révoqué de ses fonctions de délégué cantonal de l'Académie de la Haute-Saône pour l'instruction primaire dans le canton d'Héricourt.

Les Conseils municipaux de Filain, de Pennesières, de Montigny-les-Cherlieu, de Charmes-Saint-Valbert, étaient dissous et remplacés par des Commissions administratives.

Les Adjoints de Port-sur-Saône et de Villers-le-Sec étaient révoqués.

Les communes de Morey, Chauvirey-le-Châtel, Chenevrey, Chargey-les-Gray, Oyrières, Lœuilley, étaient désarmées.

Le Préfet ordonnait la fermeture de cafés et cabarets où se tenaient des conversations politiques « contre l'ordre et la paix publique », c'est-à-dire contre le coup d'Etat; le café Perret, à Rioz, et Fainvret, à Poyans.

Le Préfet ordonnait également de faire saisir dans plusieurs lieux publics les portraits de Ledru-Rollin, Barbès, Blanqui, Louis Blanc.

Enfin, il était prescrit aux maîtres de poste de ne donner des chevaux et chaises de poste que sur un visa du Préfet ou des Sous-Préfets.

Ces mesures de répression donnent une idée de l'opposition que rencontrait dans la Haute-Saône le coup d'Etat du 2 décembre et la politique de Louis-Napoléon. Cette opposition était pour ainsi dire, individuelle, et ne représentait pas un courant d'opinion important.

Le 17 décembre 1851, le Préfet adressait aux habi-

tants une nouvelle proclamation : « Du vote que vous allez émettre (*Journal de la Haute-Saône*, supplément, 18 décembre 1851, 1/1); disait-il, sortira la paix ou la plus affreuse guerre civile, la prospérité du travail ou le renversement de la société entière. »

Le Comité qui s'était formé à Vesoul pour demander la révision de la Constitution, se transforma en Comité électoral pour la réélection du Président de la République et aussitôt adressa à toutes les communes du département un manifeste en faveur du vote du plébiscite. Il était dirigé contre le socialisme.

« Dans l'élection du 20 décembre, il n'y a que deux partis en présence : d'une part, le parti de l'ordre, personnifié dans Louis-Napoléon, qui vient de sauver le pays, qui, depuis le 10 décembre 1848, a donné à l'ordre, au bien public, les garanties les plus complètes, et qui est demeuré l'homme des 6 millions de suffrages, aussi grand par ses services que par son nom; de l'autre, le socialisme, c'est-à-dire une doctrine sauvage, qui jette partout l'effroi au seul récit de ses attentats contre les personnes et les propriétés. »

« C'est demain, disait le *Journal de la Haute-Saône*, que tous les hommes animés des véritables intérêts de la Société et de l'amour de la Patrie, seront appelés à fermer l'ère des agitations et des

troubles, pour ouvrir celle de l'ordre et des sages progrès.

« C'est demain que tous les citoyens égaux devant le pays, déposeront dans l'urne le vote qui transformera la situation révolutionnaire que nous ont faite les héros de février en une situation normale, régulière, qui nous donnera de longues années de paix et de prospérité. »

« De nombreuses adhésions étaient envoyées au Président de la République et dans la liste publiée par la *Patrie*, dans son numéro du 19, on relève celles des Conseils municipaux de Conflans et de Grammont (Haute-Saône) et celle de la Chambre de commerce de Gray.

Le 24 décembre, le vote de 520 communes de la Haute-Saône était connu à Vesoul.

De plus, chaque jour arrivaient à la Préfecture, qui les transmettait à Paris, les adhésions des communes du département aux actes du Président de la République.

Voici quel fut pour la Haute-Saône le résultat du vote général sur le plébiscite soumis au peuple français par Louis-Napoléon Bonaparte, Président de la République.

Oui (pour Louis-Napoléon).....	81.367
Non	2.852
Dans 315 communes, il y eut unanimité.	

Dans le canton de Vesoul, sur 4.047 votants, il y eut 3.883 oui, 150 non et 14 bulletins divers.

Population du département.....	347.469
Electeurs inscrits	94.860
Votants	84.424
Oui	81.446
Non	2.849
Bulletins nuls.....	129

Nombre d'électeurs qui n'ont pas voté.. 10.436
se décomposant :

a) N'ont pas voté par suite d'impossibilité physique (Absents, malades ou infirmes) 5.776

b) N'ont pas voté par indifférence ou par abstention volontaire 4.660

On sait que sur les 7 représentants que comptait la Haute-Saône à l'Assemblée Nationale, quatre étaient Montagnards. Voici quel fut leur sort après le coup d'Etat.

Huguenin fut emprisonné à Paris, à Sainte-Pélagie; Versigny était en fuite à Bruxelles; Signard quitta la France sans qu'on sut où il alla; Millotte, seul, rentra dans son pays, à Lure. Après avoir été arrêté pendant quelques jours, sur l'ordre du Préfet, il fut mis en liberté le 29 décembre. (*Journal de la Haute-Saône*, 31 décembre 1851, 2/3.)

Des fêtes célébrèrent le 1^{er} janvier, dans tout le

département, le vote du plébiscite. Elles furent particulièrement brillantes à Vesoul, à Gray et à Luxeuil. Enfin, le Préfet décida qu'il serait ouvert dans la Haute-Saône une souscription en faveur des gendarmes et des soldats tombés victimes de leur dévouement à la cause de l'ordre dans les journées de décembre.

Un arrêté du Préfet de la Haute-Saône en date du 6 janvier ordonnait l'arrachement immédiat des arbres « dits de liberté », plantés dans le département, après la révolution de février « emblèmes destinés à entretenir dans les populations l'esprit de désordre et d'agitation révolutionnaire ». Le bois de ces arbres sera distribué aux indigents. Toutefois, si les arbres de liberté étaient devenus un ornement pour la commune, le Maire le signalait au Préfet qui décidait s'il devait être conservé « non comme arbre de liberté, mais comme décoration ».

Le même arrêté prescrivait d'effacer la devise « Liberté, égalité, fraternité » sur tous les monuments où elle a été inscrite.

« On a, disait l'arrêté, également fait sur beaucoup d'édifices publics des inscriptions portant, comme en 1793, la devise : liberté, égalité, fraternité, afin de présenter dans l'opinion publique et aux yeux de tous, une assimilation de la République actuelle avec celle de la Convention.

« Ces emblèmes, quoique n'ayant en eux-mêmes

rien de contraire à la morale et aux lois, sont néanmoins mauvais et dangereux par les souvenirs qu'ils perpétuent, par le sentiment d'hostilité qu'ils peuvent faire naître, enfin par les espérances coupables qu'ils sont de nature à entretenir. Ils doivent disparaître. »

Louis-Napoléon n'oublia pas ceux qui, dans la Haute-Saône, avaient fait une campagne active en sa faveur. Le Président de la République nomma dans l'ordre de la Légion d'honneur :

Officier : M. Revon, maire de Gray.

Chevalier : M. Rosen, Maire de Vesoul depuis 1848.

En outre, ces deux fonctionnaires furent désignés par le Prince Président pour être décorés de sa propre main.

En revanche, le Prince Président exila ses ennemis.

Il n'oubliait pas la résistance opiniâtre que les députés républicains avaient faite au coup d'Etat.

Dans la journée du 3 décembre, les députés de la droite s'étaient réunis à la mairie du X^e arrondissement au nombre de 220 à 250. Mais leur manifestation fut platonique. Ils délibérèrent. Ils n'agirent pas. Ils se laissèrent emmener sans résistance à Mazas. En revanche, un certain nombre de députés républicains étaient partisans de la résistance effective. Ils s'étaient réunis rue Blanche, chez M. Cop-

pins, et Victor Hugo avait adressé un appel au peuple en l'invitant à la révolte. « Que le peuple fasse son devoir, les représentants républicains marcheront à sa tête ! ».

Parmi les 21 signatures apposées au bas de cet appel, on lisait celle de Signard, représentant de la Haute-Saône.

Par décret du 9 janvier, étaient expulsés du territoire français, de celui de l'Algérie et de celui des Colonies, pour cause de sûreté générale, 66 anciens Représentants à l'Assemblée législative parmi lesquels se trouvent Nadaud, Victor Hugo, Raspail, Millotte et Signard (de la Haute-Saône).

Dans le cas où l'un d'eux rentrerait sur les territoires qui lui sont interdits, il pourra être déporté par mesure de sûreté générale.

Par autre décret du même jour, étaient momentanément éloignés du territoire français et de celui de l'Algérie, pour cause de sûreté générale, 18 anciens représentants à l'Assemblée législative et dont voici les noms... Lamoricière, Changarnier, ... Thiers, Emile de Girardin, ... Versigny, de la Haute-Saône.

Par décret en date du 7 août 1852, l'interdiction de résider en France devait être levée à l'égard de Signard et Millotte. (*J. H. S.*, 11 août 52.)

LE RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE

La Constitution du 14 janvier 1852

Les Elections au Corps législatif

La Session du Conseil général et des Conseils
d'arrondissement

La campagne pour le rétablissement de l'Empire

Les faveurs. — La répression de l'opposition

La Commission mixte. — Les pétitions

Le Sénatus-Consulte du 7 novembre

Le Plébiscite

La Proclamation de l'Empire

L'assentiment donné par la nation aux actes du 2 décembre était-il une simple approbation imposée par la nécessité ou une adhésion réfléchie donnée par des hommes qui croyaient avoir été sauvés de l'anarchie.

La question fut posée plus tard par Gambetta qui lui donna une réponse éloquente :

Le 13 novembre 1868, MM. Delescluze, Ch. Quentin, Peyrat, Durel, gérant du journal *La Tribune*, Challe-mel-Lacour, directeur gérant de la *Revue politique*, Gaillard père, Gaillard fils et Albert Peyrouton, furent traduits devant la 6^e Chambre du Tribunal correctionnel de la Seine, comme prévenus de manœuvres à l'intérieur dans le but de troubler la paix publique ou d'exciter à la haine ou au mépris du gouvernement de l'Empereur, à propos de la souscription ouverte pour l'érection d'un monument expiatoire sur la tombe de Baudin. Gambetta plaidait pour Delescluze :

« Est-il possible que le 2 décembre ait été l'œuvre de la volonté nationale ? Est-il possible que la volonté du peuple ait employé la force pour renverser la légalité et le droit ! pour détruire le peuple lui-même !

On ne peut accepter cela ! » (*Gambetta*, par Alfred Barbou, p. 54.)

La population de la Haute-Saône semblait avoir une opinion contraire.

Elle accueillit bien la Constitution du 14 janvier promulguée par le Prince-Président. Elle pensait que cette Constitution « n'assurait pas seulement la sécurité du présent en imposant un frein à l'anarchie, mais qu'elle préparait la prospérité de l'avenir en laissant une large porte ouverte à toutes les améliorations qui pourront plus tard être reconnues nécessaires. (*Journal de la Haute-Saône*, 21 janvier 1852.)

Le *Moniteur* du 26 janvier publiait le décret organique sur le Conseil d'Etat, ainsi que la nomination de ces membres. M. Amédée Thierry, ancien Préfet de la Haute-Saône, était au nombre des 20 maîtres des requêtes de 1^{re} classe. C'est le frère de l'historien Augustin Thierry.

La Haute-Saône manifesta sa sympathie au nouveau régime lors de la souscription ouverte dans les communes en faveur des gendarmes et des soldats victimes des événements de décembre et qui a produit un résultat qui dépassait les espérances. Du 10 au 31 janvier, on a recueilli 14.961 fr. 346 communes avaient envoyé des listes, représentant 10.022 souscripteurs.

« La place qu'elle a conquise dans le pétitionnement pour la révision de la Constitution, dans

l'élection du 20 décembre, dans les adresses à Louis-Napoléon, couvertes de 50.000 signatures, elle l'a conservée pour la souscription. » (*Journal de la Haute-Saône* 11 février.)

La Haute-Saône manifesta aussi son attachement au nouveau régime à l'occasion des élections.

Le *Moniteur* du 3 février promulgait le décret organique pour l'élection des Députés au Corps législatif. Chaque département était divisé en circonscriptions électorales égales au nombre de députés qui lui sont attribués.

La Haute-Saône était divisée en trois circonscriptions : 1° tout l'arrondissement de Vesoul; 2° tout l'arrondissement de Lure; 3° tout l'arrondissement de Gray.

Le 13 février, le Préfet de la Haute-Saône, M. Dieu, s'adressant aux fonctionnaires et aux électeurs du département, disait « qu'il serait heureux pour le département de la Haute-Saône, si chaque commune, fidèle à son vote du 20 décembre, retrouvait toutes les voix de ce scrutin célèbre en faveur du candidat qui aura mérité la désignation du Gouvernement ».

Car le Gouvernement donnait ouvertement son avis sur les candidats au corps Législatif et cette intervention du Gouvernement était expliquée par le Ministre de l'Intérieur dans une circulaire du 11 février.

« Dans les élections qui se préparent, le peuple français a donc un grand rôle à remplir. Mais ici

quel ne serait pas son embarras sans l'intervention du Gouvernement ?

« Comment 8 millions d'électeurs pourraient-ils s'entendre pour distinguer, entre tant de candidats, recommandables à tant de titres divers et sur tant de points à la fois, 261 députés, animés du même esprit, dévoués aux mêmes intérêts et disposés également à compléter la victoire populaire du 20 décembre. Il importe donc que le Gouvernement éclaire à ce sujet les électeurs. »

Le Préfet de la Haute-Saône porta donc officiellement à la connaissance des électeurs les candidatures de MM. Lélut, d'Andelarre et de Grammont.

MM. de Montalembert et Auguste Demesmay étaient recommandés par le Gouvernement dans le Doubs.

Le Préfet de la Haute-Saône, M. Dieu, envoyait des proclamations aux électeurs et des circulaires aux Maires qui devaient être placées « dans l'endroit le plus apparent du lieu où se fera l'élection ». Il faut, disait-il, que le candidat du Gouvernement obtienne un vote unanime. « Il importe pour l'honneur et pour l'intérêt du département de maintenir la Haute-Saône dans le premier rang qu'elle a conquis. »

Aucun candidat n'était opposé à ceux du Gouvernement. Mais s'abstenir, c'était en réalité, faire de l'opposition. Et la presse d'applaudir, la presse ! qui était soumise, par le décret du 17 février, à un régime

extrêmement sévère, ce que même le *Journal de la Haute-Saône* constatait avec regret.

Parmi les candidats, Lelut était le plus impatient de réussir et après avoir été candidat sous tous les régimes, il voulait l'être à toutes les assemblées.

Il écrivait :

« On suppose que j'ai le désir de faire partie du Conseil d'Etat, du Sénat ou du Corps législatif.

« On veut bien croire que la main du Prince-Président de la République pourrait, sans trop s'égarer, me faire asseoir dans une des deux enceintes législatives où elle seule a le droit de donner entrée. »

« Oui, je désire, et désire seulement être un des députés qu'enverra le département de la H^{te}-Saône au Corps législatif, comme j'ai été un de ses représentants à l'Assemblée Constituante et à l'Assemblée Législative. Les suffrages que mes compatriotes m'ont déjà accordés deux fois, je les leur demande une troisième. »

Et comme la question d'incompatibilité pouvait être posée à propos de sa candidature, il écrivait encore à ses compatriotes de l'arrondissement de Gray, au sujet de l'article 29 de la nouvelle loi électorale. Cet article disait que toute fonction publique rétribuée était incompatible avec le mandat de Député. Lelut s'efforçait de démontrer que sa qualité de médecin en chef à la Salpêtrière et de membre de l'Institut, ne créait aucune incompatibilité avec la

situation de membre du Corps législatif. (*Journal de la Haute-Saône*, 11 février.)

Les résultats définitifs des élections pour le Corps législatif furent les suivants :

Arrondissement de Vesoul

Electeurs inscrits, non compris les militaires sous les drapeaux	31.667
Votants	22.277
Voix pour M. d'Andelarre.....	21.703
Voix pour divers.....	275
Blancs ou nuls.....	299
Electeurs qui n'ont pas voté.....	9.400
	31.677
Communes unanimes	127
Communes où les votes opposés ont été de 1 à 5.....	63

Arrondissement de Gray

Inscrits	25.247
Votants	18.886
Lélut	18.409
Divers	276
Blancs ou nuls	201
N'ayant pas voté.....	6.361
	25.247

Communes unanimes	69
Communes où les votes opposés ont été de 1 à 5.....	75

Arrondissement de Lure

Inscrits	37.580
Votants	21.560
De Grammont	20.861
Divers	498
Blancs ou annulés.....	201

DOUBS. — Première circonscription

24.073 votants. — Montalembert.. 20.139

Deuxième circonscription

28.275 votants. — Aug. Demesmay. 26.850

Aux élections du Corps législatif succédèrent les élections au Conseil général qui eurent lieu le 31 juillet et le 1^{er} avril. A Vesoul, fut élu M. d'Andelarre; à Gy, M. Lélut.

Les élections municipales furent préparées pour les 7 et 8 août. Pour ces élections, autant et plus peut-être que pour les autres, le pouvoir dictatorial du Gouvernement se fit sentir. Là, plus de recommandations, ni de candidature officielle, mais une *désignation* du Maire et des adjoints nommés par Décret.

(*Journal de la Haute-Saône* 4 août.)

Par décrets du Prince-Président, sont nommés Maires et adjoints :

Vesoul : maire, *M. Rosen*; adjoints, *MM. Renaud et Frin*.

Gray : maire, *M. Revon*; adjoints, *MM. Bridan et Choffardet*.

Lure : maire, *M. Grobert*; adjoints, *MM. Praileur et Menigoz*.

Fougerolles : maire, *M. Peureux*; adjoints : *MM. Léonard et Vaulot*.

Il ne restait aux électeurs qu'à nommer des conseils municipaux dont les idées étaient celles des Maires et adjoints désignés, et pour qu'il ne subsistât point le moindre malentendu, le Préfet précisait bien le sens de l'élection dans une proclamation aux électeurs municipaux. (*Journal de la Haute-Saône*, 7 août) :

« Le Préfet aux électeurs municipaux,

« En nommant le maire et l'adjoint d'une commune avant que le conseil municipal soit formé, l'Administration fait connaître aux populations les citoyens qui ont sa confiance, qu'elle investit de son autorité et qui sont chargés de représenter, dans la commune, le pouvoir central, tant sous le rapport de la police que sous le pouvoir administratif.

« Vous ne perdrez pas de vue que repousser systé-

matiquement des conseils municipaux les maires et les adjoints investis de la confiance et de l'autorité du Gouvernement, c'est se mettre en lutte avec l'administration et se préparer, ainsi qu'à la commune, les plus grandes difficultés. »

« Vesoul, le 3 août 1852.

DIEU. »

Insensiblement, le *Journal de la Haute-Saône* faisait une campagne de plus en plus serrée pour le pouvoir absolu du Prince-Président.

Aux élections aux Conseils généraux et aux Conseils d'arrondissement, de nombreuses abstentions s'étaient produites. Comment les interpréter ? On pouvait dire que les électeurs ne voulaient pas donner leur voix aux candidats du Gouvernement et que leur abstention marquait leur hésitation.

Le *Journal de la Haute-Saône* l'interprète autrement (11 août) :

« Le peuple est rassasié des droits politiques et il regarde ceux dont on l'a surchargé comme des fardeaux beaucoup plus que comme des avantages.

« Nous ne savons pas quelle sera la loi organique de l'administration départementale et communale que le Conseil d'Etat élabore et que le Gouvernement soumettra au Corps législatif dans la prochaine session, mais nous pouvons assurer que si elle attribue au pouvoir exécutif la nomination des conseillers géné-

raux, des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux, comme celle des maires et celle des adjoints dont il est en possession déjà, personne n'élèvera ni de réclamations ni de plaintes. »

Les sentiments de la population de la Haute-Saône se traduisirent d'une façon plus directe et plus précise lors de la session des Conseils d'arrondissement et du Conseil général, dont les vœux avaient un caractère politique accentué. Voici les deux principaux vœux du Conseil d'arrondissement de Vesoul, présidé par M. Coillot, l'un sur le Suffrage Universel, l'autre sur le Gouvernement dans lequel est posée nettement la question du rétablissement de l'Empire.

Suffrage Universel. — « Le Conseil, considérant que l'application du Suffrage Universel à l'élection des Conseils municipaux, a constamment déterminé un trouble profond dans les communes et au sein des familles; que les intrigues et les esprits de parti président généralement à ces élections et empêchent qu'elles aient d'heureux résultats, émet le vœu qu'à l'avenir la nomination des conseillers municipaux soit laissée à l'autorité supérieure.

Gouvernement. — Le Conseil n'a pas voulu se séparer sans exprimer sa profonde reconnaissance pour le Prince-Président, le sauveur du Pays. A la veille d'une fête vraiment nationale, qu'il soit permis aux membres du Conseil de joindre leurs vœux à ceux

qui vont s'élever de toutes parts en faveur de l'élu de la nation et pour la conservation de celui à qui la France doit d'avoir échappé aux fureurs de l'anarchie et de voir s'ouvrir devant elle une ère de prospérité et de bonheur. Dieu sauve Louis-Napoléon et continue à bénir son Gouvernement.

« Le Conseil voulant manifester à quel point la stabilité dans les institutions est nécessaire aux besoins du pays exprime le vœu que le Prince-Président, dès qu'il le jugera convenable, consulte le peuple français sur la question de l'Empire. »

Le Conseil d'arrondissement de Gray émet le vœu que le Gouvernement du Prince Louis-Napoléon s'établisse d'une manière stable et définitive.

Même vœu du Conseil d'arrondissement de Lure.

Le 23 août 1852 eut lieu la première séance du Conseil général.

Par décret du 7 avril, le Président de la République avait désigné, conformément à la loi du 7 juillet 1852, les Président, Vice-Président et Secrétaire des Conseils généraux.

Haute-Saône : Président, *M. Boileau*;

Vice-Président, *M. Revon*.

Secrétaire, *M. d'Andelarre*.

Le premier soin du Conseil fut de voter au Président de la République une adresse.

Lundi 23 août 1852. — Première séance du Conseil général (*Journal de la Haute-Saône*, 28 août).

Le Conseil général a voté l'adresse suivante au Président de la République :

« Interprète fidèle des sentiments et des vœux des populations de la Haute-Saône, le Conseil général manquerait à son premier devoir comme à tous ses précédents, s'il n'exprimait au Prince-Président, au nom d'un département qui vient de lui donner 85.000 suffrages, sa reconnaissance profonde et son entière confiance.

Cette confiance, le Conseil l'a puisée dans la manière dont l'Elu du peuple a su remplir la plus auguste mission que Dieu ait jamais donnée à un homme.

« Avec l'esprit de force qui sauve les Empires, Louis-Napoléon a reçu de la Providence l'esprit de sagesse qui discerne les conditions vraies du gouvernement des peuples; il saura choisir la forme qui garantit le mieux la stabilité des institutions et répond le plus exactement aux besoins du pays, à ses intérêts, à ses vœux. »

Le vœu du Conseil d'arrondissement sur le suffrage Universel fut examiné par le Conseil général :

« Le Conseil d'arrondissement de Vesoul a exprimé le vœu que la nomination des Conseils municipaux soit à l'avenir laissée à l'autorité supérieure. Quoique

ce vœu soit basé sur de graves motifs, le Conseil, de l'avis de la commission, déclare qu'il ne peut être l'objet de son examen et désire que cette réserve soit considérée comme un témoignage de son entière confiance dans la sagesse du pouvoir. »

A côté des vœux politiques, il faut citer un vœu du Conseil général pour la défense du travail national :

Des doléances avaient été adressées au Prince-Président, le 28 mai, par les maîtres de forges des départements de la Haute-Saône, du Doubs et de la Côte-d'Or, à l'occasion des décrets du 17 septembre 1851, du 14 février 1852 et du projet de loi des Douanes en ce qui concerne la construction, le gréement et l'armement des navires. On parlait de l'abolissement des tarifs protecteurs de l'industrie métallurgique.

« Le Conseil général éprouve le besoin de faire connaître au Gouvernement que tout abaissement de tarifs sur les fers et les fontes amènerait inévitablement la suspension du travail dans les établissements métallurgiques du département, l'anéantissement de sa richesse minérale, la dépréciation d'un sol forestier de plus de 150.000 hectares, dont les produits ne peuvent se consommer sur place et priverait les communes propriétaires de bois des ressources à l'aide desquelles elles font exécuter chaque année pour plus d'un million de travaux publics. »

Il émet le vœu :

1° Que les tarifs sur les fontes et les fers étrangers soient maintenus;

2° Que les décrets des 17 septembre 1851 et 14 février 1852 soient rapportés;

3° Que le projet de loi sur les Douanes soit modifié en ce qui concerne l'introduction en franchise des matières métalliques destinées à la construction, au gréement ou à l'armement des navires. »

Ainsi se préparait dans la Haute-Saône l'avènement de l'Empire. Le Gouvernement du Prince-Président le favorisait par des faveurs et des récompenses, et aussi par l'oppression contre tout ce qui faisait de l'opposition.

En ce qui concerne les faveurs, on a pu voir l'importance que les populations de la Haute-Saône attachaient à la construction du chemin de fer de Saint-Dizier à Gray.

Le 26 janvier la députation de la Chambre de commerce et du Conseil municipal de la ville de Gray, à laquelle s'étaient joints M. Lélut, ex-représentant de la Haute-Saône, et les ex-représentants de la Haute-Marne, était reçue à l'Elysée.

Son Président, M. Forest aîné, membre de la Chambre de commerce, s'adressa au Prince-Président.

La délégation venait solliciter l'exécution de la loi du 21 juin 1846, qui décidait l'établissement d'un che-

min de fer de Saint-Dizier à Gray, au centre du groupe métallurgique le plus important de France. Rien n'avait encore été fait pour l'ouverture des travaux.

Le Prince-Président accueillit avec bienveillance la délégation et lui fit des promesses. (*Journal de la Haute-Saône*, 31 janvier 1852.)

Peu de temps après, le chemin de fer de Blesmes et Saint-Dizier à Gray fut concédé à une Compagnie qui devait l'achever en 5 ans. M. de Grimaldi était fondateur de la Compagnie concessionnaire.

Le décret qui réglait la concession fut pris le 26 mars.

Le maire de Gray, dans une proclamation adressée aux habitants, se réjouissait de la création de cette « voie de communication destinée à mettre Gray en rapport direct avec la capitale, avec le Nord de la France jusqu'à ses extrêmes frontières, avec la Belgique et la Hollande.

Et le 28 mars, la Chambre de commerce de Gray envoyait une adresse au Prince-Président.

Le 2 juin, le Conseil d'Etat approuvait les statuts de la Compagnie anonyme formée pour l'exécution du chemin de fer et le 23 juin paraissait le décret qui autorisait cette société et en approuvait les statuts qui furent publiés avec le nom des fondateurs (*Journal de la Haute-Saône*, 23 juin.)

On voit que la sollicitude du Prince-Président, pour

le département qui lui était tout dévoué, n'avait pas tardé à se faire sentir.

Il faut signaler, d'autre part, le décret du 6 janvier 1852 qui décidait l'établissement de plusieurs télégraphes électriques, parmi lesquels a été compris celui de Dijon à Vesoul, et par conséquent de Paris à Vesoul.

La sollicitude du Prince-Président était quelquefois de bien moindre importance.

Etait-ce pour témoigner sa reconnaissance envers le département ou sa bienveillance envers M. d'Andellarre que le Ministre de l'Intérieur accordait généreusement deux bustes, en bronze-zinc, du Président de la République, l'un à la mairie de Vesoul, l'autre à celle de Jussey, ce que ne manqua pas de souligner le *Journal de la Haute-Saône* du 24 juillet ?

La politique dictatoriale du Prince-Président ne rencontrait pas que des admirateurs, mais les partisans de l'opposition étaient peu nombreux et sévèrement réprimés, soit que leur opposition se traduisit dans les Assemblées, soit qu'elle s'exercât par des manifestations isolées.

C'est ainsi que par un arrêté du 22 septembre, le Préfet suspendit pour trois mois le conseil municipal de la commune de Maizières et le remplaça par une commission de douze membres.

Voici les motifs de l'arrêté :

« Vu le rapport en date du 7 septembre courant,

par lequel le maire de la commune de Maizières fait connaître que le Conseil municipal entrave son administration par une opposition systématique; que, dans la séance du 6 septembre, on lui a contesté le droit d'émettre son avis dans le cours de la délibération et qu'après une scène de désordre, il a dû lever la séance;

Vu les renseignements recueillis sur les faits dont il s'agit;

Vu l'art. 10 de la loi du 7 juillet 1852;

Considérant que l'hostilité du Conseil municipal de Maizières contre le maire et l'adjoint, qui sont investis de la confiance de l'autorité supérieure et revêtus par elle des fonctions qu'ils exercent, rend toute administration impossible dans la commune; que la prétention de forcer le Préfet à changer le maire et l'adjoint en leur créant une opposition systématique constitue un fait d'indiscipline administrative et une résistance à l'exécution des lois; que, tolérer une telle hostilité, ce serait affaiblir l'autorité de l'administration, et laisser s'établir dans les communes, une véritable anarchie municipale.

Considérant qu'en s'opposant à ce que le maire prit part à la délibération, le Conseil municipal a méconnu les pouvoirs du maire et commis une violation des lois ;

Arrête; etc..... »

Quant aux manifestations isolées, le *Journal de la Haute-Saône* du 27 mars 1852 rapporte :

« Les décisions de la commission mixte de sûreté générale pour le département de la Haute-Saône viennent d'être approuvées par le Gouvernement et ne tarderont pas à s'exécuter. Le projet d'insurrection contre Vesoul, qui a été constaté par l'instruction criminelle, n'ayant reçu qu'un commencement d'exécution et ayant été abandonné presque aussitôt par ses auteurs, la transportation à Cayenne ou à Lambessa (Algérie) n'a été prononcée contre aucun des inculpés.

La commission a établi une distinction entre ceux qui ont provoqué le soulèvement dont la ville de Vesoul a été menacée ou qui y ont pris part et ceux qui se sont faits depuis longtemps les organisateurs et les promoteurs du socialisme. Elle a eu égard au repentir que la plupart des inculpés ont spontanément témoigné, et aux promesses qu'ils ont faites sur l'honneur de s'abstenir désormais de toutes menées séditeuses. La commission reste d'ailleurs armée, par le décret du 5 mars courant, des pouvoirs nécessaires pour atteindre, par une répression sévère, soit ceux qui n'exécuteront pas les engagements qu'ils ont pris, soit quiconque recommencerait la propagande socialiste.

L'éloignement du territoire français, pendant 12 ans, a été prononcé contre trois inculpés; l'internement avec surveillance de la police contre sept incul-

pés et vingt et un ont été mis sous la surveillance du Ministère de la police générale. »

Voilà la liste nominative des personnes contre lesquelles la commission mixte du département de la Haute-Saône a prononcé des mesures de sûreté générale.

Sont éloignés du territoire français pendant 12 ans :

CHAUDEY, avocat à Vesoul;

PETIT, ancien greffier, négociant à Navenne;

HUGUENIN, ancien représentant à Lure.

Parmi les citoyens placés sous la surveillance de la police :

DEJOUX, avocat à Conflans;

RIGAL père, de Clairefontaine;

PARROT, Louis, avocat à Vesoul.

La répression persistait :

Le sieur BOUQUENEY, interné politique à Vesoul, fut expulsé du territoire français pour cinq ans par arrêté de M. le Préfet de la Haute-Saône, approuvé par M. le Ministre de la police générale. Le sieur BouqueneY avait refusé de se soumettre aux mesures de surveillance dont il était l'objet.

Par un autre arrêté de M. le Préfet de la Haute-Saône également approuvé, l'internement dans un autre département fut prononcé pour le même refus, contre le sieur LECLERC, de Luxeuil, qui avait été

mis seulement sous la surveillance du Ministère de la police.

Le *Journal de la Haute-Saône* profita du voyage que fit le Prince-Président à Strasbourg pour faire une propagande active en faveur de son Gouvernement. « Si l'on veut, disait-il, se reporter par la pensée à l'Etat dans lequel nous étions lorsque nos suffrages ont élevé pour la première fois le prince Louis-Napoléon à la plus haute magistrature de l'Etat, on comprendra que jamais homme appelé à l'exercice d'un grand pouvoir n'a acquis autant de droits à la gratitude du peuple qui lui a remis le soin de ses destinées. »

Le Préfet de la Haute-Saône était allé à Strasbourg présenter ses hommages au Prince-Président et pour assister aux fêtes brillantes qui y ont été données. Il en rapporta l'espoir que le Prince Louis-Napoléon viendrait visiter le département de la Haute-Saône dont il a eu si souvent à se louer et qui s'est constamment montré à la tête des départements les plus dévoués.

Ouvrtement, le *Journal de la Haute-Saône* fit campagne pour le rétablissement de l'Empire. Prenant prétexte du voyage fait à Bourges et à Nevers par le Prince Président, voyage au cours duquel il fut acclamés aux cris de : Vive l'Empereur ! le *Journal de la Haute-Saône*, sous la signature de F. Izambert, publia un article tendancieux :

« Nous apprenons que des pétitions pour demander le rétablissement de l'Empire se signent dans les communes. Nous ne pouvons qu'encourager ce mouvement de tous nos efforts. Que veut la Nation ? C'est incontestablement la consolidation de l'œuvre du 2-Décembre. Un pouvoir temporaire et limité qui ne trouve pas en lui-même les moyens de se perpétuer donne-t-il satisfaction à ce besoin de stabilité qui est aujourd'hui si manifeste ? »

Le *Journal de la Haute-Saône* du 25 septembre publie un article signé Ch. Laumier, intitulé « L'Empire se fera ». Il rappelle la réponse du Prince Président : « Lorsqu'il s'agit de l'intérêt général, je m'efforce toujours de devancer l'opinion publique ; mais je la suis lorsqu'il s'agit d'un intérêt qui peut sembler personnel. » (*Moniteur* du 16.)

« L'opinion publique, dit le *Journal de la Haute-Saône*, le Prince Président la connaît aujourd'hui : elle se manifeste chaque jour par tant de manifestations non équivoques ! L'Empire se fera donc, parce que le peuple veut la restauration du principe monarchique... Il ne lancera pas ses aigles sur les champs de bataille, il ne menacera point les remparts de toutes les capitales de l'Europe... Le Nouvel Empire, tout en marchant dans d'autres voix que le premier, sera tout aussi glorieux. »

Pourtant le Prince Président inaugurant à Lyon la

statue équestre de l'Empereur, disait (en pensant le contraire évidemment) :

« Si le titre modeste de Président pouvait faciliter la mission qui m'était confiée et devant laquelle je n'ai pas reculé, ce n'est pas moi, qui par intérêt personnel, désirerais changer ce titre contre celui d'Empereur. »

Le mouvement populaire dans la Haute-Saône en faveur du rétablissement de l'Empire se précisa et il se manifesta par une campagne de pétitions.

Le Préfet l'avait amorcée.

Un complot avait été découvert contre la vie de Napoléon. Le Préfet de la Haute-Saône en profita pour adresser une proclamation aux habitants du département, qui est un encouragement à se prononcer pour l'Empire.

« La stabilité du pouvoir est le besoin de tous les temps, de tous les pays; elle est surtout celui de la France redevenue prospère depuis le 2-Décembre. Le cri de Vive l'Empereur ! qui retentit partout sur le passage de son Altesse le Prince Président, n'est-il pas l'expression de ce besoin fortement senti par toute la masse du peuple. »

Un grand nombre de pétitions arrivèrent à la Préfecture. Voici le texte adopté par toutes les communes :

« A son Altesse impériale, le Prince Louis-Napoléon.

« Monseigneur,

« La Haute-Saône s'est signalée au premier rang, par son dévouement dans toutes les grandes manifestations politiques qui ont eu lieu pour votre Altesse impériale : Pétition demandant la prolongation des pouvoirs; vœu du Conseil général et des Conseils d'arrondissement; adresse après le 2 décembre; vote du 20 décembre; souscription pour les gendarmes; élection des Députés, etc...

« Nous voulons vous maintenir à ce premier rang en suivant l'exemple que nous donne le Conseil général et les Conseils d'arrondissement qui sont nos guides naturels, que nous donnent aussi les 86 Conseils généraux, les 267 Conseils d'arrondissement, et enfin les populations entières qui se précipitent au devant de vous en poussant le cri victorieux de la Grande Armée : « Vive Napoléon ! Vive l'Empereur ! »

« En attendant que vous visitiez à son tour notre Haute-Saône et que nous puissions vous acclamer de même; nous ne voulons pas nous laisser devancer par toute la France.

« En conséquence, nous soussignés, maire, adjoint, membres du conseil municipal de la commune de..... venons vous supplier, Monseigneur, de compléter l'œuvre du 2-Décembre, en faisant soumettre au peu-

ple français qui a placé toute sa confiance en vous, le rétablissement de l'Empire glorieux du Grand Napoléon. L'Empire est le seul moyen de protéger les bons et d'intimider les méchants, d'assurer, avec la stabilité du Gouvernement, toutes les garanties dont nous avons besoin pour la religion, pour nos familles si chères, pour nos propriétés menacées par le socialisme, pour le développement de la richesse publique.

« Notre commune a donné signatures à la pétition de juin 1851, ... signatures à l'adresse faite en votre honneur après l'acte sauveur du 2 décembre, ... votes *oui* au 20 décembre, ... souscripteurs et francs pour les gendarmes, enfin votes pour le candidat député présenté par le Gouvernement.

Nous serons fidèles à ces antécédents dont notre commune s'honore, et nous ferons plus encore, s'il est possible, afin de montrer qu'il n'y a point parmi nous d'hommes hostiles au bon ordre et au Gouvernement du Prince Louis-Napoléon. »

Les pétitions pour le rétablissement de l'Empire affluèrent à la Préfecture. Le 27 octobre, le total général était de 74.548.

Le Préfet les fit réunir et relier dans un volume dont la couverture était ornée d'un aigle, des armes de l'Empire et de fleurons dorés, avec, gravée en lettres d'or, la mention : « A Louis-Napoléon, Empereur, le département de la Haute-Saône toujours dévoué. »

Le 19 octobre 1852, Napoléon convoquait le Sénat pour le 4 novembre. « S'il résulte de ses délibérations un changement dans la forme du Gouvernement, le Sénatus-Consulte qu'il aura adopté sera soumis à la ratification du peuple français. Pour donner à ce grand acte toute l'autorité qu'il doit avoir, le corps législatif sera appelé à constater la régularité des votes, à en faire le recensement et à en déclarer le résultat. (*J. H. S.*, 20 octobre 1852.)

Le Sénat, dans sa séance du 7, a adopté le Sénatus-Consulte rétablissant l'Empire par 86 voix sur 87 votants.

Un décret du 7 novembre convoque le peuple français dans les Comices à l'effet d'accepter ou de rejeter le projet de plébiscite suivant :

« Le peuple français veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime et adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte. »

Le scrutin sera ouvert dans chaque commune pendant les journées des 21 et 22 novembre depuis 8 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir.

Le recensement des votes de chaque département sera fait par une commission de trois membres du Conseil général désignée par le Préfet.

Le recensement général des votes aura lieu au sein

du Corps législatif qui est convoqué à cet effet pour le 25 novembre.

Le *Moniteur* du 15 faisait connaître les manœuvres faites par les différents partis de l'opposition pour que le peuple ne vote pas le Sénatus-Consulte :

Manifeste du Comité révolutionnaire de Londres,

Manifeste des proscrits démocrates socialistes de France résidant à Jersey et réunis en assemblée générale,

Protestation du Comte de Chambord contre le rétablissement de l'Empire.

Un autre manifeste arriva revêtu de la signature des démocrates socialistes Félix Pyat, Rouge et Louis Avril.

Le Préfet de la Haute-Saône, dans une instruction aux maires du département, s'inquiétait surtout que la Haute-Saône se maintienne, par l'unanimité de ses votes, au premier rang qu'elle a conquis entre tous les départements par son dévouement au Prince Louis-Napoléon.

Le Maire de Gray crut devoir adresser aux électeurs de sa ville les quelques lignes qui suivent pour leur faire comprendre la nécessité de voter au scrutin des 21 et 22 novembre :

VILLE DE GRAY

« Habitants de Gray,

« Le Sénatus-Consulte du 7 novembre, résumé fidèle

d'unanimes manifestations, eut été, au gré de l'impatience de la France, une forme suffisante et légale du rétablissement de l'Empire. Le Prince qui représente à tant de titres la cause du peuple, ne veut accepter la couronne que de ses mains, afin que la Nation en l'élevant au trône se couronne elle-même.

.....
Le Maire est trop habitué à compter sur l'empres-
sement de ses concitoyens dans toutes les circon-
stances solennelles pour douter un seul instant de l'exac-
titude des électeurs dans l'exercice d'un Droit qui,
depuis l'affranchissement des communes, commencé
dans le XII^e siècle, a grandi jusqu'à devenir l'arbitre
des destinées du pays.

« Gray, le 16 novembre 1852.

« *Le Maire,*

« A. REVON. »

Le scrutin général pour l'Empire dans la Haute-
Saône fut le suivant :

Résultat officiel

Nombre des électeurs.....	91.760
Votants	86.339
Oui (pour l'Empire).....	84.636
Non	1.341
Bulletins divers	362
Communes unanimes.....	360
Communes n'ayant qu'un seul non.....	113

Le résultat général de 1852 dépasse donc notablement celui du 20 décembre qui comprenait 81.469 *oui* et 2.863 *non*, et avait mis la Haute-Saône au premier rang parmi les départements les plus dévoués à Napoléon.

En France, pour les 86 départements	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
Armée de terre.....	7.465.160	237.066
Armée de mer.....	234.860	8.456
Algérie (Province d'Alger, Population civile)	47.716	2.020
	5.167	721
	7.752.903	248.263

La Haute-Saône s'est maintenue au premier rang qu'elle occupe parmi les départements les plus dévoués à Louis-Napoléon. Seule la Corse prime la Haute-Saône. Sur 100 électeurs inscrits, la Corse a donné 95 *oui* et la Haute-Saône 93. L'Ariège ensuite, n'a donné que 89 suffrages.

Napoléon proclamait l'Empire le 2 décembre 1852.

Le Préfet Dieu envoyait le 3 une instruction aux sous-préfets et aux maires pour leur enjoindre de lire le décret de proclamation de Napoléon du 2 décembre.

Le dimanche 5 décembre, l'Empire était proclamé solennellement à Vesoul par le Préfet. La cérémonie fut suivie d'une revue et d'un *Te Deum*.

La Proclamation fut faite le 5 décembre dans toutes les communes du département.

ROLE DES REPRÉSENTANTS
DE LA HAUTE-SAONE
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dufournel, Huguenin, Versigny

Trois représentants de la Haute-Saône se distinguèrent parmi les autres par leur activité parlementaire : MM. Dufournel, Huguenin et Versigny.

M. Dufournel fut l'auteur d'un certain nombre de propositions de loi :

L'une était relative à la création d'une caisse générale de retenues et de pensions et à l'institution des sociétés de secours mutuels. Cette loi avait pour but d'instituer, avec la garantie et sous la direction de l'Etat, une Caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse, avec remboursement du capital versé au décès du titulaire (*Journal Haute-Saône*, 20 juin 1849, 3/1.)

Une autre proposition de loi de M. Dufournel était relative à la concession des entreprises de travaux publics.

M. Dufournel proposait de régler autrement que ne le faisait la loi de 1842 la formation des Compagnies et le mode de répartition des produits. Sur le premier point, la proposition portait que la loi de concession d'une ligne ayant fixé le nombre et la valeur des actions, chacun puisse en souscrire provisoirement une quantité illimitée. Puis, dans l'or-

dre de leur inscription, une seule action serait d'abord accordée à tous les souscripteurs. Si le chiffre du capital social n'était pas atteint, par cette première répartition, on distribuait de la même manière, une deuxième, puis une troisième action jusqu'à épuisement du capital. Le but que se proposait ainsi l'auteur du projet était de permettre à la petite épargne de participer aux grandes entreprises de la nation.

Emmanuel Arago chargé du rapport par la Commission qui examinait la proposition disait :

« La Commission a pensé que la proposition de M. Dufournel ayant pour but de remédier aux scandales de l'agiotage, préjudiciables à l'Etat comme aux particuliers; d'assurer aux entrepreneurs de nos chemins de fer, de nos canaux, de tous les grands travaux publics, des contrats honnêtes, des conditions certaines, d'offrir sans privilèges, à tous les possesseurs de capitaux des placements prudemment calculés, exempts de tous périls, mérite l'attention de l'Assemblée législative et doit être soumise à l'examen approfondi d'une Commission spéciale. Nous n'ajouterons qu'un mot sur la question de l'opportunité. Dans l'état actuel de nos travaux publics, des chemins de fer, des canaux, le projet serait de nature, par des reventes prochaines, à faire rentrer au Trésor des fonds considérables. Peut-être pour-

rait-on l'appliquer aux chemins de classification de 1842. » (*Journal Haute-Saône*, 11 août 1849, 2/3).

Au mois de Novembre, Dufournel présenta sur les concessions de travaux publics, un projet rectifié et ainsi rédigé :

« Toute entreprise de travaux publics, canaux, chemins de fer, etc..., canalisation de rivières, bassins, docks, etc..., susceptible de donner des produits et d'être exploitée par une Compagnie, sera concédée en vertu d'une loi qui déterminera : 1° le nombre des actions de l'entreprise; 2° le capital de chaque action; 3° le taux de l'intérêt qui doit être servi à ce capital; 4° la quote-part des bénéfices à consacrer annuellement à l'amortissement du capital. » (*Journal Haute-Saône*, 21 novembre 1849, 2/2).

Cette proposition fut prise en considération et approuvée par la Commission à laquelle elle avait été renvoyée.

La *Patrie* disait de cette proposition : « Ce système, on le voit au premier abord, peut bien remédier au trafic des actions, mais il enlève une partie de sa force à l'initiative des hommes d'action et d'énergie sans lesquels ces projets considérables ne réuniraient pas les éléments nécessaires pour se constituer et aboutir à bonne fin. » (*Journal Haute-Saône*, 16 février 1850, 2/3).

Voici l'économie d'une autre proposition de

M. Dufournel sur le régime des biens communaux vains et vagues. L'amélioration de ce régime préoccupait l'administration et avait le plus grand intérêt, puisqu'il s'agissait de rendre productive une portion du territoire de 2.792.803 hectares.

En 1843, un grand nombre de Conseils généraux, à la suite d'une consultation du gouvernement, avaient émis l'avis que les terrains communaux devaient être affermés.

M. Dufournel proposait que toute commune possédant des terrains vagues, susceptibles d'être défrichés et cultivés avec avantage, fut tenue d'en amodier $\frac{1}{5}$ ^e. Un jury institué dans chaque canton désignerait les terrains à affermer et le prix d'amodiation basé par comparaison avec les terres arables du voisinage. On diviserait le terrain en lots d'un maximum de 2 hectares loués pour 18 années à des citoyens justifiant qu'ils sont nés dans la commune ou qu'ils y ont depuis deux ans leur domicile réel et fixe, qu'ils ont 21 ans, sont mariés ou veufs avec enfants, ou soutiens de famille et qu'ils ne peuvent vivre du produit de leur travail. *J. H. S.*, 25 août 1849 $\frac{1}{3}$).

Si un habitant digne d'intérêt ne possède qu'une parcelle de terrain, on peut lui compléter sa culture jusqu'à 2 hectares, car avec 2 hectares de terre, même médiocres, une famille peut, par son travail, avoir sa vie assurée. Ce travail n'absorbera pas

d'ailleurs toute l'activité du propriétaire qui pourra aider ses voisins et gagner de quoi faire des économies.

La proposition avait donc deux buts : 1° augmenter la production agricole, insuffisante; 2° fixer la population à la campagne et lui éviter les hasards de la vie des grandes villes.

Le vendredi 6 décembre 1850, l'Assemblée Nationale avait inscrit à son ordre du jour la proposition Dufournel, mais modifiée ou plutôt élargie par la Commission. Alors que la proposition Dufournel ne s'occupait que des terres vaines et vagues, le projet de la Commission s'occupait également des terres en état de culture et son but était d'engager et, au besoin, de contraindre les communes à tirer plus d'avantages des deux espèces de biens. Sur 7.799.672 hectares de landes, de pâtis et de bruyères qui forment entre le 1/6 et le 1/7 des contenances imposables en France, il y a 2.792.803 hectares appartenant aux communes, soit 6/10 des propriétés rurales. A ce sujet, la proposition Dufournel soulevait la question du défrichement de ces terrains, de leur conversion en bois, labours ou prairies, de leur division en lots et de leur partage entre les pauvres de la commune qui les auraient à ferme.

Le projet de la Commission allait plus loin. En plus des 2.792.803 hectares de terres vaines et vagues, les communes possèdent encore environ 2 millions

d'hectares en état de culture et qui sont l'objet d'une jouissance commune entre tous les habitants dont ils se servent pour le pacage des bestiaux, le chauffage de leur famille. La Commission proposait de retirer partie de ces biens de la jouissance commune et de les « utiliser au point de vue de l'intérêt collectif, lorsqu'ils seront susceptibles de recevoir une destination plus avantageuse. » Cette proposition rencontrait l'opposition de certains économistes qui redoutaient la trop grande division des propriétés et qui estimaient que le morcellement était funeste à l'élevage du bétail.

Après l'adoption de quelques articles, le reste du projet fut renvoyé à la Commission dans sa séance du 6 janvier 1851.

Dufournel prit une part active dans la discussion du projet de loi concernant les dispositions transitoires du Code forestier relatives au défrichement des bois des particuliers.

Dufournel est également l'auteur d'une proposition de loi ayant pour objet de pourvoir à l'achèvement du Chemin de fer de Paris à Avignon, par voie d'une souscription publique de 2.555.000 actions de 100 francs. (13 octobre 1849, *Journal Haute-Saône*, 2/2.)

*
* *
*

Huguenin était député du parti de la Montagne. Le 4 décembre 1849, il défendit à la tribune de l'As-

semblée législative sa proposition de loi relative à la liquidation des dettes de la liste civile envers l'Etat. « Ma proposition, disait-il, a pour but d'obtenir de M. le Ministre des Finances le rapport détaillé sur les mesures administratives qui ont été prises sur les opérations qui ont eu lieu depuis le 25 octobre 1848 pour obtenir une prompte et sérieuse liquidation de la somme de 25 millions de francs qui serait due à l'Etat par l'ex-roi Louis-Philippe. » Après une réponse de M. Passy, ancien ministre des Finances, la prise en considération fut rejetée par 370 billets bleus contre 165 blancs.

Huguenin est également l'auteur d'une proposition de loi relative à la réduction des traitements et à la suppression des emplois inutiles : La réduction des traitements devait porter sur les traitements, les salaires, les appointements, les pensions et les dotations payés sur les fonds du budget, et toutes remises accordées sur les sommes reçues et payées pour le compte de l'Etat, selon une échelle proportionnelle allant de 3 à 36 % des traitements.

Une Commission de 30 membres devait en outre être nommée par l'Assemblée pour rechercher toutes les fonctions ou emplois inutiles et non indispensables dans toutes les branches d'administration ou services publics et indiquer les améliorations dont ils sont susceptibles.

Cette proposition fut discutée devant l'Assemblée

législative à sa séance du 20 juin 1850. M. Huguenin déclara qu'il retirait la première partie de sa proposition relative à la réduction des traitements, mais il insista sur la prise en considération de la partie relative à la suppression des emplois inutiles. M. Casabianca, rapporteur, combattit la prise en considération qui fut rejetée par 393 voix contre 206. Au cours de la discussion, M. Huguenin déclara que depuis 1830, il avait été créé 35.000 nouveaux fonctionnaires.

Reprise le 3 août 1850, la première partie de la proposition d'Huguenin fut rejetée à une forte majorité.

*
* *

Lélut, médecin en chef à la Salpêtrière, était membre de l'Institut.

*
* *

Versigny fut un député actif de la Montagne. Il prenait une part importante aux discussions de l'Assemblée.

On a vu qu'à la suite des émeutes qui eurent lieu le 13 juin 1849, à Paris, pour s'élever contre l'expédition de Rome, il demanda la parole à l'Assemblée pour protester contre le rapport du général Changarnier.

Le 10 août 1849, l'Assemblée Nationale rendait un

décret qui ordonnait que les auteurs ou complices de l'attentat du 13 juin soient envoyés devant une Haute Cour de justice. Celle-ci se réunit à Versailles le 10 octobre 1849 et, dans sa séance du 12, l'Assemblée Nationale accordait à Versigny, représentant de la Haute-Saône, un congé qui durerait tout le temps qui lui serait indispensable pour l'accomplissement de ses devoirs de témoin devant la Haute Cour de Versailles. Il fut entendu à l'audience du 16 et déposa qu'il crut devoir assister le 12 juin à une réunion qui eut lieu dans les bureaux de la *Démocratie Pacifique*. « Il voulait, disait-il, contribuer à empêcher autant que possible la pression que des hommes étrangers à l'Assemblée Nationale pourraient exercer sur ses membres ». Mais il déclara qu'il refusa de signer une proclamation qui fut rédigée dans cette réunion.

Dans la séance du 8 octobre, Versigny pria le Président de l'Assemblée de demander à celle-ci de fixer un jour pour des interpellations qu'il désirait adresser au Gouvernement, sur la politique intérieure et spécialement sur les destitutions de fonctionnaires publics. L'Assemblée fixa les interpellations au surlendemain, mais Versigny, ce jour-là, renonça à interpellier, et se borna à faire la déclaration suivante :

« Les destitutions systématiques de fonctionnaires publics ont pris depuis quelque temps de telles pro-

portions, qu'elles se sont élevées à la hauteur d'un fait politique. C'est à ce point de vue que j'avais eu l'intention d'interpeller les membres du cabinet; mais quelques-uns de mes amis politiques, plus expérimentés que moi dans les luttes parlementaires, m'ont fait remarquer que, dans ce moment, des interpellations pourraient nuire aux intérêts sacrés dont je m'étais spontanément constitué le défenseur. Quoi qu'il m'en coûte, Messieurs, d'y renoncer, je m'abstiens et je m'empresse de rendre l'Assemblée à ses travaux. » (*Journal Haute-Saône*, 13 octobre 1849, 2/1 et 2/2.)

*
* *

Les représentants de la Haute-Saône suivaient attentivement tous les travaux de l'Assemblée, auxquels certains prirent une part active. Ils votèrent sur toutes les questions importantes soumises à l'Assemblée et régulièrement leurs votes se groupaient de la même façon. D'un côté, Dufournel, de Grammont et Lélut, de l'autre Huguenin, Millotte, Signard et Versigny; les premiers approuvant toutes les lois de réaction, les autres les combattant vivement.

C'est ainsi que les derniers votèrent contre le projet de loi portant autorisation de payer à la duchesse d'Orléans la somme de 300.000 francs à titre de douaire, qu'ils votèrent contre les projets de loi relatifs aux crédits demandés pour l'expédition de

Rome, contre le projet de loi relatif à la transportation des insurgés de Juin en Algérie (adopté par 406 voix contre 203), contre l'ordre du jour pur et simple à la séance du 27 mars 1851, qui approuvait la suppression du cours de Michelet.

Ils ont voté, au contraire, pour l'amendement Nadaud, demandant la suppression des livrets d'ouvriers et qui fut rejeté dans la séance du 7 mai 1851, pour l'amendement de Sainte-Beuve, en faveur de la réforme douanière et l'établissement du libre échange, qui fut repoussé dans la séance du 28 juin 1851.

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA HAUTE-SAONE DE 1848 A 1852

Agriculture.

Blé, vigne, tabac, bois. — Situation générale. —
Remèdes proposés à la crise. — La ferme-école
de Saint-Remy. — Organisation agricole.

Métallurgie.

La crise. — Les houillères. — Manganèse. — Sa-
lines. — Stations thermales. — Minerai de fer.—
Sel gemme. — Fonte.

Commerce.

La Chambre de Commerce de Gray. — Les foires.

Lignes de communication.

Chemins de fer. — La Saône.

Tableau de la population.

Il est indispensable de donner un tableau de la situation économique de la Haute-Saône pendant la période qui s'étend de 1848 à 1852.

La vie politique et administrative d'un département, de même que celle d'une nation, dépend pour la plus grande partie de sa situation économique et, au début de cet étude, on a pu voir les conséquences de cet état de choses dans la Haute-Saône lors des journées troublées qui marquèrent en France l'avènement de la République.

Agriculture. — La Haute-Saône est principalement un département agricole, tout au moins dans les arrondissements de Vesoul et Gray. Dans celui de Lure, la nature du sol, la présence des mines, a permis un certain développement industriel dans la région.

Le département de la Haute-Saône contenait en terrains incultes, friches ou landes, une superficie de 6.485 hectares dont 3.865 appartenaient à l'arrondissement de Vesoul.

Parmi les cultures les plus répandues dans le département figurent celle du blé dont Gray était le marché le plus important, et celle de la vigne.

En 1788, l'étendue des superficies plantées en vigne dans le département de la Haute-Saône était de 12.800 hectares.

En 1829, on en comptait 13.800 et en 1850, 14.000. La culture de la vigne avait donc subi peu de variations. Elle s'est peu développée dans la Haute-Saône, en raison de la concurrence qui était faite à ses produits par les vins du Jura, par ceux de Bourgogne et même par les vins du Midi qui arrivaient facilement dans le département et à bas prix, grâce à la canalisation de la Saône.

Les frais de culture de la vigne étaient en moyenne de 250 francs par hectare.

Les produits moyens par hectare sont, pour les crus les plus productifs.....	65 hectol.
Pour les crus ordinaires.....	45 —
Pour les crus les moins féconds.....	30 —

Les prix d'un hectare de vigne, en 1850, dans la Haute-Saône, étaient :

Crus les plus productifs.....	6 à 7.000 fr.
Crus ordinaires	4 à 5.000 fr.
Crus les moins féconds.....	2.500 fr.

Ces prix, comme ceux des autres propriétés rurales, avaient doublé depuis 1788.

Par comparaison avec les prix de la vigne en 1850, les prix par hectare des autres propriétés rurales sont les suivants :

Prés :

1 ^{re} qualité	6 à 7.000 fr.
2 ^e —	4 à 5.000 fr.
3 ^e —	2.500 fr.

Champs :

1 ^{re} qualité	3.300 fr.
2 ^e —	1.900 fr.
3 ^e —	550 fr.

Bois :

1 ^{re} qualité	1.500 fr.
2 ^e —	1.000 fr.
3 ^e —	4 à 500 fr.

De préférence, les capitaux se portaient sur les prés, les champs et les bois pour plusieurs raisons :

Les récoltes de vigne sont plus aléatoires, sa culture exige plus de travail et des ustensiles nombreux et embarrassants. L'exemption d'impôt général accordée aux producteurs n'a pas influé sensiblement sur l'accroissement de cette culture.

Quant aux débouchés, la partie des récoltes non consommée sur place était exportée dans le département des Vosges où ne se cultivait pas la vigne.

Le prix du vin était dans la Haute-Saône, en 1850 :
Crus les plus productifs et inférieurs. 40 à 15 fr. l'hl.
Crus ordinaires..... 15 à 20 fr. l'hl.
Crus les moins productifs et supérieurs 20 à 25 fr. l'hl.

En 1788, les prix étaient beaucoup plus élevés; ils ont baissé à la suite de la concurrence dont nous avons parlé.

Le vin de la Haute-Saône, en 1850, n'était pas brûlé, mais on distillait les marcs de raisin et on obtenait ainsi des eaux-de-vie de 18 ou 19 degrés (52 cent), dont le prix moyen par hectolitre était de 50 à 60 fr. Le kirsch, fabriqué dans certains cantons, valait de 170 à 200 francs.

La quantité d'eau-de-vie de marc fabriquée annuellement était en moyenne de 12 à 13.000 hectolitres. Celle du kirsch, 3 à 4.000 hectolitres.

Les 9/10 de ces eaux-de-vie étaient fabriquées par les récoltants.

La fabrication du cidre est nulle dans la Haute-Saône.*

L'impôt sur les boissons était parmi les taxes qui pèsent sur le contribuable, celle qui soulevait le plus de protestations de la part des habitants de la Haute-Saône, à raison de l'élévation des droits et de la gêne apportée par les formalités à remplir pour la mise en circulation. Parmi les réformes préconisées par la Société d'agriculture de la Haute-Saône, on trouvait :

1° Réduction du taux des droits de circulation;

2° Suppression de la licence ou réduction notable pour les récoltants qui ne vendent qu'accidentellement;

3° L'abaissement à 50 litres de la limite fixée à 1 hectolitre pour la vente en gros ;

4° La concession de l'entrepôt, en matière d'entrée d'octroi en faveur des débitants des villes, moyennant caution.

L'emploi de l'alcool aux usages industriels est nul dans le département de la Haute-Saône.

*
* *

Les plantes textiles n'ont pas reçu de développement. La culture suffit aux besoins du département qui n'exporte ni lins, ni chanvres.

*
* *

Culture du tabac. — L'industrie agricole subissait un malaise et la classe ouvrière se trouvait dans la gêne par suite de la crise qui pesait sur le pays. Aussi, le Conseil général de la Haute-Saône, en 1848, sollicitait-il, pour le département, les bienfaits d'une culture qui procurerait du travail à un grand nombre de bras : celle du tabac.

Les ventes du tabac en 1816 rapportaient au Trésor à peine 33 millions ; en 1848, elles dépassaient 100 millions. Or, 6 départements privilégiés avaient obtenu en 1816 le monopole de la culture du tabac. La Haute-Saône demanda à être du nombre des départements chargés d'approvisionner la régie. Lorsque la culture du tabac était libre, la Haute-Saône

produisait en grand nombre et à bas prix des tabacs excellents. Le Conseil général faisait valoir que la proximité de l'Alsace, où l'Etat possédait des manufactures de tabac, éviterait la nécessité d'en créer dans la Haute-Saône et il émettait le vœu que l'autorisation de culture du tabac fût donnée dans la Haute-Saône.

Par lettre du 16 novembre 1849, le Ministre des Finances faisait connaître que ce vœu ne pouvait être accueilli, par le motif que la quantité de tabac fournie par la Haute-Saône, lors de l'établissement du monopole, était peu importante, le tabac de mauvaise qualité et le prix de revient trop élevé.

Le Conseil général ne se découragea pas : d'ailleurs chaque année, depuis 1836 il émettait le vœu que l'autorisation de cultiver le tabac fut accordée au département de la Haute-Saône qui, lors de l'établissement du monopole, fournissait 26.000 kilogr.

Avant l'établissement du monopole, la culture était importante, puisque certaines communes retiraient 30 à 40.000 francs de cette industrie.

« Les produits en tabac, supérieurs à ceux de l'Alsace et des départements voisins, trouvaient sous le régime de la libre culture un écoulement facile, tant en France qu'à l'étranger. Au moment de l'établissement du monopole, les prix offerts par la régie n'étaient pas en rapport avec ceux que nos cultivateurs obtenaient de l'étranger, ils eurent la funeste

idée de consacrer à cette vente toute la première récolte qui seule, est de qualité, et ils livrèrent à l'administration des Contributions indirectes les maigres feuilles de la seconde récolte. »

C'est ce qui explique que l'administration des Contributions indirectes se soit plaint de la qualité du tabac.

Aussi, de 1848 à 1852, le Conseil général ne cessa-t-il de réclamer que la Haute-Saône soit comprise au nombre des départements où la culture du tabac était autorisée.

*
* *

Bois. — C'est à la suite d'un conflit né dans la Haute-Saône qui a été fixée la jurisprudence du règlement de compétence en matière de distribution de la futaie affouagère. La jurisprudence du Conseil d'Etat et celle des tribunaux civils n'étaient pas conformes.

Le conseil municipal de Gourgeon ayant décidé que la futaie serait vendue aux enchères, un propriétaire prétendit que l'opération avait eu lieu illégalement et intenta devant le Tribunal civil de Vesoul, contre la commune, une action en dommages intérêts pour la portion de bois dont il avait été privé.

Le Préfet prétendit que la question de la légalité de la vente opérée en vertu d'une délibération du conseil municipal rentrait dans les attributions de l'autorité administrative et présenta un déclinatoire, le 17 juillet 1850. La cause fut néanmoins retenue et le

Tribunal se déclara compétent par jugement du 31 juillet 1850.

Le conflit ayant été élevé, le Tribunal des Conflits a rendu, le 5 décembre 1850, une décision qui consacre le principe que la juridiction administrative est seule compétente pour connaître les contestations de cette nature.

« Considérant que d'après l'article 2, section V de la loi de juin 1793, l'autorité administrative doit connaître des contestations sur le mode de partage des biens communaux;

Que d'après les articles 15 de la loi du 28 pluviose an VIII et 17 de celle du 28 juillet 1837, les conseils municipaux doivent régler, sous l'autorité et le contrôle de l'administration supérieure, tout ce qui concerne le mode de jouissance des biens communaux et spécialement la répartition des affouages.

Que la contestation portait sur le mode de jouissance d'un bien communal, c'est-à-dire sur les répartitions de futaies que la commune jugerait convenable de faire ou de ne pas faire aux habitants d'après la nature de ses besoins;

Qu'aux termes des lois ci-dessus visées, il n'appartenait qu'à l'autorité administrative d'en connaître,

Décide :

L'arrêté de conflit est confirmé.

*
* * *

L'article 105 du Code forestier admettait deux modes de jouissance pour les futaies ou arbres propres aux constructions :

1° Le partage suivant l'usage, c'est-à-dire pour la Franche-Comté, la répartition des futaies entre tous les propriétaires de bâtiments, suivant le métré de leurs constructions;

2° La vente de ces arbres au profit de la caisse municipale.

D'après les instructions ministérielles conformes à la jurisprudence du Conseil d'Etat et à l'opinion des jurisconsultes, les conseils municipaux ont le droit d'opter entre ces deux modes, mais il ne leur est pas permis de modifier l'un ou l'autre mode.

*
* *

La situation générale de l'agriculture était assez précaire en France et le Gouvernement se préoccupait à juste titre des doléances de l'agriculture qui se plaignait principalement de l'avilissement général du cours de ses produits.

On pensait trouver des atténuations à cet état de choses dans l'exportation considérable de céréales et de farines qui s'était faite en 1849 et qui se soutint en 1850, dans l'exportation du bétail, dans le dégrèvement de 27 millions sur la contribution foncière.

Le Conseil général de la Haute-Saône fut amené à

examiner la question et, en recherchant les causes du malaise, à proposer des remèdes.

La cause qui se présentait tout d'abord à l'esprit était l'abondance des récoltes des dernières années, mais il était difficile de déplorer l'abondance.

Il pensait ensuite que les transactions qui vivifient le commerce ne sont possibles dans un Etat que si cet Etat est organisé sur des bases solides, alors qu'il n'en est pas de même lorsque le Gouvernement est sans cesse contesté et qu'il a tous les jours à lutter pour le maintien de l'ordre. Telle est, disait le Conseil général, la vraie cause générale des souffrances de l'agriculture et, implicitement, il en tirait le remède.

Mais, dans le détail, le Conseil général répondit au Ministre de l'Agriculture qui le questionnait, en lui demandant de persévérer dans la voie du dégrèvement, de favoriser les exportations, d'assurer ainsi des débouchés à nos produits, de surveiller avec grand soin les importations qui se font à charge de réimportation afin que sous aucun prétexte notre production ne subisse une concurrence qui deviendrait ruineuse.

*

* *

L'enseignement agricole théorique et pratique fut réalisé dans la Haute-Saône par la création d'une ferme-école.

A la date du 20 janvier 1851, le Ministre de l'Agri-

culture prononça la création et l'organisation de la ferme-école promise au département de la Haute-Saône. Elle fonctionna, à partir du 1^{er} juin, sur le domaine de Saint-Remy, sous la direction de M. Clouzet, membre de la commission départementale d'agriculture.

Le personnel enseignant comprenait :

- 1° Un directeur exploitant le domaine à ses risques et périls;
- 2° Un chef de pratique;
- 3° Un surveillant comptable;
- 4° Un jardinier pépiniériste;
- 5° Un vétérinaire.

Nul ne pouvait être admis à l'école avant l'âge de 16 ans accomplis. L'admission était prononcée après examen par un jury qui établissait ensuite le classement des élèves et leur promotion.

La durée des études était fixée à trois ans, et entre ces trois années étaient répartis les différents travaux.

L'enseignement professionnel était donné aux frais de l'Etat, ainsi que les dépenses de nourriture, blanchissage, chauffage, éclairage et soins médicaux. Les élèves n'avaient rien à payer pendant leurs trois années d'apprentissage. Le Gouvernement allouait, de plus, 75 francs par apprenti.

L'école comprenait 33 places gratuites d'élèves-

apprentis accordées aux jeunes gens de 16 à 18 ans et attribuées au concours à raison de 11 places par an.

*
* *

Organisation agricole. — La loi du 20 mars 1851 avait déterminé l'organisation définitive des comices agricoles, des chambres consultatives d'agriculture et du conseil général d'agriculture.

COMICES AGRICOLES

Conformément au vœu exprimé par la société d'agriculture de la Haute-Saône et sur la proposition du Préfet, le Conseil général a divisé le département en 9 circonscriptions comicales qui comprennent les 28 cantons du département

CHAMBRE D'AGRICULTURE

D'après l'article 6 de la loi, il devait y avoir dans chaque département une chambre d'agriculture composée de membres élus pour 6 ans par les comices en nombre égal à celui des cantons.

Cette chambre devait exprimer un avis sur toutes les matières de la législation rurale et sur tout ce qui touche aux intérêts des cultivateurs, comme le régime des eaux, des forêts, des biens ruraux, les voies de communication, le roulage, la police des campagnes, les foires et marchés, les contributions indirectes, les octrois, etc...

CONSEIL GÉNÉRAL D'AGRICULTURE

C'est une assemblée que le Gouvernement convoque concurremment avec les Conseils généraux du commerce et de l'industrie pour préparer les mesures qui intéressent ces diverses branches du travail national ou pour donner des avis sur les lois à faire à ce sujet. Dans chaque département, la Chambre d'agriculture nommait un membre qui faisait partie du Conseil général.

Le Ministre du Commerce et de l'Agriculture prescrivait, dans une circulaire datée du 1^{er} octobre 1850, l'organisation d'une commission d'agriculture dans chaque département « pour fournir au Gouvernement son avis sur la situation de l'industrie rurale sur les améliorations dont elle est susceptible et sur toutes les questions qui touchent à son développement et à sa prospérité. »

Aussi, à la date du 22 octobre 1850, le Préfet prenait-il un arrêté instituant dans le département de la Haute-Saône une commission d'agriculture spécialement chargée de la défense des intérêts agricoles. Ses attributions étaient d' « étudier toutes les questions qui intéressent l'agriculture, d'émettre des vœux sur les moyens de remédier aux souffrances de l'industrie rurale et d'améliorer le sort de tous ceux qui prennent part aux travaux de la campagne, et enfin de donner son avis sur l'état des approvisionnements, sur le produit des récoltes et généralement sur toutes

les questions que le Gouvernement jugera convenable de soumettre à son examen dans l'intérêt de l'agriculture. »

La commission devait comprendre 28 membres, un pour chaque canton, choisis autant que possible dans le sein des comices agricoles.

La commission était divisée en deux sections déterminées par le caractère dominant des cultures locales.

La première section, dite des prairies, était composée des cantons de Lure, Luxeuil, Champagny, Melisey, Faucogney et Villersexel, où domine l'exploitation des prairies naturelles.

La seconde section, dite agricole, était composée des 22 autres cantons.

Cette commission tint sa séance d'installation le 12 décembre, à la Préfecture de Vesoul. Elle se fractionna en 5 commissions : 1^o Commission des prairies ; 2^o commission des céréales ; 3^o commission des récoltes ; 4^o commission des objets divers ; 5^o commission des vœux généraux.

Parmi les questions qu'elle examina et parmi les vœux transmis au Ministre figure ceux relatifs aux sucres et la commission proposait :

Que le droit qui frappe les sucres français, indigènes ou coloniaux, soit abaissé le plus promptement et le plus largement possible, que la surtaxe sur les

sucres étrangers ne soit réduite que proportionnellement à l'abaissement du droit.

*
* *

Industrie. — Situation de la métallurgie dans la Haute-Saône.

De 1848 à 1852, une crise sans précédent pesait lourdement sur l'industrie métallurgique. Quelles en étaient les causes ? Les événements politiques, prétendait-on, paralysaient l'activité des usines, mais en réalité c'est ailleurs qu'il fallait chercher la véritable raison du malaise.

Une des principales était la substitution de la houille au charbon de bois dans l'élaboration du fer. La Haute-Saône ne pouvait se procurer de la houille qu'à des prix très élevés et les usines supportaient difficilement la concurrence de celles de la Haute-Marne et du Midi. La difficulté de se procurer de la houille et la cherté de son prix provenaient de l'insuffisance dans la Haute-Saône des moyens de transport (canaux et chemins de fer).

Alors que les forges de la Haute-Marne et de la Meuse se trouvaient en communication directe avec les houillères de la Moselle et de Saarbrück par le chemin de fer de Nancy à Metz et à la frontière de Prusse, alors que, d'autre part ces mêmes usines allaient bénéficier du canal de la Marne au Rhin, du chemin de fer à peu près parallèle de Paris à Stras-

bourg, pouvant ainsi écouler leurs produits dans toutes les directions, la Haute-Saône en revanche était deshéritée au point de vue des moyens de transport.

Les travaux nécessaires à l'achèvement de la navigation de la Saône, commencés en 1839, étaient abandonnés depuis 1847, faute d'argent. Le Ministre des Travaux publics se refusait à donner la somme de 3.500.000 francs nécessaire. La canalisation de la Saône jusqu'à Port-sur-Saône avait été votée par la loi du 19 juillet 1837.

En ce qui concerne les substances minérales, le Ministre des Travaux publics avait demandé de pousser d'une façon active leur recherche et leur exploitation.

La Haute-Saône ne possédait qu'un seul bassin houiller, celui de Ronchamp.

L'exploitation de la houille remonte à 1760 dans la mine de Ronchamp et Champagney. On la considéra comme épuisée en 1841 et elle fut vendue à une compagnie. Mais un nouveau champ d'exploitation fut découvert et l'importance de l'exploitation s'accrut dans des proportions considérables.

En 1841, le produit annuel de l'extraction était de 17.500 tonnes. Il passa, en 1850, à 60.000 tonnes, et à cette époque, les travaux entrepris devaient permettre de doubler la production.

Cette exploitation devait procurer aux usines de la Haute-Saône de larges avantages et il importait de

ne pas la laisser aux mains d'une seule compagnie concessionnaire.

Le Conseil général se préoccupa de la crise de l'industrie dans la Haute-Saône et dans le but d'y remédier, il émettait les vœux suivants en 1851 :

1° Achèvement de la canalisation de la Saône jusqu'à Port-sur-Saône;

2° Que l'administration des Mines fasse adresser, comme dans la plupart des bassins houillers de France, un plan topographique de celui de Ronchamp et de Champagney, avec indication des points sur lesquels des recherches ont été faites et des résultats obtenus;

3° Appeler l'attention de l'administration sur le danger qu'il y aurait pour le pays à livrer à une seule compagnie l'exploitation de la houille dans le bassin de Ronchamp et Champagney et l'inviter au contraire à encourager et à éclairer toutes les compagnies sérieuses qui voudraient y faire des recherches et faciliter autant que possible la création de nouvelles concessions quand ces compagnies seront en mesure de les demander.

Ce dernier vœu fut entendu et réalisé : alors que les concessionnaires de l'exploitation voulaient obtenir l'extension du périmètre de leur concession, le Ministre des Travaux publics décida au contraire qu'il serait sursis à toute concession nouvelle dans le bassin de Ronchamp à Champagney.

Deux sondages pour la recherche de la houille furent en outre entrepris sur le territoire de la commune de Châlonvillars dont l'un fut aussitôt abandonné parce qu'il se faisait dans de mauvaises conditions de réussite.

L'exploitation d'un combustible végétal, la tourbe a été régularisée par les soins de l'administration. Il a été extrait 65.111 quintaux métriques dans 26 communes de l'arrondissement de Lure, pour le chauffage des habitants.

Exportation des houilles.....	467.540 qx. métr.
Importation	46.900 —
Consommation des houilles du	
pays dans le département.....	194.416 —
Consommation des houilles du	
bassin de la Loire.....	46.000 —

Gisements de manganèse. — Il en existait sur le territoire des communes de Frasn-le-Château et de Vaux-le-Moncelot. Leur exploitation a produit en 1851 : 2.550 quintaux métriques.

Plusieurs demandes de concession pour l'exploitation exclusive du manganèse furent faites. Le Ministre des Travaux publics, après avis du conseil général des Mines, décida qu'en l'état actuel du gisement, il n'y avait pas lieu d'accorder une concession et qu'il fallait laisser les particuliers tirer à leur gré les pierres de manganèse des champs où elles se trouvaient.

Salines de Gouhenans et Melecey. — Leur exploitation a produit, en 1851 :

Gouhenans	91.233	qintaux	métriques	de sel.
Melecey	41.349	—	—	—
	102.552	—	—	—

Valeur pour 1851 :

Exploitations houillères....	940.838 fr.	}	1.522.968 fr.
Exploitations des tourbières.	32.338 fr.		
Exploitations des mines et minières de fer.....	530.567 fr.		
Exploitations du manganèse.	49.225 fr.		
Production des usines à fer.....	6.063.171 fr.		
Valeur des sels fabriqués.....	440.000 fr.		

Stations thermales. — La principale station thermique de la Haute-Saône est celle de Luxeuil, dont la célébrité était déjà grande à l'époque gallo-romaine.

La prospérité de l'établissement thermal était peu encouragée par l'Etat. Depuis de nombreuses années, il était privé de toute participation aux subventions de l'Etat. Le Conseil général émit un vœu en sa faveur, vœu à la suite duquel une subvention de de 3.000 francs fut accordée par décision ministérielle en date du 10 juin 1850.

Industrie minéralurgique. — Mines de fer.

Les quantités de minerai de fer en roche, fournies par les mines de la Haute-Saône, ont été :

En 1846, de.....	6.113 tonnes.
En 1847, de.....	4.235 —
En 1848, de.....	3.631 —
En 1849, de.....	704 —
En 1850, de.....	490 —
En 1851, de.....	2.000 —

Il y a donc eu diminution progressive jusqu'en 1850. Trois mines de fer mises en chômage par suite des événements politiques de 1848 furent remises en exploitation.

Mines de houille. — Pendant le cours des mêmes années, il a été extrait des mines de houille les quantités suivantes :

Années	Terrain houiller proprement dit	Terrain keupérien	Total
1846..	16.277 tonnes	11.875 tonnes	28.152 tonnes
1847..	21.824 —	8.121 —	32.336 —
1848..	22.739 —	9.307 —	32.046 —
1849..	56.849 —	12.624 —	69.473 —
1850..	75.000 —	10.000 —	85.000 —
1851..	56.174 —	9.868 —	66.036 —

L'exploitation a été interrompue pendant plusieurs mois en 1851 à la houillère de Ronchamp, car des travaux avaient été entrepris pour l'établissement d'un système de tiges à taquet, à l'aide desquelles il devait être possible de remonter à la fois un plus grand nombre de chariots.

Mines de sel gemme. — La principale est à Gouhenans.

Minières de fer :

1846	362.853 tonnes.
1847	431.740 —
1848	329.725 —
1849	270.402 —
1850	300.000 —
1851	220.000 —

Années	FONTE AU COMBUSTIBLE VÉGÉTAL				GROS FER			
	Brute		Moulée 1 ^{re} fusion		Au combustible végétal		Au combustible minéral	
	Poids (tonne)	Valeur de la tonne	Poids (tonne)	Valeur de la tonne	Poids (tonne)	Valeur de la tonne	Poids (tonne)	Valeur de la tonne
1846	25.621	236 f.	4.037	300 f.	4.741	534 f.	»	»
1847	29.626	230	4.055	303	4.267	532	810	369 f.
1848	25.991	175	3.241	238	3.104	446	760	290
1849	24.161	160	3.110	230	3.356	420	1.022	285
1850	25.000	151	3.500	225	4 076	385	500	260

*
* *

Commerce. — La ville commerçante de la Haute-Saône était Gray qui devait sa prospérité à sa situation sur la Saône. L'importance d'une rivière navigable était encore accrue à cette époque où peu de chemins de fer étaient construits. Les échanges dans la Haute-Saône s'effectuaient principalement au port de Gray, marché des denrées les plus importantes.

Gray possédait une chambre de commerce existant depuis le 22 mars 1838 et dont la circonscription comprenait tout l'arrondissement.

Un arrêté de la Commission du Pouvoir exécutif, en date du 19 juin 1848, prescrivait le renouvellement général des membres comprenant la chambre de commerce. Le 13 décembre 1848, le préfet Carré prenait l'arrêté suivant :

« Les commerçants patentés de l'arrondissement de Gray, inscrits depuis un an au moins sur le rôle des patentes, étaient convoqués à Gray le 30 décembre, à l'effet de procéder à l'élection de neuf membres pour le renouvellement de la Chambre de commerce de ladite ville. »

Avant la révolution de Février, le conseil municipal concourait à la première formation d'une chambre de commerce et les électeurs se complétaient des membres du tribunal de commerce et de notables choisis par les deux corps dans les limites déterminées. Pour le renouvellement annuel du tiers des membres, l'action du conseil municipal était dévolue à la Chambre elle-même.

Les électeurs qui, sous la qualification de notables, étaient appelés à l'élection, ne dépassaient pas le nombre de 36. La nouvelle liste en comprenait près de 3.500.

Les chambres de commerce supprimées par la Révolution n'ont été rétablies que le 3 Nivôse an II.

L'arrêté consulaire n'en autorisait que 32, y compris celles de Bruxelles, Anvers, Mayence, Turin et Genève. En 1848, il y en avait 40 pour les 86 départements.

La loi de 1831 sur l'organisation municipale plaçait de droit sur la liste des électeurs communaux, les membres des chambres de commerce.

Dans l'arrondissement de Gray, une foire importante avait lieu à Champlitte.

En 1851, cette foire qui avait lieu le 11 août, fut transférée à Gray où elle eut lieu le 17. Cette décision prise par les négociants en grains fut approuvée par la Chambre de commerce de Gray, mais les protestations de Champlitte furent vives.

On rappelait à cette occasion que, « en 1400, Gray possédait un marché par semaine et quatre bonnes foires par an; c'est dans ce temps-là que les anciens fossés de la ville, qui sans doute s'était agrandie, lui furent abandonnés par le duc Jean sans Peur pour établir son champ de foire.

Beaucoup plus tard, le sire de Vergy, conseiller auprès des comtes de Champlitte, s'occupa d'intérêts commerciaux de la région, moins en faveur de Gray et de Champlitte que pour son profit, car il demandait l'autorisation d'établir un port à Mantoche, sa seigneurie.

Alors la ville de Gray subissait les effets désastreux du *perpétuel édict* rendu par la Cour du Parlement

de Dôle pour défendre « la traite des grains par bateaux sur la rivière de Sône, chariots et charrettes hors ce pays, ce qui avait éloigné les marchands de Gray et plusieurs autres des villes d'Auxonne, Chalon, Macon et Lion qui faisoient parfois de grands amas de grains des quartiers de Champagne, Bassigny et terres sises sur la rivière de Vingeanne qui nous avoisinent, lesquels ils amenaient tous audit Gray où à raison du port de Sône, rivière unique navigable au Comté de Bourgoigne, ils avaient établi leur magasin afin de les faire passer plus librement es provinces au Lionnois, Dauphiné, Vivaré, Languedoc et Provence, etc..., de telle sorte que les estrangers qui vouloient commercer avec nous avaient transporté leurs magasins à Massilly, au viscomté d'Auxonne, où les paysans du ressort de Gray, attirés par l'argent des marchands françois, conduisaient clandestinement les blés et principalement la nuit. »

Il a pu arriver qu'à cette époque les marchands de grains et les paysans du ressort ont pris l'habitude de se donner rendez-vous à Champlitte où le voisinage de la Champagne, du Bassigny et de la Vingeanne pouvait rendre plus facile le transport clandestin des blés à Massilly. (*Presse Grayloise*, 2 août 1851).

*
* *

Lignes de communication. — L'importance des

lignes de chemins de fer n'avait pas échappé à la Haute-Saône.

A la fin de l'année 1849, la mise en exploitation du chemin de fer de Paris à Lyon, aux deux sections de Paris à Tonnerre et de Dijon à Chalon, amena dans la Haute-Saône un trafic important. A Gray surtout, il y avait un important mouvement de voyageurs qui partaient des départements de l'Est pour se diriger sur le Midi et sur la Capitale.

Besançon réclamait à cette époque un embranchement se dirigeant par Gray vers Dijon. La Haute-Saône ne s'y opposait pas, mais réclamait le passage chez elle de la ligne Dijon-Mulhouse. Elle considérait le tracé par la vallée du Doubs comme impraticable et préférait au tracé de conciliation par Besançon et la vallée de l'Ognon, le tracé par Gray, Vesoul et Lure. Ce tracé avait pour la Haute-Saône l'avantage de traverser le département dans sa plus grande longueur de l'est à l'ouest et de desservir les trois principales villes du département en même temps que les houillères de Ronchamp.

Le congrès d'agriculture de la Haute-Saône de novembre 1850 réclamait « le rappel de la loi du 21 juin 1846 qui avait décidé que le railway de Dijon à Mulhouse passerait par Besançon et la vallée de l'Ognon; 2° le passage du chemin de fer par la vallée de la Saône avec embranchement de Besançon sur Gray.

L'exécution de la ligne Saint-Dizier-Gray était éner-

giquement réclamée également par la population. Dans sa séance du 9 janvier 1852, la Chambre de commerce de Gray décidait à l'unanimité qu'elle se rendrait en corps à Paris pour demander au Prince Président la prompte exécution de la loi du 21 juin 1846, relative à l'établissement du chemin de fer de Saint-Dizier à Gray.

La Saône, nous l'avons dit, était la principale voie de communication. Les travaux de la Saône avaient reçu pour 1849 une allocation de 43.173 fr. 69. Cette allocation était insuffisante pour entretenir les travaux exécutés. Il aurait fallu 3.500.000 francs pour terminer le travail qui en a coûté déjà 5 millions, travail « qui reliait le Nord et le Midi en mettant la Saône en communication avec Epinal et Nancy et la faisant toucher au canal de la Marne au Rhin.

« Le Conseil général, vivement ému d'une situation qui se prolonge indéfiniment, au grand détriment des populations de la Haute-Saône, de celles du Nord et du Midi de la France et de la fortune publique croirait sa responsabilité engagée s'il ne renouvelait pas, de la manière la plus énergique, le vœu que le Gouvernement fasse de suprêmes efforts pour ne pas laisser périr des travaux aussi importants que ceux de la navigation de la Saône supérieure et pour faire jouir enfin les populations de tout l'Est de la France de bienfaits trop longtemps attendus.

*

* *

Tableau de la population de la Haute-Saône

(*Journal de la Haute-Saône*, 20 septembre 51)

Résultats du dénombrement nominatif de la population opéré en 1851 et des renseignements statistiques qui se rattachent à cette opération.

Nombre de maisons	73.162
— de ménages	87.758

Population du département : 347.469, ce qui représente une augmentation de 373 habitants relativement au recensement de 1846.

Cette population se décompose ainsi par arrondissements :

Arrondissements	Nombre de communes	Nombre d'habitants
Gray	165	89.235
Lure	203	144.372
Vesoul	215	113.862
	583	347.469

Par cantons, elle est formée des chiffres suivants :

Cantons	Communes	Habitants
Autrey	17	10.129
Champlitte	17	9.991
Dampierre	31	13.353
Fresne-Saint-Mamès ...	18	9.966
Gray	23	16.858
Gy	20	11.428

Cantons	Communes	Habitants
Marnay	19	8.301
Pesmes	20	9.209
Champagney	9	12.345
Faucogney	16	13.773
Héricourt	26	14.981
Lure	28	19.193
Luxeuil	24	16.757
Melisey	12	14.103
Saint-Loup	13	17.727
Saulx	18	8.828
Vauvillers	23	11.852
Villersexel	34	14.813
Amance	13	8.848
Combeaufontaine	17	8.822
Jussey	22	16.470
Montbozon	30	10.560
Noroy	16	8.812
Port-sur-Saône	17	9.963
Rioz	29	10.566
Scey-sur-Saône	25	12.264
Vesoul	24	17.227
Vitrey	22	10.330
	583	347.469

Récapitulation suivant l'état-civil :

Garçons	96.652
Hommes mariés.....	64.925

Veufs	7.877
Filles	98.229
Femmes mariées	64.949
Veuves	14.837

Récapitulation suivant les âges au-dessus de 79 ans :

80 ans.....	612 habitants.
81 —	298 —
82 —	290 —
83 —	231 —
84 —	258 —
85 —	184 —
86 —	107 —
87 —	89 —
88 —	66 —
89 —	40 —
90 —	42 —
91 —	13 —
92 —	15 —
93 —	7 —
94 —	4 —
95 —	5 —
96 —	4 —
97 —	1 —
98 —	2 —
99 —	0 —
100 —	0 —
Au-dessus de 100 ans.....	1 (102 ans)

Cultes :

Catholiques romains	336.764
Calvinistes	141
Luthériens	9.853
soit :	
Canton d'Héricourt.....	7.963
— de Champagney.....	1.184
— de Lure.....	557
Israélites	536
Autres cultes ou communions.....	175

Nationalité :

Français d'origine.....	346.178
Naturalisés Français.....	101
Anglais	10
Allemands	484
Belges	7
Italiens	85
Suisses	232
Espagnols	27
Polonais	103
Autres étrangers	242

Maladies ou infirmités apparentes :

Aveugles	359
Borgnes	1.033
Sourds-et-muets	214
Aliénés à domicile.....	378

Aliénés dans les établissements particuliers	35
Individus atteints du goître.....	758
Déviation de la colonne vertébrale.....	512
Perte d'un ou des deux bras.....	111
Perte d'une ou des deux jambes.....	114
Pieds bots.....	216
Autres maladies ou infirmités.....	4.140

La récapitulation des professions présente les chiffres suivants :

1° AGRICULTURE

Propriétaires cultivateurs.....	59.429
Fermiers	12.846
Fermiers propriétaires.....	18.973
Fermiers faisant en même temps un autre état	1.877
Métayers ou colons	145
Métayers propriétaires	3.055
Métayers faisant en même temps un autre état	2.249
Journaliers (vignerons, jardiniers, laboureurs, etc.)	45.742
Journaliers propriétaires	9.785
Journaliers faisant en même temps un autre état	1.594
Domestiques attachés aux exploitations rurales (valets de ferme, bergers, etc). ..	7.817
Bûcherons, charbonniers.....	1.821

2° INDUSTRIE ET COMMERCE

Fabrication des tissus.....	4.973
Exploitations des mines, carrières, etc...	1.831
Industrie métallurgique.....	1.067
Fabrication d'armes, de machines, d'in- struments aratoires.....	1.251
Manufactures diverses (papier, verreries, poteries)	911
Industrie du bâtiment.....	6.540
— de l'habillement.....	11.104
— de l'alimentation.....	6.913
— des transports.....	3.110
— relative aux lettres, aux scien- ces et aux arts.....	145
Etats de luxe (graveurs sur métaux, cise- leurs, bijoutiers, orfèvres, etc.....	229
Autres états.....	1.473
Banquiers, agents de change, courtiers, commissionnaires en marchandises...	235

2° PROFESSIONS LIBÉRALES

Propriétaires vivant du produit de leurs propriétés, rentiers	13.977
Pensionnés de l'Etat et des communes...	1.067
Magistrats, fonctionnaires et employés du Gouvernement.....	788
Employés des communes.....	944
Employés chez des particuliers.....	533

Militaires et marins.....	345
Pharmaciens, médecins, sages-femmes..	402
Avocats, officiers ministériels, agents d'affaires	187
Professeurs et instituteurs.....	1.164
Architectes, artistes, musiciens, peintres.	114
Hommes de lettres.....	11
Ecclésiastiques	475
Etudiants des facultés et des écoles spé- ciales	41
Etudiants des établissements secondaires	480
Autres professions libérales.....	846
	21.373

4° DOMESTICITÉ

Domestiques attachés à la personne, à l'écurie, à la cave, garçons de café, de restaurant, d'hôtel.....	4.745
---	-------

5° DÉSIGNATIONS DIVERSES

Mendiants et vagabonds.....	2.057
Détenus	105
Filles publiques	43

6° INDIVIDUS SANS PROFESSION

Sans moyens d'existence connus.....	4.699
Infirmes vivant dans les hospices.....	44

Femmes vivant du travail ou des revenus	
de leurs maris	19.485
Enfants en bas âge à la charge de leurs	
parents	89.802

**Tableau des travaux du Tribunal de Vesoul pendant
l'année judiciaire 1849-1850**

Le Tribunal a jugé 582 affaires en matière civile et 202 en matière commerciale; il restait à juger au 1^{er} novembre 1850, 38 affaires civiles et 5 affaires commerciales. Sur 80 ordres et contributions ouverts dans le cours de l'année, il y en a 50 de terminés.

En matière correctionnelle, il y eut 69 appels de décisions rendues, soit par le Tribunal de Lure, soit par le Tribunal de Gray; 37 de ces jugements ont été réformés. Le Tribunal a jugé au surplus 294 affaires correctionnelles et 688 affaires forestières.

Quant aux actes appartenant aux attributions personnelles de M. le Président (taxes, ordonnances sur référés, etc...), ils se portent au nombre de 2.080.

Pour l'année 1850-51. — Justice civile. — Matière ordinaire. — 273 causes présentées. — Matière sommaire : 321 présentées.

Matière commerciale : 240 affaires présentées.

Correctionnelle : 909 affaires dont 644 forestières.

Comme Tribunal supérieur, le Tribunal de Vesoul correctionnel a rendu 58 jugements sur appel des sentences des Tribunaux de Gray et de Lure.

Le Président a rendu 1.456 ordonnances de toutes sortes.

D'après la *Presse Grayloise* du 10 mai 1851, il résulte de la comparaison du tableau dressé par les ordres du Ministre de la Guerre pour servir de base à la conscription, avec les comptes rendus officiels du Ministère de la Justice, que, sauf quelques exceptions, les départements où il se commet le plus de crimes sont ceux où l'instruction est le plus arriérée.

La Haute-Saône occupe le 11^e rang pour l'instruction et le 15^e pour la moralité.

Signalons à cette occasion qu'en 1848, la Haute-Saône possédait 408 écoles de filles. Le nombre des institutrices ne dépassait pas 379 parmi lesquelles 63 désignées par l'Inspecteur comme mauvaises.

Celui des instituteurs était de 614.

CONCLUSION

La République est l'asile et le droit commun
de tous les partis.

Si on examine dans ses grandes lignes l'histoire de la Haute-Saône de 1848 à 1852, on ne peut s'empêcher de faire une constatation assez surprenante au premier abord : La Haute-Saône a accueilli avec enthousiasme la République issue de la Révolution de 48, parce qu'elle en attendait le progrès et la liberté que le gouvernement de Louis-Philippe n'avait pu ou n'avait voulu lui donner. Par les représentants qu'elle envoya à l'Assemblée, et qui appartenaient en majorité au parti de La Montagne, elle montra dans quelle voie de réforme elle désirait que la République s'engageât.

Or, trois ans plus tard, elle approuvait, pour ainsi dire sans réserve, le Coup d'Etat de celui qui prononça le bannissement contre les mandataires de son choix, et l'année suivante, elle se trouvait à la tête des départements qui votèrent le rétablissement d'un Empire antilibéral.

En 1848, la Haute-Saône arborait fièrement la devise : Liberté, Egalité, Fraternité.

En 1852, elle la reproduisait dans l'épigramme suivante :

Liberté de mourir de faim,
Egalité dans la misère,
Fraternité comme Caïn,
C'est ce que veut la circulaire,
Du citoyen Ledru-Rollin.

Parcourons de nouveau à grands pas les étapes de cette transformation. Le 27 février 1848, la Haute-Saône apprenait qu'un gouvernement républicain était constitué à Paris. Elle l'acclamait parce qu'elle voyait dans l'avènement de la République le renversement du parti de l'autorité et de la réaction, mais elle le fit dans le calme, parce qu'elle ne concevait pas la liberté sans l'ordre. Elle chargea 9 de ses représentants de faire triompher cette conception à l'Assemblée Constituante. La Haute-Saône acclamait cette liberté qui affranchissait l'esprit dans tous les domaines. Elle la saluait en politique, en religion, même dans le domaine des arts où, à la faveur du bouleversement politique, la libre constitution de 1848 permit au Franc-Comtois Courbet de sortir de l'ombre où le maintenait le jury académique, Courbet dont Champfleury, dans ses Mémoires, disait : « Courbet envoyait à la faveur de la Révolution, car le jury académique aurait tout refusé, des peintures très remarquables et peu remarquées. Cet inconnu sera un grand peintre. »

La Constitution républicaine fut votée et sa première application fut l'élection du Président de la

République. Quel usage allaient faire les électeurs du suffrage universel pour lequel ils avaient tant lutté ?

On pouvait croire que l'élu de ce suffrage libéral serait un homme dont le passé républicain garantirait un avenir de progrès et de liberté. Il n'en fut rien et malgré qu'ils furent mis en garde contre Napoléon « né à l'ombre du despotisme » par ceux mêmes qu'ils avaient élu à la Constituante quelques mois auparavant, Bonaparte obtint des électeurs 65.012 voix sur 74.962 votants, contre 6.435 à Cavaignac, 2.452 à Ledru-Rollin, 153 à Lamartine et 20 à Raspail.

Puis, tout aussitôt, comme s'ils regrettaient ce vote incompréhensible, ils envoyèrent à l'Assemblée Législative une majorité de représentants du parti de La Montagne qui devaient faire opposition violente à la politique réactionnaire du Prince Président.

Le conflit entre le Président et l'Assemblée, qui résultait fatalement des lois organiques, lesquelles avaient créé deux pouvoirs indépendants et égaux, se trouvait en fait accentué par les votes de départements comme celui de la Haute-Saône où, à quelques mois d'intervalle, les mêmes électeurs nommaient à ces deux pouvoirs rivaux, en droit, des hommes dont les idées étaient, en fait, radicalement opposées.

La faute capitale de la Constitution portait d'une conception qui pouvait paraître juste à un examen superficiel. Elle voulait, pour éviter l'écueil de la dictature, créer deux forces capables de se contreba-

lancer sans que l'une put écraser l'autre. Le Président ne pouvait rien sur l'Assemblée, mais n'en dépendait pas. Pourtant les conflits devaient naître fatalement entre eux. Comment les résoudre ? C'était la paralysie ou la lutte inégale entre deux pouvoirs émanant tous deux, il est vrai, du suffrage universel, mais dont l'un, le Président, était élu par l'ensemble de la France, alors que l'Assemblée n'en était qu'une représentation fractionnée. C'était fatalement le coup d'Etat au profit du Prince Président.

Cette crainte du coup d'Etat fut la pensée dominante des représentants de La Montagne et on a pu se rendre compte du rôle actif joué à l'Assemblée par les élus de la Haute-Saône, Versigny et Signard en tête, qui redoutaient le coup d'Etat auquel tout le monde pensait. Certains n'en parlaient que pour le dire impossible, mais le seul fait d'y penser et de songer à prouver qu'il était absurde était la preuve même de la crainte qu'on en avait. En réalité, la seule garantie contre le coup d'Etat était, ainsi que le fit remarquer le *Journal de la Haute-Saône*, la loyauté du Président et son respect du serment qu'il avait fait de ne pas violer la Constitution. C'était une garantie insuffisante. L'Assemblée Législative qui, au début de son existence, était en majorité hostile au régime libéral, finit par manifester son antipathie au Prince Président en la parole de qui elle n'avait qu'une confiance médiocre.

La Haute-Saône prit nettement parti pour le Président. Le 4^{er} juin 1851, elle avait fait déposer sur la tribune de la Chambre les pétitions de 419 communes portant 32.000 signatures et elle était à la tête des départements qui demandaient la révision de la Constitution et la prorogation des pouvoirs de Napoléon. C'était une première étape vers la dictature. Or, l'Assemblée n'adopta pas la révision de la Constitution et, en opposition avec leurs électeurs, le Conseil général et des Conseils d'arrondissement, 7 députés de la Haute-Saône sur 9 votèrent contre.

Le Conflit devint aigu entre l'Assemblée et le Président. Le coup d'Etat du 2 décembre y mit fin. •

La Haute-Saône affirma nettement son opinion. Après avoir acclamé la République, puis hésité en votant pour Napoléon, tout en envoyant à l'Assemblée des représentants libéraux, après s'être prononcée pour la consolidation des pouvoirs du Prince Président, elle approuva le Dictateur en attendant, d'acclamer l'Empereur.

Le plébiscite dans la Haute-Saône se traduisit par 81.367 *oui* contre 2.852 *non*. Dans 315 communes, il y eut l'unanimité.

C'était le triomphe de la politique de celui qui venait de prononcer le bannissement de la majorité des députés de la Haute-Saône.

Le rétablissement de l'Empire n'était que le couronnement attendu de cette politique. La Haute

Saône aurait cru manquer à ses devoirs si elle n'avait pas adressé des pétitions enthousiastes pour le rétablissement de l'Empire et elle donna au Sénatus-Consulte du 7 novembre l'approbation de ses 84.636 voix se plaçant ainsi à la tête des départements impérialistes.

Comment peut s'expliquer cette transformation de la politique dans la Haute-Saône ?

Tout d'abord, dans la Haute-Saône, comme dans le reste de la France, le coup d'Etat fut approuvé et Napoléon acclamé parce que les Républicains, à qui on avait promis le suffrage universel, furent déçus lorsqu'ils s'aperçurent qu'on avait « rusé » avec eux pour le déformer.

En outre, il faut constater ou plus exactement rappeler que la Haute-Saône est surtout un département agricole et composé principalement de petites cultures. Les cultivateurs sont pour la plupart propriétaires ; les grandes exploitations sont rares, les ouvriers agricoles peu nombreux. La population est, dans sa grande majorité, une population de « petite bourgeoisie agricole ». Le bourgeois agricole qui a le sentiment de son indépendance parce qu'il est propriétaire et capable de subvenir seul à ses besoins, a un grand désir de liberté, mais d'autre part, il sent qu'il ne jouira de ses biens que si l'Etat social est consolidé et n'est point troublé à chaque instant par des révolutions. Le désir de la liberté, le besoin de l'ordre,

telles sont les deux idées qui dominent dans l'esprit de la majorité des électeurs de la Haute-Saône. « L'ordre dans la liberté ou la liberté dans l'ordre », telle pourrait être leur devise. Tantôt il donne la priorité à l'ordre, tantôt il la donne à la liberté, selon que le besoin de l'une ou de l'autre se fait sentir d'une façon plus urgente. Après une période d'ordre, mais d'autorité, il acclamera la révolution qui lui donnera la liberté, mais la révolution ne tardera pas à l'effrayer; le bourgeois, le propriétaire a peur des aventures, il sacrifiera la liberté à l'ordre.

La Révolution de 1848 mettait fin à une période d'ordre mais d'autorité, et elle fut acclamée. Puis la Haute-Saône s'effraya de cette Révolution et de cette liberté qu'on lui représenta comme l'anarchie, et elle suivit le courant napoléonien qui, sous une apparence d'ordre, la conduisit insensiblement à la privation de la liberté et à la réaction.

Mais, objectera-t-on, les électeurs ont pu s'apercevoir que ce rétablissement de l'ordre tournait à la réaction et, lors du coup d'Etat où la politique impérialiste de Napoléon s'affirmait, ils auraient pu manifester, en votant *non*, le désir de liberté qu'ils n'ont cessé d'avoir.

C'est sans doute ce qui se serait passé si les électeurs avaient pu librement exprimer leurs suffrages, s'ils avaient pu auparavant se réunir, discuter leurs idées en toute indépendance, si la parole et la pensée

avaient été libres. Mais la situation était toute autre.

Louis-Napoléon était à peine nommé Président de la République qu'il inaugurait une politique de tutelle et d'oppression qui ne permettait à personne de penser autrement que lui et qui devait aboutir au rétablissement de l'Empire qu'il préméditait.

La liberté, Napoléon la dépeignit sous les traits de l'anarchie, dont le nom seul effrayait les populations bourgeoises de la Haute-Saône. Partisan de l'ordre, voulant terrasser « l'hydre de l'Anarchie », il se fit passer pour un sauveur.

Les partisans de la liberté que le Gouvernement appelait les Montagnards, les démagogues, les rouges ou les anarchistes indistinctement, étaient surveillés, traqués dans la Haute-Saône. Quiconque était en relations avec eux devenait suspect. C'était la mise à l'index que la plupart n'osaient affronter, car elle équivalait souvent à la ruine. Quant aux communications par la Presse ou les livres, les lois sur la Presse, le colportage, la vente des écrits établissaient une censure rigoureuse.

La Haute-Saône était particulièrement surveillée par le Gouvernement.

Le 6 novembre 1849, le Ministre de l'Intérieur écrivait au Préfet de la Haute-Saône :

« La situation politique de votre département mérite une attention toute particulière. D'après les rapports qui parviennent au Gouvernement, on a lieu de

craindre que dans les circonstances actuelles, le voisinage de la Suisse ne soit pour les populations que vous administrez un sujet d'inquiétude.

« Les démagogues de votre département entretiennent des relations avec les réfugiés qui résident dans le canton de Genève. »

Comment réprimer le mouvement libéral ? Le Préfet répondait simplement : « le faible dépôt du 7^e Cuirassiers est insuffisant. Il faut faire rétablir la garnison de Vesoul et installer un régiment entier. »

Et le 23 février 1850, le Général Gémeau, qui commandait à Lyon les 5^e et 6^e subdivisions, écrivait au Préfet qu'en cas de troubles il lui prêterait son concours et qu'à Vesoul, notamment, on mettrait deux compagnies d'infanterie à sa disposition.

Les libéraux ne pouvaient se grouper qu'en sociétés secrètes.

Un sieur Amyot, commis d'enregistrement à Gy, faisait partie d'une société secrète, et son courrier fut intercepté. On trouva chez lui une lettre datant de Juin 1849, adressée à Ledru-Rollin, dans laquelle il se flattait d'avoir républicanisé toute sa commune. On saisit également une circulaire signée : « Salut et fraternité », émanant de Genève, où on parlait des banquets réformistes à organiser au moment de la déchéance de la Présidence. Il s'agissait d'un mouvement international. On y lisait : « La Hongrie est sous les ordres immédiats de nos grands directeurs.

Le progrès marchera plus rapidement qu'en France même. »

« Il est donc évident, écrivait le 6 mars 1850, le Parquet de Besançon au Procureur de la République, qu'il existe des sociétés secrètes dans la Haute-Saône et que ces sociétés correspondent entre elles et avec l'étranger et qu'elles ont un mot d'ordre changé de temps à autre. »

Les libéraux essayaient-ils de se réunir en « banquets démocratiques », ainsi qu'on disait alors, soit chez l'un d'entre eux, soit en banquets d'anniversaires, la police et la gendarmerie le signalaient au Préfet de la Haute-Saône qui prenait aussitôt des mesures de surveillance ou interdisait la réunion du parti « écarlate avancé » (ainsi que disait la police).

Le moindre cri, le moindre placard, le moindre emblème libéral était considéré comme séditieux et entraînait des poursuites.

Les départements étaient surveillés par le système des passeports et le Préfet signalait aux autorités voisines le déplacement de tous ceux ayant des opinions socialistes, qui obtenaient des passeports, pour Paris, notamment.

Les royalistes étaient l'objet de la même surveillance. Le manifeste du Duc de Bordeaux contre le rétablissement de l'Empire, était signalé à Lure le 13 novembre 1852 par le Sous-Préfet qui précisait « qu'il n'avait produit qu'un effet insignifiant ». « Le

parti légitimiste, ajoutait-il, est à peu près nul dans l'arrondissement et ne saurait aliéner par son influence les suffrages du Prince. Nous trouvons, dans l'apathie et la lassitude électorale, des adversaires plus sérieux. »

Quelques jours après, on saisissait au bureau de Poste de Vesoul, 17 lettres renfermant l'imprimé signé Henry (Henry V), contenant une protestation contre le rétablissement de l'Empire. Ces 17 lettres émanaient de la Suisse et elles étaient adressées aux Conseillers généraux de la Haute-Saône.

Si les simples citoyens étaient toujours en quelque sorte sous la surveillance de la police, les Représentants de la Haute-Saône eux-mêmes ne jouissaient d'aucune immunité à cet égard.

Les Députés de la Montagne Versigny et Signard faisaient-ils une tournée dans la Haute-Saône ? La police signalait aussitôt les déplacements de ces « deux coryphées du socialisme » ainsi que disait le Sous-Préfet de Gray. La Préfecture se réjouissait-elle de savoir Signard malade ? « Hélas, répondait le commissaire de police, on m'assure qu'il est gros et gras. »

Suivis dans leurs tournées, les Députés montagnards faisaient l'objet de rapports : on relevait le nom des gens chez qui ils se rendaient, de leurs partisans, des cabarets où avaient lieu les réunions et le Préfet écrivait au Ministre.

« Plusieurs fonctionnaires se sont compromis, des maires notamment ont donné l'hospitalité aux représentants montagnards et ont réuni chez eux à cette occasion les principaux démagogues de l'endroit.

« L'année dernière déjà, ils ont parcouru avec beaucoup de bruit toutes les localités du département. » « L'esprit public s'était déjà bien amélioré dans le département, mais cette année l'amélioration a été encore plus sensible. »

Puis, comme au lendemain du rétablissement de l'Empire, le Préfet de la Haute-Saône demandait au commissaire de police un rapport sur l'état d'esprit des libéraux, celui-ci répondit d'une façon lapidaire, le 19 décembre 1852 :

« Monsieur le Préfet,

« 1° Ils attendent le moment où l'on abattra le colosse, en parlant de l'Empereur;

« 2° Ils comptent sur un bouleversement de Paris;

« 3° Ils craignent les faux-frères;

« 4° Et ils se méfient des mouchards de M. le Préfet. »

Les habitants de la Haute-Saône, malgré leur ardent désir de liberté et de progrès avaient donc activement collaboré à l'établissement en France d'un régime réactionnaire parce que l'habile et égoïste politique de Napoléon leur avait présenté la liberté républicaine comme une forme de l'anarchie et leur avait donné

la dictature en leur promettant l'ordre et parce que les agissements des fonctionnaires de Napoléon ne permettaient pas l'expression d'une autre opinion que celle de leur maître. Mais la population de la Haute-Saône s'en rendait compte.

Le jour même où on votait le rétablissement de l'Empire, voici ce qu'on lisait dans les journaux du département :

« Nous venons de voter le rétablissement de l'Empire.

Nous avons prouvé au génie des tempêtes politiques et des révolutions sociales que les doctrines perverses prêchées par ceux qu'il a institués ses apôtres n'obtiennent point nos sympathies et nous avons préservé de toute perturbation nouvelle notre patrie.

.....

Le besoin de rétablir complètement l'ordre parmi nous et la nécessité de ramener à des idées sages quelques esprits égarés coûteront, pendant quelque temps encore à la France, la restriction de plusieurs de ses libertés.

.....

Le temps où nous vivons aujourd'hui n'est pas encore celui d'une confiance illimitée et d'une quiétude parfaite. Il y a beaucoup d'amélioration dans notre état, mais nous ne jouissons pas encore politiquement et moralement parlant, d'une santé parfaite.»

(*Journal de la Haute-Saône*, 1^{er} décembre 1852.)

« La France réprouve la forme républicaine; elle veut la forme monarchique.

Est-ce à dire qu'elle ait cessé d'être semblable à elle-même, qu'elle ne soit plus la France rajeunie par le travail des révolutions et qu'elle renonce à toutes ses conquêtes politiques ? Non, la France n'abdique pas en se plaçant sous le drapeau impérial. Elle veut la monarchie, mais la monarchie conforme aux idées et aux mœurs de la société nouvelle, la monarchie conciliable avec le développement des intérêts démocratiques. C'est là ce qu'elle espère trouver dans le régime impérial. » (*L'Impartial, Journal de la Haute-Saône*, 17 novembre 1852.)

La France voulait la monarchie, mais la monarchie conforme aux idées et aux mœurs nouvelles, conciliable avec les intérêts démocratiques.

Ce qu'elle n'a pu trouver avec le régime impérial, elle ne pourra le trouver avec aucun régime à principe monarchique, car ce régime est celui d'une seule doctrine qui ne peut triompher qu'en excluant toute opinion contraire. Or, le progrès social ne peut se développer que dans la liberté et dans le choc des idées de tous les partis à qui il faut un asile et un droit commun.

« La République, pour rappeler le mot de Lamartine, est l'asile et le droit commun de tous les partis. »

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	1
Les causes de la Révolution de 1848.	
<i>La Révolution de 1848</i>	13
Les journées de Février. — La proclamation de la République.	
<i>Les Elections à la Constituante</i>	23
Les comités et les clubs. — Les candidats et les programmes électoraux. — Le résultat des élections.	
<i>Les journées de Juin et les élections aux Assemblées départementales et communales</i>	41
Les journées de juin. — La situation écono- mique et sociale de la Haute-Saône en 1848. — Le concours de la Garde nationale. — Les élections municipales. — Les élections au Conseil général. — Les élections au Con- seil d'arrondissement.	
<i>La Constitution de 1848</i>	57
Interventions des Représentants de la Haute- Saône. — Promulgation et proclamation de la Constitution.	

<i>Election du Président de la République.....</i>	63
Les partis. — La campagne électorale. — Les résultats.	
<i>Les élections à l'Assemblée Législative.....</i>	73
La question de la prolongation des pouvoirs ou de la dissolution de la Constituante. — Les pétitions. — La loi électorale. — La question des incompatibilités. — Les partis : les modérés, les avancés, les programmes. — Les résultats de l'élection.	
<i>La lutte contre les républicains.....</i>	93
L'expédition de Rome. — La loi sur les clubs. — L'opposition au sein de l'Assemblée : intervention de Versigny. — Loi sur la Presse. — Les vacances de l'Assemblée en 1849. — L'épidémie de choléra à Gray. — Le nouveau Ministère. — Les craintes d'un coup d'Etat. — Partage de la France en divisions militaires. — M. Dieu est nommé Préfet de la Haute-Saône. — Vacances de l'Assemblée en 1850. — Voyage du Président. — L'Assemblée reprend ses travaux.	
<i>Les lois de réaction.....</i>	123
La loi Falloux sur l'Enseignement du 15 mars 1850. — La loi sur les instituteurs primaires du 11 janvier 1850.	
<i>La Révision de la Constitution.....</i>	145
La campagne pour la révision. — Les pétitions. — Le vote négatif à l'Assemblée	

Nationale. — Nouvelle campagne. — Vœux
du Conseil général et des Conseils d'arron-
dissement

<i>La Révision de la Loi électorale</i>	167
---	-----

Vacances de l'Assemblée (août 1851). — Crise
ministérielle. — La révision de la loi élec-
torale du 31 mai

<i>Le Coup d'Etat du 2 Décembre</i>	177
---	-----

L'agitation. — Sa répression. — La campagne
pour le Plébiscite. — Le Plébiscite. —
Bannissement des Députés Montagnards de
la Haute-Saône.

<i>Le Rétablissement de l'Empire</i>	199
--	-----

La Constitution du 14 janvier 1852. — Les
élections au Corps Législatif. — La session
du Conseil général et des Conseils d'arron-
dissement. — La campagne pour le rétablis-
sement de l'Empire. — Les faveurs. — La
répression de l'opposition. — La Commis-
sion mixte. — Les pétitions. — Le Sénatus-
Consulte du 7 novembre. — Le Plébiscite. —
La Proclamation de l'Empire.

<i>Rôle des représentants de la Haute-Saône à l'Assem- blée Nationale</i>	229
---	-----

<i>Situation économique de la Haute-Saône de 1848 à 1852</i>	243
--	-----

<i>Agriculture</i>	245
--------------------------	-----

Blé. — Vigne. — Tabac. — Bois. — Situation

générale. — Remèdes proposés à la crise. —
La ferme-école de Saint-Remy. — Orga-
nisation agricole.

<i>Métallurgie</i>	259
La crise. — Les Houillères. — Manganèse. — Salines. — Stations thermales. — Minerai de fer. — Sel gemme. — Fonte.	
<i>Commerce</i>	265
La Chambre de Commerce de Gray. — Les foires.	
<i>Lignes de communication</i>	268
Chemins de fer. — La Saône.	
<i>Tableau de la population</i>	271
<i>Conclusion</i>	281
« La République est l'asile et le droit commun de tous les partis. »	

